



Tous les enjeux portent sur les flancs des Monts Btos



Les chefferies traditionnelles y sont pour beaucoup

Avant-projet RED-PPD 050/11. Rev.1 (1) portant développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos

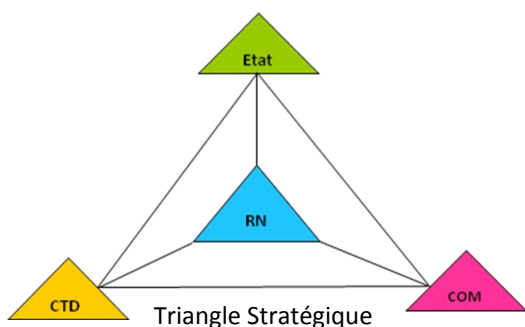
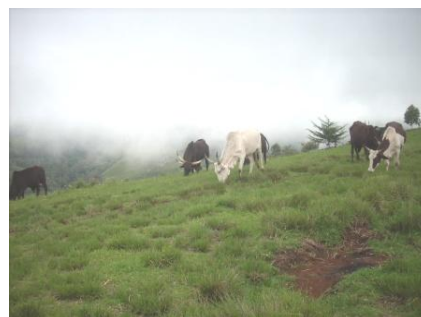
ETUDE SOCIO-ECONOMIQUE



Concertations multi acteurs



Les enjeux socioéconomiques fondés sur l'agriculture et l'élevage



Réalisée par :

Robert NGOUFFO

Analyste de projets

BP. 378 Bafoussam, Tél. 99 99 41 09

Email. rolesearch@yahoo.fr

Août 2014

Avant-Projet : N° RED-PPD 050/11. Rev.1 (1) portant développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos

Gouvernement hôte : République du Cameroun

Nom du Coordonnateur et de l'Agence d'Exécution : Madame Gisèle TSANGUE,
Délégué Régional de l'Ouest, Ministère des Forêts et de la Faune

Lancement : Le 30 Avril 2014 à Bafoussam

Durée : 2 mois

TABLE DES MATIERES

Titres	Pages
i. Résumé.....	4
1. Introduction.....	8
2. Etapes méthodologiques.....	11
3. Présentation des données et résultats.....	15
3.1. Le milieu physique.....	16
3.2. Le milieu humain.....	27
3.3. Les activités génératrices de revenus menées dans les communautés.....	38
3.4. Logique de dominance de l’eucalyptus dans les Monts Bamboutos.....	42
3.5. Le droit à la terre au niveau local.....	43
3.6. Les types de conflits les plus fréquents dans la zone.....	45
3.7. Propositions faites à chaque partie prenante en vue d’une gestion durable.....	46
3.8. Propositions de sanctions localement applicables.....	51
4. Analyse et interprétation des données et résultats.....	51
4.1. Les unités administratives concernées.....	52
4.2. Superficie des 8 arrondissements concernés.....	52
4.3. Population.....	54
4.4. Infrastructures.....	55
4.5. Les réalités socio-économiques endogènes.....	58
4.6. Logique de dominance de l’eucalyptus et dangers potentiels.....	61
4.7. Le droit à la terre au niveau local.....	61
4.8. Les types de conflits les plus fréquents.....	64
4.9. Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces du système actuel.....	65
4.10. Propositions faites suite aux concertations multi acteurs.....	66
4.11. Propositions de sanction localement applicables.....	70
4.14. Schéma d’un plan d’action en 12 points.....	71
5. Conclusion.....	72
6. Recommandations.....	74
7. Annexes spécifiques à l’Expert Socio économiste.....	76
8. Annexes générales aux Experts.....	134

i. RESUME

Les études socioéconomiques menées dans le cadre de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) se justifient par un certain nombre de facteurs socioéconomiques ayant favorisé la dégradation des massifs forestiers des Monts Bamboutos jusqu'à un seuil critique suscitant une intervention urgente. Parmi ces facteurs favorisant, nous pouvons citer :

- *La demande sans cesse croissante des communautés humaines en produits agropastoraux, sylvicoles, piscicoles, apicoles, voire artisanaux ;*
- *La croissance démographique ;*
- *Le taux de chômage de plus en plus élevé qui renforce l'exode urbain;*
- *La compression du personnel dans de nombreuses sociétés ;*
- *La surexploitation des anciennes terres cultivées ;*
- *La chute du prix du café arabica sur le marché international ;*
- *Les systèmes de gestion de la terre dans les communautés riveraines des monts ;*
- *La valeur socioéconomique accordée à la terre par ces communautés ;*
- *Les méthodes locales d'exploitation de la terre entachées de mauvaises pratiques ;*
- *Les systèmes d'organisation sociale des communautés ;*
- *Le dynamisme naturel des populations riveraines ;*
- *Le manque de modestie de la part de l'élite d'affaire, de l'élite intellectuelle et des autorités locales qui achètent sans cesse la terre sur les flancs des Monts Bamboutos en raison de leur pouvoir économique.*

Ces études ont connu la participation effective de 189 acteurs clés dont les autorités locales, les représentants des services déconcentrés de l'Etat, les organisations de la société civile, les populations et leurs groupes socioprofessionnels. Elles révèlent que les populations qui exploitent les flancs des Monts Bamboutos se répartissent en 56 communautés issues de 8 arrondissements, 4 départements et 3 régions. La population totale des 56 communautés est évaluée à 81 257 habitants avec une densité moyenne de 400 habitants/km² et un taux moyen de croissance de 2,5% par an, alors que le taux moyen de croissance en ressources alimentaires est à peine de 2% par an. La superficie totale des 8 arrondissements concernés par le projet est estimée à 3 531 km², celle des communautés accédant sur les flancs des montagnes est estimée à 952 km² (27%), même si celle de la zone effective est estimée à 218 km² (7,2%). La population des 8 arrondissements concernés par le projet est estimée à 696 400 habitants, celle des communautés accédant sur les flancs des montagnes est estimée à 81 287 habitants (11,7%). Les ratios d'encadrement scolaire et sanitaire sont globalement satisfaisants, même si les infrastructures et le plateau technique ne suivent pas, et les routes sont en état de dégradation avancée. Le tableau ci-après fait ressortir la répartition administrative des régions, départements, arrondissements et communautés concernés.

Régions	Départements	Arrondissements	Communautés
1. Ouest	1. Bamboutos	1. Babadjou	4
		2. Mbouda	5
		3. Batcham	5
	2. Menoua	4. Nkong-Ni	11
		5. Fongo Tongo	7
2. Nord-Ouest	3. Mezam	6. Santa	12
3. Sud-Ouest	4. Lebialem	7. Alou	6
		8. Wabane	6
3 Régions	4 Départements	8 Arrondissements	56 Communautés

Source : Monographies et Assemblées d'échanges Participatifs

Ces communautés des grassfields sont traditionnellement organisées avec à leur tête des chefs localement puissants, auxiliaires de l'administration et exerçant leur pouvoir sur toutes les populations et leurs émanations, les notables de 7 et de 9, les chefs de 2^{ème} et de 3^{ème} degré et les chefs de blocs. Cette puissance locale des chefs traditionnels a un reflet sur la gestion des terres.

Les massifs forestiers des Monts Bamboutos constituent un domaine national qui fait quotidiennement l'objet des abus de toutes sortes, avec des multiples modes d'acquisition des terres (titres fonciers, certificats coutumiers de propriété, actes d'achat/vente, concessions, ...etc). Cette multiplicité d'actes de propriété suscite une inquiétude sur un domaine national qui par définition « est constitué des terres non immatriculées à l'exception de celles relevant du domaine public, du domaine privé de l'Etat et des autres personnes morales de droit public ». Les terres relevant du domaine national doivent être gérées par l'Etat (Cf. Ord. N° 74.001 du 08 juillet 1974 fixant le régime foncier). Les informations obtenues auprès des domaines et affaires foncières des Bamboutos montrent que de 1978 à 2014, rien que pour les communautés du département des Bamboutos (14/56), 152 titres fonciers ont été délivrés sur une superficie de 625,22 km², et de nombreux autres suivent encore leur procédure de délivrance. Les investigations menées dans les services de greffe auprès du tribunal de Mbouda montrent que des conflits multiformes sont régulièrement enregistrés dans cette zone, et les plus dominants sont agropastoraux (>35%) opposant la minorité Bororo aux autres communautés, et domaniaux entre familles, communautés et circonscriptions administrative. Les potentiels recours qui peuvent être saisis actuellement dans une logique de préservation et de gestion durable de l'écosystème sont :

- *La définition d'un nouveau système de mise en valeur garantissant la conservation de l'écosystème ;*
- *L'arrêt systématique de l'établissement de nouveaux titres fonciers dans la zone et sur tous les flancs ;*
- *Le suivi rapproché de la mise en œuvre de ce nouveau système d'exploitation par tous ceux qui y prélèvent.*

Le dynamisme des 56 communautés riveraines s'explique par leur organisation socioculturelle faite de tontines, épargnes, groupes d'entraide, clans d'âge, groupes de danse, dot

des filles lorsqu'elles vont en mariage, comités de développement, organisations de la société civile en plus de la collectivité locale. A cela s'ajoute une multiplicité des activités génératrices de revenus qui sont sans cesse pratiquées (agriculture, élevage, petits métiers, artisanat, vin raphia, motos taxis, petit commerce, sylviculture avec une dominance en eucalyptus de plus de 80% des essences ligneuses, vente des pierres, de sable et de charbon, cueillette, chasse, tourisme, captage d'eau par tuyauterie sur les flancs des Monts, ... etc). La dominance en eucalyptus sur les flancs des Monts Bamboutos se justifie par 4 usages essentiels, notamment dans :

- La délimitation des parcelles culturales ;
- La matérialisation des barrières pour éviter les conflits agropastoraux ;
- L'utilisation en tant que brise vent ;
- L'utilisation comme bois de construction, bois d'œuvre et de chauffe.

Le caractère hautement hydrophile de cette espèce sylvicole un contrôle de sa population et une adoption progressive d'autres espèces alternatives.

Les données obtenues des monographies et des rapports techniques des services déconcentrés de l'Etat montrent que l'agriculture et l'élevage génèrent au moins 21 899 413 788 francs CFA par an dans les 56 communautés riveraines, soit 20 367 236 148 francs CFA pour l'agriculture et 1 532 177 640 francs CFA. Ceci est un indicateur d'une importante activité humaine à laquelle s'ajoute la densité de l'habitat. Tout ceci est à l'origine de la dégradation accélérée de cet écosystème. Lorsqu'on considère l'ampleur de la charge due à l'habitat et à l'action humaine dans les arrondissements concernés, un essai de classement par ordre décroissant de surcharge sur ces flancs de montagnes place au premier plan Wabane, suivi de Alou, Nkong-Ni, Fongo Tongo, Mbouda (Balatchi), Batcham (Bangang), Santa (Pinyin) et Babadjou. Cette dégradation a atteint un seuil critique nécessitant une intervention d'urgence au regard des enjeux de ces massifs en tant que château d'eau et poumons des régions de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Pour palier cette situation, non seulement il faudrait revoir les modes d'acquisition et droits de propriété des terres dans cette zone, mais il faudrait également procéder à une redéfinition des systèmes d'exploitation des terres et même de toutes les autres formes de mise en valeur, tout en mettant en priorité le problème de la minorité Bororo relativement retardée sur le plan socioéconomique par rapport aux autres communautés. S'il faut initier un système de gestion durable des massifs forestiers des Monts Bamboutos, le problème de la minorité Bororo doit être examiné avec munitie et traité en conséquence, surtout avec la participation effective de leurs communautés généralement méfiantes et résilientes par nature. Nous proposons dans le cadre de cette étude :

- La délimitation stricte des zones réservées à l'élevage et de celles réservées à l'agriculture ;
- Le développement des méthodes intensives d'élevage avec l'introduction de la culture fourragère et la pratique des règles de l'agrostologie ;
- L'incitation de ces minorités à la diversification de leurs activités génératrices de revenus, au lieu de continuer à exercer uniquement les activités d'élevage ;

- *La mise sur pied d'un système de suivi rapproché et continu ;*
- *L'application des sanctions en cas de violation des règles de mise en valeur prescrites.*

A la suite d'une analyse FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces) de la situation de référence ainsi faite et compte tenu du contexte, nous avons fait ressortir un certain nombre de propositions issues des concertations multi acteurs à l'endroit de l'Etat camerounais, des collectivités territoriales décentralisées et des communautés riveraines elles-mêmes. De même, nous avons proposé une esquisse de plan d'intervention pour la mise en œuvre.

1. INTRODUCTION

Les massifs forestiers des Monts Bamboutos constituent un précieux potentiel naturel conditionnant la survie de nombreuses communautés humaines en raison de leurs enjeux en tant que : - château d'eau de la Région de l'Ouest-Cameroun ; - régulateur climatique de cette Région ; - site d'une grande richesse biologique avec des multiples vertus socioculturelles et économiques ; - site aux potentialités touristiques énormes ; - mamelle nourricière des populations riveraines, de nombreuses villes camerounaises et de l'Afrique Centrale.

L'urgence actuelle d'une intervention multi acteur dans cette zone tient du fait que depuis quelques décennies, de nombreuses actions humaines s'érigent à un rythme vertigineux pour fragiliser ce potentiel. Les risques encourus sur les plans humain et écologique sont multiples, notamment : - l'observation des pénuries d'eau dans la zone depuis quelques années - l'ensablement du barrage de retenue d'eau de Bamendjing à cause de l'érosion pluviale provoquée dans les sommets - les éboulements et des glissements de terrain avec mort d'hommes. C'est le cas des éboulements du 20 juillet 2003 qui avaient provoqué la mort de 20 personnes - Le couvert végétal défriché pour des besoins agricoles ou de bois de chauffe est dénudé exposant à l'érosion et au risque d'éboulement - La chasse parfois avec usage du feu de brousse - L'intensification des activités d'élevage - La densification des plantations d'eucalyptus (haies vives) qui assèche les massifs et fait baisser la nappe phréatique - L'assèchement des cours d'eau - La progression depuis 1987 des habitats vers les sommets jadis réservés à l'élevage, avec intensification des activités agricoles, ce qui est inhérent à la chute du prix du café arabica sur le marché international.

Au cours des dernières décennies, la gestion des massifs forestiers des Monts Bamboutos a suscité beaucoup d'inquiétudes aussi bien de la part du gouvernement camerounais à travers le Ministère des Forêts et de la Faune que de la part de nombreuses communautés riveraines. Le nombre de textes et de recours en témoigne, notamment :

- Le recours du Cercle de Développement de Balépo concernant leur projet de foresterie communautaire et agroforesterie ;
- Le recours du Comité de Développement de Nzindong (CODENZIN) du groupement Bangang portant sur l'avis au public n°25/AP/MINFOF/SG/DFAP du 11 mars 2009 portant déclaration d'une partie de leur terre « Réserve écologique intégrale » ;
- La pétition d'environ 5 000 signatures du groupement Bangang du 28 avril 2009 en appui à la requête portant état des lieux de la zone, problématique, convictions et propositions de ce groupement ;
- La requête du groupement Balatchi du 28 avril 2009 sur l'intention de création d'une réserve écologique intégrale dans les Monts Bamboutos par les avis n°0605/L/MINFOF/SG/DFA et n°25/AP/MINFOF/SG/DFAP du 11 mars 2009 ;
- Le livre blanc de KFA (Knowledge For All) pour une réserve écologique simple sur les Monts Bamboutos dans le souci de combiner les impératifs de survie des populations résidentes et de leurs progénitures et les impératifs de conservation et de préservation de la biodiversité.

Face à ce problème, on ne saurait initier une intervention régulatrice sans évoquer les facteurs socioéconomiques ayant favorisé cette dégradation des massifs forestiers de Monts Bamboutos jusqu'à un seuil aussi critique suscitant autant d'engouement de la part du gouvernement

Camerounais et de l'Organisation International des Bois Tropicaux (OIBT). Parmi ces facteurs, nous pouvons citer :

- La demande sans cesse croissante des communautés humaines en produits agropastoraux, sylvicoles, piscicoles, apicoles, voire artisanaux ;
- La croissance démographique ;
- Le taux de chômage de plus en plus élevé qui renforce l'exode urbain;
- La compression du personnel dans de nombreuses sociétés ;
- La surexploitation des anciennes terres cultivées ;
- La chute du prix du café arabica sur le marché international ;
- Les systèmes de gestion de la terre dans les communautés riveraines des monts ;
- La valeur socioéconomique accordée à la terre par ces communautés ;
- Les méthodes locales d'exploitation de la terre entachées de mauvaises pratiques ;
- Les systèmes d'organisation sociale des communautés ;
- Le dynamisme naturel des populations riveraines ;
- Le manque de modestie de la part de l'élite d'affaire, de l'élite intellectuelle et des autorités locales qui achètent sans cesse la terre sur les flancs des Monts Bamboutos en raison de leur pouvoir économique.

En faisant un screening de ces facteurs favorisant et en les rapprochant des effets anthropologiques adverses sur le potentiel naturel, il devient urgent de penser et de mettre sur pied un modèle participatif de gestion qui intègre toutes les parties prenantes et tient en compte à la fois les intérêts spécifiques des communautés et l'intérêt écologique dont l'Etat Camerounais est logiquement le principal garant. La multiplicité des activités socioéconomiques menées par les communautés riveraines des Monts Bamboutos permet d'avoir une perception de l'ampleur des effets anthropologiques adverses ci-avant évoqués car à la faveur du dynamisme et de l'entrepreneuriat local, les populations y pratiquent l'agriculture, l'élevage, la sylviculture, la chasse, l'apiculture, la cueillette des feuilles, écorces, racines, champignons, termites, le tourisme, la production du charbon de bois, l'exploitation des pierres et du sable, le captage multi service de l'eau, les sacrifices sur les lieux sacrés, ... etc. Un état des lieux de ce package socioéconomique est nécessaire pour orienter l'Etat camerounais dans la prise de décision en vue de la mise sur pied d'une approche participative de gestion des massifs forestiers des Monts Bamboutos qui présentent des enjeux énormes pour les 56 communautés riveraines et pour les populations des Régions de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en général.

2. ETAPES METHODOLOGIQUES

Après l'atelier de lancement de l'avant-projet et la signature des contrats, l'approche méthodologique que nous avons utilisée s'est globalement fondée sur un travail d'équipe. Ce qui suppose que les experts ont travaillé en parfaite harmonie. Les étapes de cette méthodologie sont agencées suivant une logique explicative et sont résumées dans le tableau ci-après dans un ordre chronologique.

Tableau 1 : Etapes suivies dans la réalisation de la mission

N°	Etapas méthodologiques	Logique explicative
1	Organisation d'une assise préparatoire regroupant l'Expert en communication, l'Expert socio économiste et l'Expert en audit environnemental	<ul style="list-style-type: none"> - Relire ensemble les contrats et les termes de référence ; - Harmoniser la compréhension ; - Etablir les liens entre les TDR de chaque consultant et ceux des autres ; Poser les bases d'un travail d'équipe pour garantir les chances de succès de la mission.
2	Recherche et exploitation documentaire	<ul style="list-style-type: none"> - Collecter les textes et documents utiles pour la mission ; - Les exploiter pour approfondir la compréhension de l'étude et pour mieux étoffer le rapport
3	Sollicitation d'une lettre d'introduction rédigée en français et en anglais (pour les flancs francophones et anglophones) et signée par la coordinatrice de l'avant-projet	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux experts de prouver l'authenticité de leur mission auprès des différents interlocuteurs à rencontrer sur le terrain et de susciter leur adhésion à l'avant-projet
4	Organisation d'une descente exploratoire sur les différents flancs des massifs forestiers des Monts Bamboutos	<ul style="list-style-type: none"> - Découvrir les communautés concernées par l'étude ; - Repérer les unités administratives concernées ; - Avoir une perception sur l'état d'occupation et la présentation physique de la zone ; - Faire les premiers contacts avec quelques acteurs
5	Typologie des acteurs devant être impliqués dans le processus (autorités administratives, municipales, politiques, traditionnelles, religieuses, leaders d'opinion, services déconcentrés de l'Etat, organisations de la société civile, populations et groupes socioprofessionnels)	<ul style="list-style-type: none"> - Avoir une bonne idée de l'univers des interlocuteurs à rencontrer sur chaque flanc ; - Etablir dans nos investigations les champs d'intérêt en fonction de la nature des acteurs ; - Poser les bases d'une participation effective de toutes les parties prenantes
6	Mise sur pied d'un plan de communication avec conception des outils tels que les affiches, les tracts, les banderoles, traduction en anglais et soumission à la coordination de l'avant-projet pour les besoins de suivi	<ul style="list-style-type: none"> - Concevoir et rendre disponible un protocole d'information, de sensibilisation et de mobilisation des acteurs ; - Faciliter l'exécution et le suivi des activités sur le terrain
7	Conception des fiches de collecte de	<ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un recueil des questions essentielles pour faciliter

	données, traduction en anglais et test de validité sur le terrain	l'obtention des informations auprès des interlocuteurs à rencontrer ; - Tester ces fiches sur un échantillon réduit des interlocuteurs choisis, question de s'assurer qu'elles vont être utilisées efficacement
8	Revue de l'approche à suivre pendant les investigations à mener sur le terrain	- Adopter une approche qui cadre avec le contenu des fiches de collecte de données et la nature des interlocuteurs à rencontrer
9	Organisation des descentes de prise de contact avec les acteurs identifiés et ciblés sur chaque flanc des Monts Bamboutos et début de l'information et de la sensibilisation autour de l'avant-projet, notamment auprès des autorités politiques, traditionnelles, religieuses, leaders d'opinion, services déconcentrés de l'Etat, organisations de la société civile, populations et groupes socioprofessionnels	- Avoir l'adhésion et le soutien des autorités locales et de certaines individualités ; - Cibler et répertorier les interlocuteurs devant être impliqués ; - Les informer et les sensibiliser déjà sur la problématique ; - Identifier les acteurs pouvant jouer le rôle de facilitateurs endogènes ; - Poser les bases de l'organisation des assemblées d'échanges participatifs entre les experts et tous les acteurs
10	Dispatching et placement des supports aux endroits stratégiques des communautés riveraines	- Ventiler les tracts auprès des cibles ; - Identifier les endroits stratégiques pour y placer les affiches et les banderoles ; - Informer et sensibiliser davantage les communautés sur les enjeux de l'avant-projet et la nécessité d'une participation massive
11	Rencontre de certains acteurs individuels et de certains groupes cibles pour d'amples explications, échanges et remise de 60 fiches de collecte de données socioéconomiques	- Recueillir les avis de certaines individualités et de certains groupes spécifiques ; - Utiliser ces informations pour enrichir ou trianguler celles obtenues de la recherche documentaire et des assemblées d'échanges participatifs à organiser
12	Organisation et animation des Assemblées d'Echanges Participatifs (AEP) dans les 5 pôles définis à savoir : 1.Babadjou (38 participants), 2.Mbouda et Batcham (48 participants), 3.Nkong-Ni (14 participants) pour l'Ouest, 4.Alou et Wabane (14 participants) pour le Sud-Ouest et 5.Santa (35 participants) pour le Nord-Ouest, pour un total de 154 participants sur les 175 attendus Recueil de 20 fiches de collecte de données individuelles	- Créer un cadre d'échanges actifs avec les communautés riveraines et toutes les parties prenantes ; - Examiner et débattre des questions clés relatives à l'occupation des massifs forestiers des Monts Bamboutos ; - Recueillir les propositions concrètes des uns et des autres à adresser à l'Etat camerounais, les collectivités territoriales décentralisées et les communautés elles-mêmes en vue d'une gestion durable de ces ressources naturelles ; - Reprendre les fiches de collecte de données déjà remplies par les interlocuteurs

13	Organisation des séances de travail avec 15 acteurs clés, notamment les sectoriels de l'agriculture, élevage, forêts et faune, domaines et affaires foncières, greffes auprès des tribunaux, santé, communication, ...etc.	<ul style="list-style-type: none"> - Recueillir des données monographiques pour les besoins de rapport ; - Vérifier certaines informations obtenues auprès des acteurs individuels, des groupes cibles ou issues de la recherche documentaire ; - Obtenir certaines informations de base pour enrichir les analyses ; - Saisir cette opportunité pour collecter les dernières fiches déjà remplies par les interlocuteurs
14	Sollicitation du canevas OIBT de rédaction des rapports auprès de la coordination de l'avant-projet	- Se conformer au canevas de rédaction des rapports de l'OIBT en tant que co-commanditaire de cette mission et chargé de porter un jugement sur la qualité de ce travail
15	Revue des termes de référence de cette mission	- S'assurer que toutes les informations requises sont réunies pour préparer le rapport de la mission
16	Rédaction du rapport de la mission	- Agencer logiquement les informations nécessaires conformément aux termes de référence et à la structuration du canevas
17	Soumission du draft du rapport à la Coordination de l'avant-projet (copies reliées et électroniques sur CD Rom)	- Permettre aux commanditaires de la mission d'examiner le contenu du travail et d'y porter leurs observations avant la restitution
18	Restitution	<ul style="list-style-type: none"> - Donner l'opportunité aux experts de présenter le draft de l'étude devant une assistance multi disciplinaire habileté ; - Recueillir les observations pertinentes en vue de la finalisation du rapport
19	Finalisation du rapport	<ul style="list-style-type: none"> - Tenir compte des observations issues de la restitution ; - Faire les dernières mises en page, tirer les copies définitives, les relier et y joindre les copies électroniques sur CD Rom conformément aux termes du contrat
20	Soumission du rapport final	- Soumettre les copies reliées du rapport final et les copies électroniques sur CD Rom à la coordination de l'avant-projet conformément aux termes de contrat.

3. PRESENTATION DES DONNEES ET RESULTATS

3.1 LE MILIEU PHYSIQUE

3.1.1 Positionnement administratif des zones concernées par l'étude

Les populations riveraines qui exploitent les flancs des Monts Bamboutos se répartissent dans 3 régions, 4 départements, 8 arrondissements et 56 communautés tel que ressorti dans le tableau ci-après.

Tableau 2 : Répartition administrative des communautés riveraines

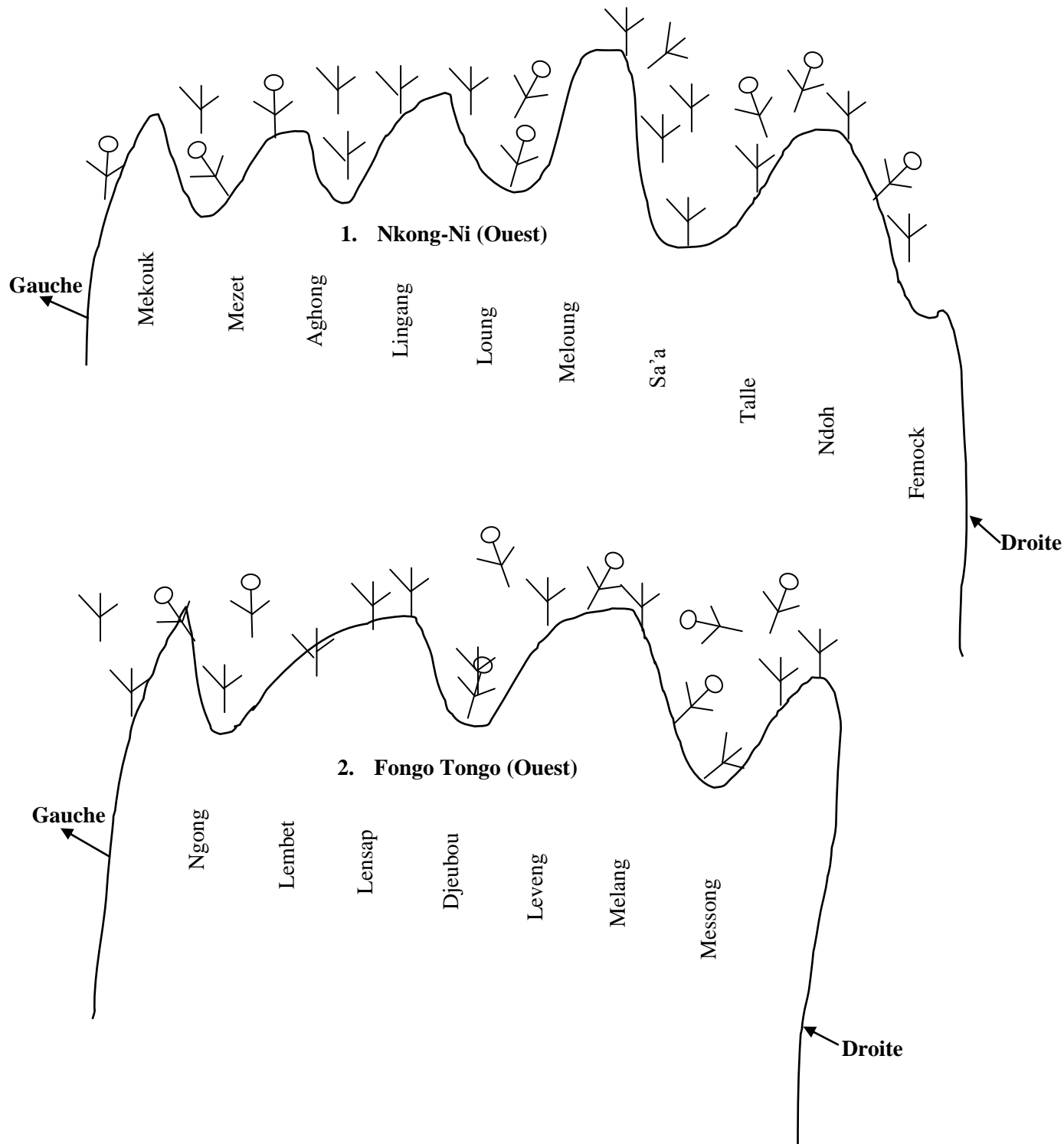
Régions	Départements	Arrondissements	Communautés
1. OUEST	1 Bamboutos	1 Babadjou	1 Bamelo 2 Bawa II 3 Balepo 4 Bachua
		2 Mbouda (Balatchi)	5 Bamela 6 Bamebim 7 Bamaka 8 Bagadeng II 9 Bamessuedzap
		3 Batcham (Bangang)	10 Tsopua 11 Mekoup 12 Bamessang 13 Nzindong 14 Bamelang
	2 Menoua	4 Nkong-Ni	15 Mekouk 16 Mezet 17 Ngui 18 Aghong 19 Lingang 20 Ioung 21 Meloung 22 Sa'a 23 Talle 24 Ndoh 25 Femock
		5 Fongo Tongo	26 Ngong 27 Lambet 28 Lensap 29 Djeubou 30 Leveng 31 Melang 32 Messang
		3 Mezam	6 Santa (Pinyin)
2. NORD-OUEST			

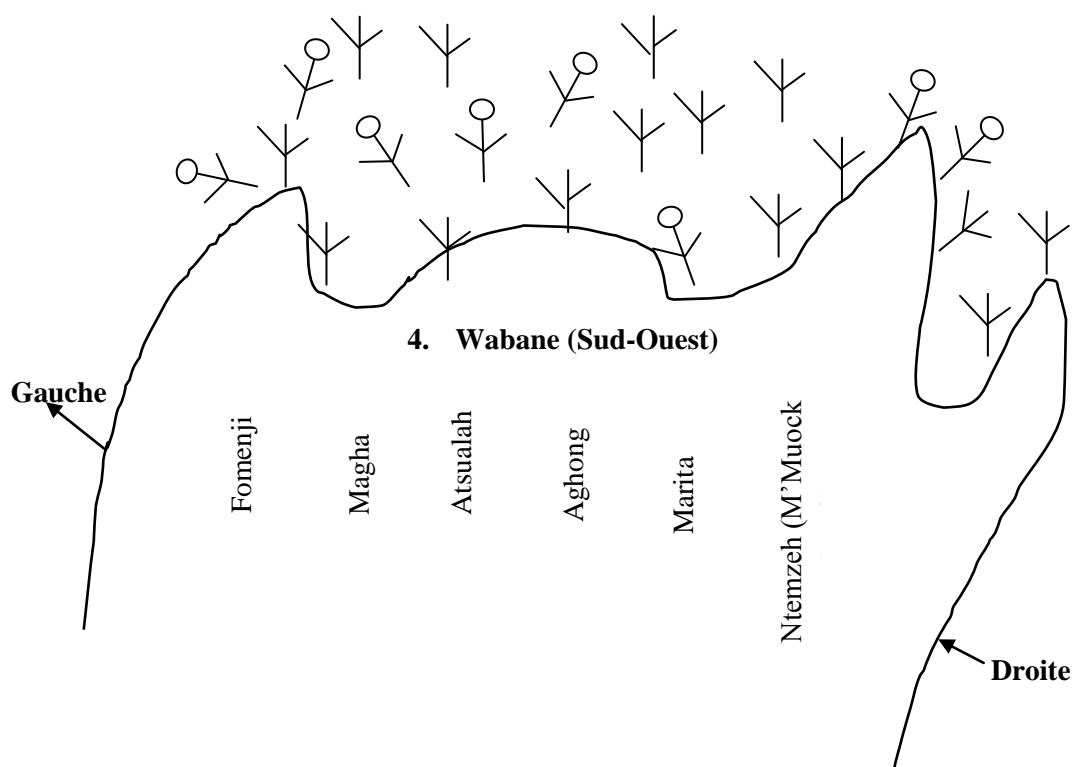
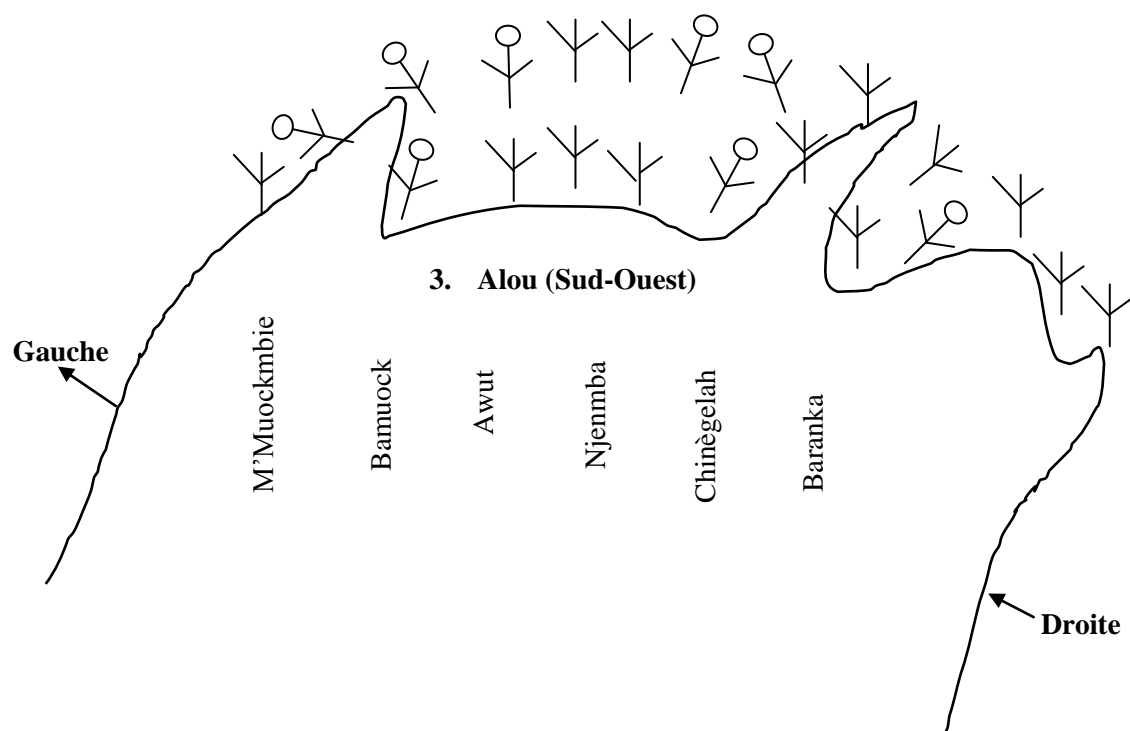
			34 Nteme 35 Ngong 36 Atualah 37 Lup 38 Mesaw 39 Meshih 40 Kwindegli 41 Atuonighori 42 Mbekwen 43 Wapesang 44 Nkane
3. SUD-OUEST	4 Lebialem	7 Alou	45 M'muockmbie 46 Bamuock 47 Awut 48 Njenmba 49 Nchinegela 50 Baranka/Mbelenka
		8 Wabane	51 Fomenji 52 Magha 53 Atsualah 54 Aghong 55 Marita 56 Ntemzem
3 Régions	4 Départements	8 Arrondissements	56 Communautés

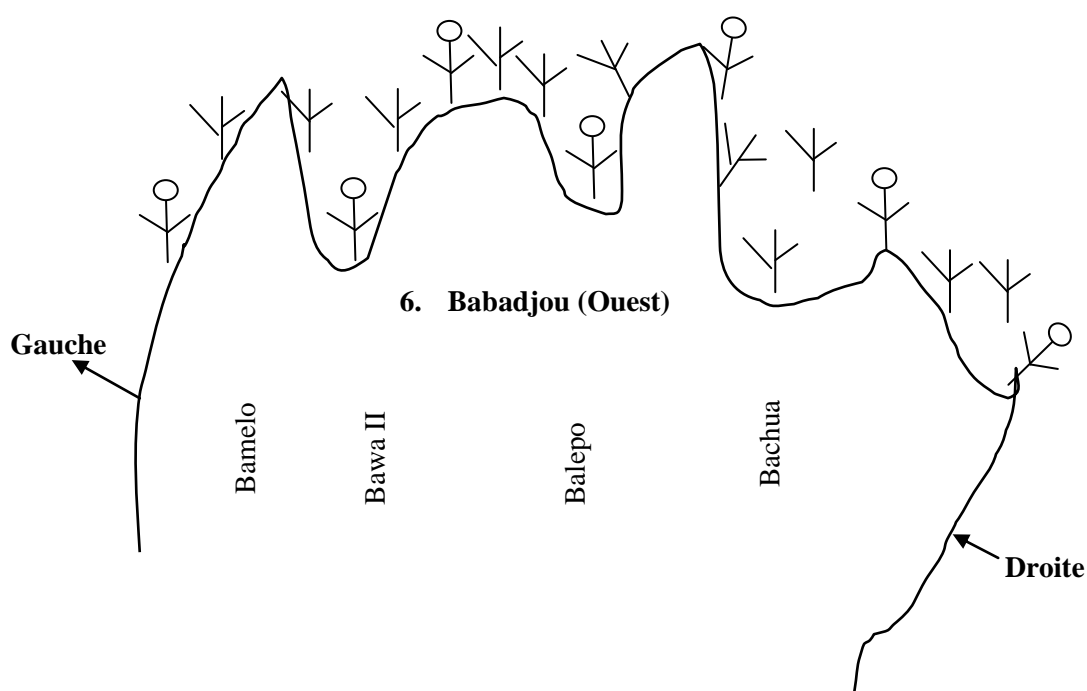
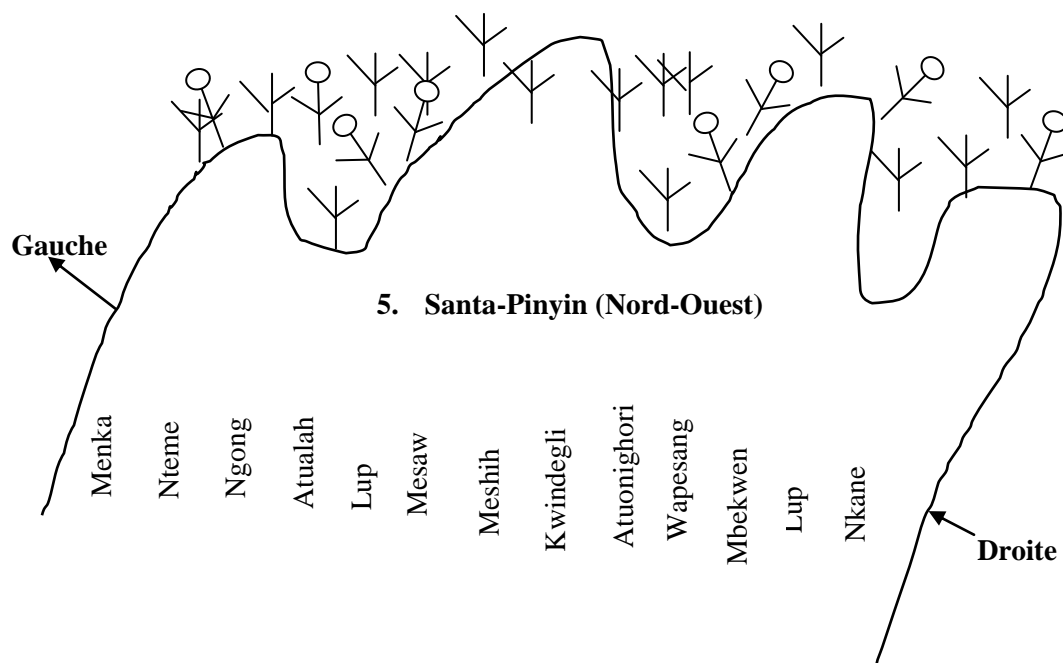
Source : Monographies et Assemblées d'échanges Participatifs

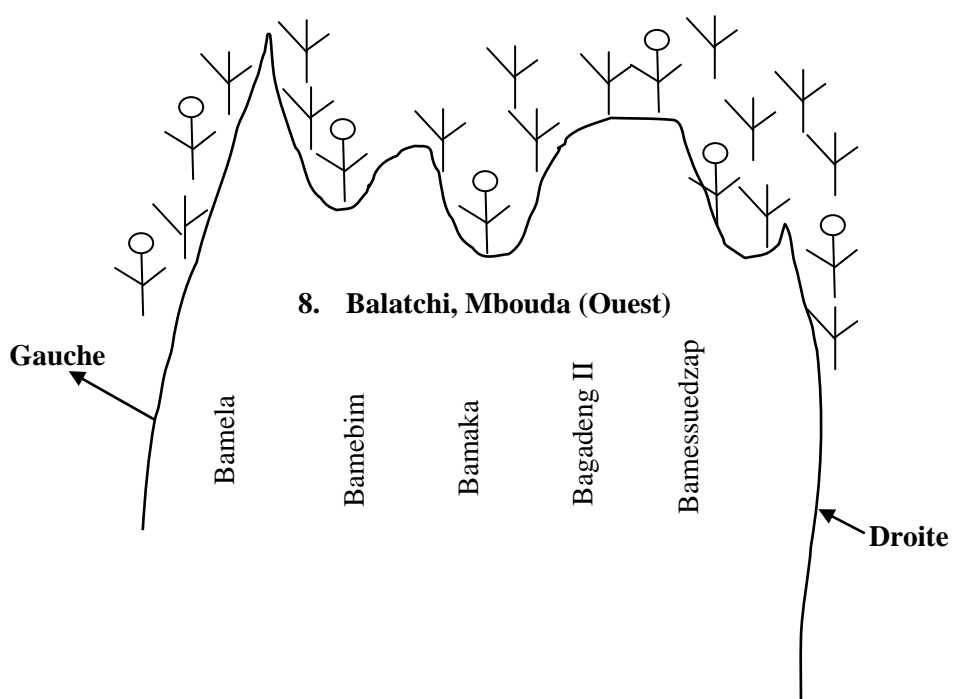
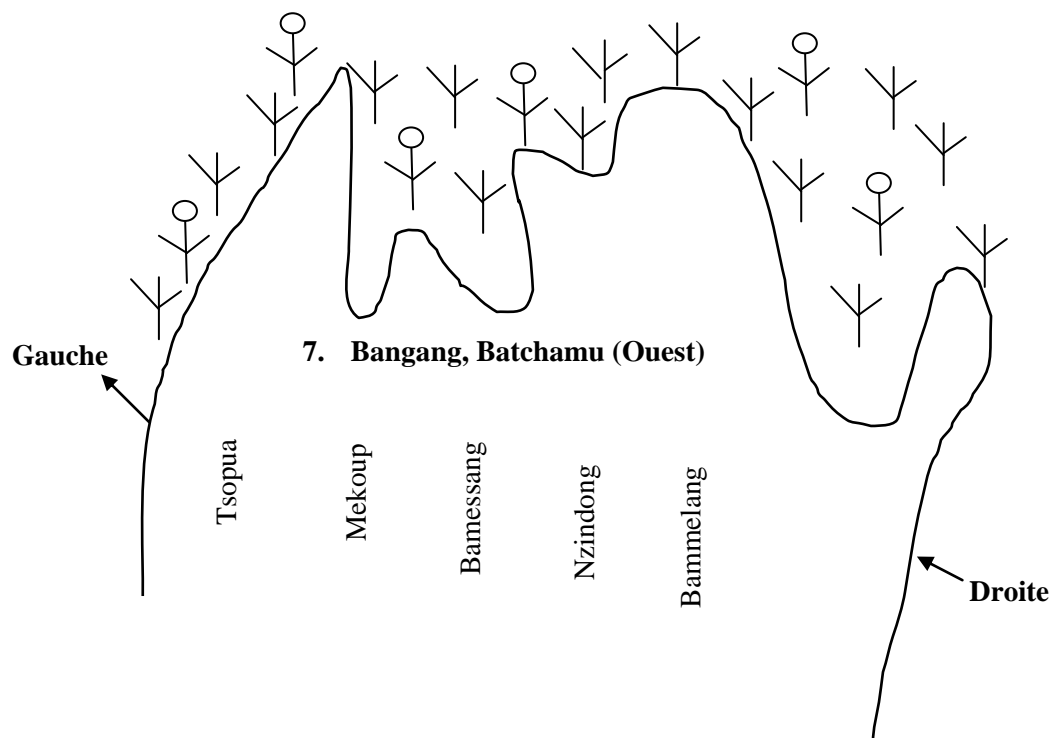
3.1.2 Mapping des communautés autour des Monts Bamboutos

a). Mapping des communautés riveraines par arrondissement

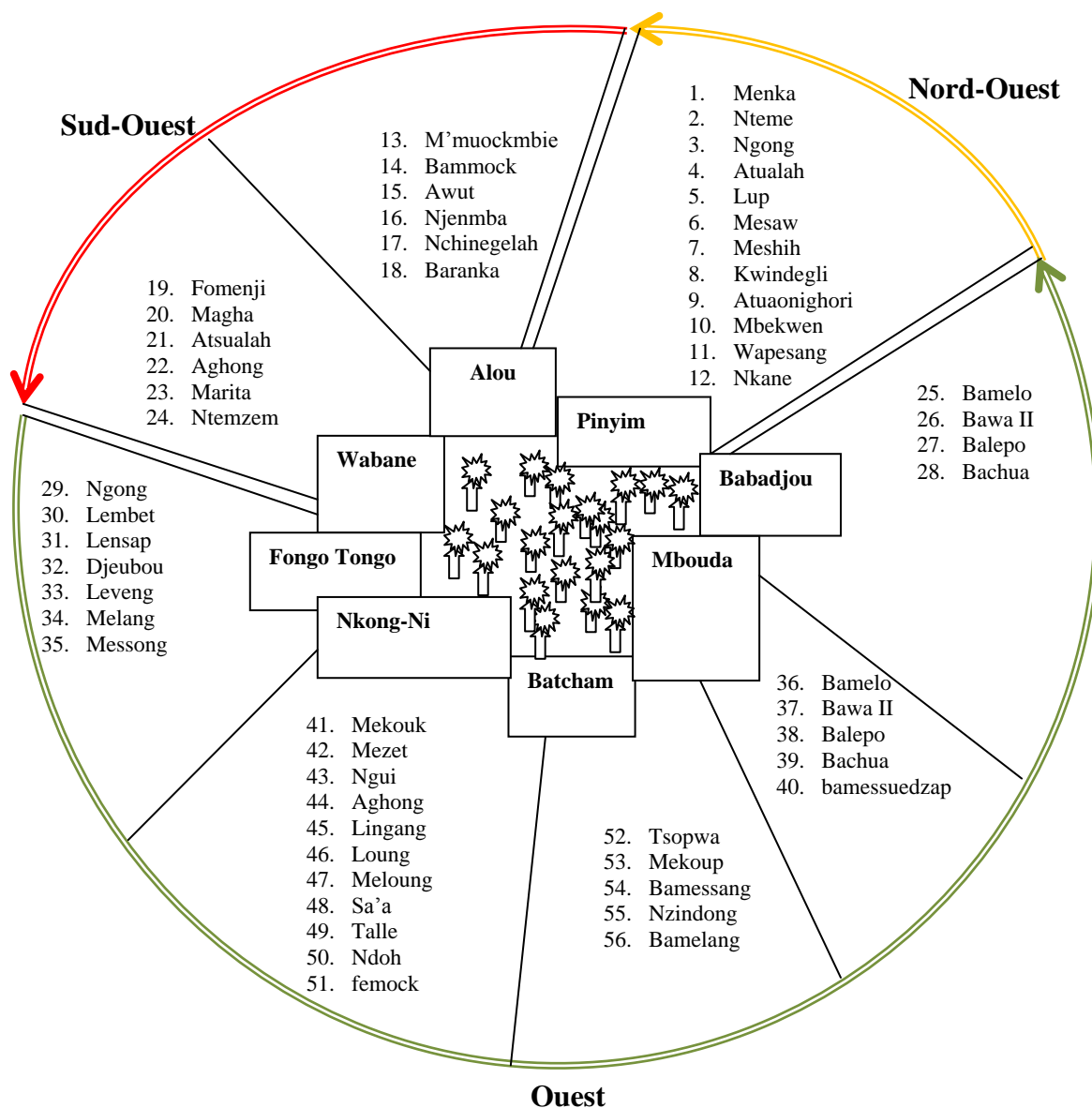








b). Mapping de tous les flancs avec leurs communautés



C). Récapitulatif du nombre de communautés riveraines par circonscription administrative

Tableau 3 : Récapitulatif des communautés riveraines par circonscription administrative

Régions	Départements	Arrondissements	Communautés
1. Ouest	1. Bamboutos	1. Babadjou	4
		2. Mbouda	5
		3. Batcham	5
	2. Menoua	4. Nkong-Ni	11
		5. Fongo Tongo	7
2. Nord-Ouest	3. Mezam	6. Santa	12
3. Sud-Ouest	4. Lebialem	7. Alou	6
		8. Wabane	6
3 Régions	4 Départements	8 Arrondissements	56 Communautés

Source : Monographies et Assemblées d'échanges Participatifs

3.1.3 Superficie et localisation géographique des arrondissements accédant sur les Monts Bamboutos

Tableau 4 : Superficie et localisation géographique des arrondissements concernés par l'étude

Arrondissement	Superficie	Localisation géographique	
		Latitude Nord	Longitude Est
1. Babadjou	181 km ²	De 5°37' à 5°40'	De 10°4' à 10°10'
2. Mbouda	294 km ²	De 2°30' à 5°40'	De 10°15' à 10°20'
3. Batcham	185 km ²	De 5°31' à 5°53'	De 10°13' à 10°23'
4. Nkong-Ni	225 km ²	De 5°3' à 5°31'	De 09°44' à 10°00'
5. Fongo Tongo	144 km ²	De 5°06' à 5°10'	De 10°26' à 10°43'
6. Santa	533 km ²	De 5°42' à 5°53'	De 09°58' à 10°18'
7. Alou	169 km ²	De 5°38' à 5°39'	De 10°03' à 10°04'
8. Wabane	1 800 km ²	De 5°04' à 5°11'	De 9°5' à 10°00'
Total	3 531 km²		

Source : Monographies et Assemblées d'échanges Participatifs

3.1.4 Le relief

Dans les 8 arrondissements qui accèdent sur les flancs des Monts Bamboutos qui culminent jusqu'à une altitude de 2750 m, l'espace est dominé par 4 unités de paysage dont les collines (environ 40%), les vallées (35%), les plateaux (5%) et les basses terres faites de plaines plus ou moins marécageux (environ 20%). D'un arrondissement à l'autre, il ya des variantes, mais qui sont de moindre importance. Les pentes sont parfois très fortes (>65%), surtout du côté de Nkong-Ni (Bafou Nord) et du Sud-Ouest (Wabane).

3.1.5 Les sols

Deux types de sols dominant les flancs des Monts Bamboutos :

- Plus proche des collines, les sols volcaniques vieux, fins, friables de couleur noire charbon et très fertiles.
- Vers le bas (pied des monts), les sols ferrallitiques, latéritiques, plus ou moins gravillonnaires, couleur brune, parfois sablo-argileux. Les bas fonds sont caractérisés par des sols hydromorphes, riches en alluvions.

Cette nature des sols justifie l'existence par endroits des carrières de sable ainsi que des carrières de pierres basaltiques et granitiques.

3.1.6 Le climat

Moyennant quelques légères variantes, le climat est globalement le type camerounien d'altitude caractérisé par 2 saisons :

- Une longue saison de pluie de 8 mois allant de mi mars à mi novembre ;
- Une courte saison sèche de 4 mois allant de mi novembre à mi mars.

Les précipitations sont plus abondantes vers les sommets, les mois d'août et de septembre étant les plus pluvieux atteignant des pics de plus de 330 mm/mois. Les températures baissent au fur et à mesure qu'on s'élève vers les sommets. Les minima oscille entre 12°C et 15°C, les moyennes entre 22°C et 24°C et les maxima entre 28°C et 30°C.

3.1.7 La flore

En général, la végétation est constituée d'une savane richement herbacée (pennisetum, impérata, huparaténia, clotalaria, ...) arbustive et parfois arborée avec une dominance en eucalyptus vers les sommets, notamment dans les zones de cultures et d'élevage. Vers le bas (pied des monts), il y a une dominance en fruitiers (avocatiers, orangers, goyaviers, pamplemoussiers, safoutiers, manguiers, citronniers, canarium, kolatiers, citronniers...) et bien d'autres espèces sauvages en plus des vivriers de toutes sortes. Les champignons qui poussent pendant la période allant de février à avril sont devenus une source non négligeable de revenus pour les populations.

Au cours des 2 dernières décennies, on a observé une dégradation accélérée du couvert végétal autour des Monts Bamboutos en raison de l'intensité de l'action humaine.

Ces espèces ligneuses matérialisent des sortes de haies vives plus remarquables vers les sommets. Les bas fonds jadis dominés par les raphias sont devenus des zones de prédilection des cultures maraîchères (chou, laitue, carotte, céleri, poireau, betterave, poivron, piment, ...) favorisées par la pratique culturale de contre saison qui se fait parfois avec prélèvement de l'eau sur les flancs des monts grâce au système de captage par tuyauterie et gravitation.

3.1.8 La faune

La faune sauvage est celle de la savane constituée des gibiers (hérissons, rats, écureuils, singes, porcs épics, lapins, biches), des oiseaux (perdrix, épervier, hibou, chauve souris, moineaux,...), des reptiles et insectes (serpents, lézards, mille pattes, margouillats, abeilles, guêpes, mouches, criquets, termites, vers de terres, grillons et biens d'autres coléoptères). Quant aux espèces fauniques élevées par l'homme, c'est le domaine de l'élevage intensif par l'existence des bovins principalement dans les communautés Bororos. Les autres espèces animales élevés sont les ovins, les caprins, la volaille, les porcs, les cobayes, les abeilles, les poissons, les chiens, les chats,... etc .

3.1.9 L'hydrographie

De nombreuses sources, ruisseaux et rivières naissent sur les flancs des Monts Bamboutos (Metché, Tsdédeng, Matazem, Falifo, Nkoo, Ko'okwalé, Doji, Tousson, Meloung, Maleou, Madjui, To'odza,

La plupart de ces cours d'eau circulent en augmentant de volume et desservent de nombreuses communautés des régions de l'Ouest, du Nord Ouest et du Sud Ouest. Ces cours d'eau connaissent des périodes de crue pendant la saison de pluies, mais aussi des périodes d'étiage pendant la saison sèche par des multiples captages qui s'évaluent en milliers et qui s'opèrent par gravitation et par pompage à l'exemple de celui de la camerounaise des eaux (CDE). Au fil des ans, l'intensification progressive de l'action humaine diminue la nappe phréatique, ce qui a pour effet de réduire le débit de ces cours d'eau amenant certains à tarir entre janvier et mars en mettant en difficulté de nombreuses communautés. La crise d'eau vécue à Mbouda au cours des dernières années en est une des conséquences directes. En plus de la dégradation accélérée du couvert végétal, cette question d'eau liée à la baisse progressive de la nappe phréatique est à l'origine des fondements de toute la problématique de déséquilibre écologique des massifs forestiers des Monts Bamboutos. D'où le classement des flancs des Monts Bamboutos par ordre croissant de dégradation.

3.1.10 Classement des flancs des Monts Bamboutos par ordre décroissant de dégradation

Notre appréciation se fonde sur le taux d'occupation de l'espace par l'habitat ainsi que l'envergure de l'activité humaine (cf. image de terrain)

Tableau 5 : Classement des arrondissements par ordre décroissant de dégradation

Classement	Arrondissements riverains
1 ^{er}	Wabane (+ +)
2 ^{ème}	Alou
3 ^{ème}	Nkong-Ni
4 ^{ème}	Fongo Tongo
5 ^{ème}	Mbouda (Balatchi)
6 ^{ème}	Batcham (Bangang)
7 ^{ème}	Santa (Pinyin)
8 ^{ème}	Babadjou (- -)

(+ +) = Plus dégradé, (- -) = Moins dégradé



Un aperçu de certains flancs des Monts Bamboutos vers les sommets

3.2 LE MILIEU HUMAIN

3.2.1 La population

De l'exploitation monographique des localités riveraines, des rapports annuels des délégations d'arrondissements d'agriculture et des assemblées d'échanges participatifs organisées, il ressort qu'autour des massifs forestiers des Monts Bamboutos, la répartition de la population s'établit ainsi qu'il suit :

BABADJOU

Tableau 6 : Paramètres de la population de Babadjou

Population		Taux de croissance/an	% et nombre des riverains
Hommes	Femmes	3 %	25 % = 11 250 Habitants
20 250	24 750		
Total = 45 000 Habitants			

MBOUDA

Tableau 7 : Paramètres de la population de Mbouda

Population		Taux de croissance/an	% et nombre des riverains
Hommes	Femmes	2,9 %	2 % = 3 702 Habitants
83 000	102 100		
Total = 185 100 Habitants			

BATCHAM

Tableau 8 : Paramètres de la population de Batcham

Population		Taux de croissance/an	% et nombre des riverains
Hommes	Femmes	2,6 %	7,9 % = 12 672 Habitants
76 800	83 200		
Total = 160 000 Habitants			

NKONG-NI

Tableau 9 : Paramètres de la population de Nkong-Ni

Population		Taux de croissance/an	% et nombre des riverains
Hommes	Femmes	2,9 %	16 % = 20 900 Habitants
63 200	67 600		
Total = 130 800 Habitants			

FONGO TONGO **Tableau 10** : Paramètres de la population de Fongo Tongo

Population		Taux de croissance/an	% et nombre des riverains
Hommes	Femmes	2,9 %	11 % = 7 150 Habitants
18 200	46 800		
Total = 65 000 Habitants			

SANTA**Tableau 11** : Paramètres de la population de Santa

Population		Taux de croissance/an	% et nombre des riverains
Hommes	Femmes	1,8 %	17 % = 1 955 Habitants
5 500	6 000		
Total = 11 500 Habitants			

ALOU**Tableau 12** : Paramètres de la population de Alou

Population		Taux de croissance/an	% et nombre des riverains
Hommes	Femmes	1,9 %	15 % = 9 600 Habitants
30 100	33 900		
Total = 64 000 Habitants			

WABANE**Tableau 12** : Paramètres de la population de Wabane

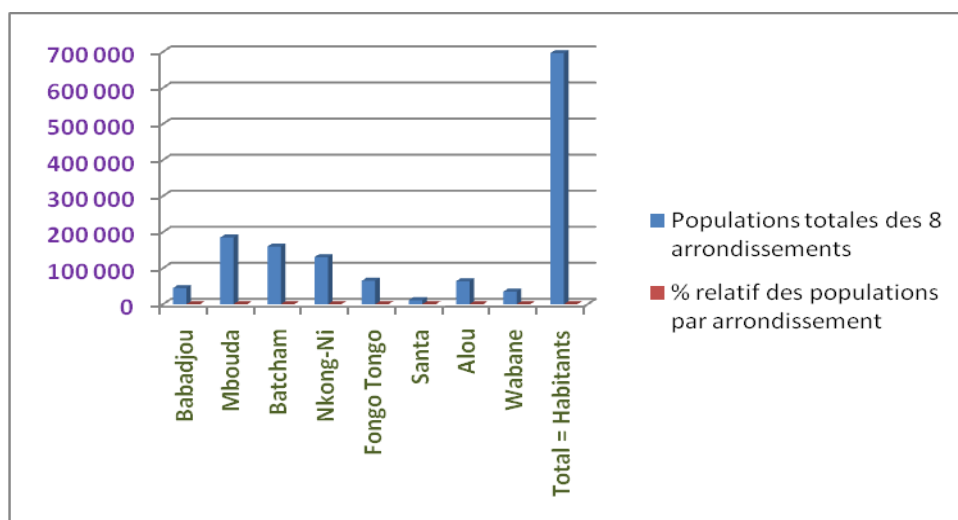
Population		Taux de croissance/an	% et nombre des riverains
Hommes	Femmes	1,7 %	40 % = 14 000 Habitants
15 750	19 250		
Total = 35 000 Habitants			

RECAPITULATIF DES POPULATIONS TOTALES DES 8 ARRONDISSEMENTS ET POURCENTAGE RELATIF**Tableau 13** : Populations totales et pourcentages relatifs

N°	Arrondissements	Populations totales des 8 arrondissements	% relatif des populations par arrondissement
1	Babadjou	45 000	06,46 %
2	Mbouda	185 100	26,57 %
3	Batcham	160 000	22,97 %
4	Nkong-Ni	130 800	18,78 %
5	Fongo Tongo	65 000	09,33 %
6	Santa	11 500	01,66 %
7	Alou	64 000	09,20 %
8	Wabane	35 000	05,03 %
	Total = Habitants	696 400	100 %

Source : Analyse des données monographiques

Figure d'illustration



RECAPITULATIF DES POPULATIONS RIVERAINES ET POURCENTAGE RELATIF

Tableau 14 : Populations riveraines et pourcentages relatifs

N°	Arrondissements	Populations riveraines	% relatif des riverains
1	Babadjou	11 250	13,84 %
2	Mbouda	3 702	04,55 %
3	Batcham	12 672	15,60 %
4	Nkong-Ni	20 928	25,75 %
5	Fongo Tongo	7 150	08,81 %
6	Santa	1 955	02,40 %
7	Alou	9 600	11,81 %
8	Wabane	14 000	17,24 %
Total = Habitants		81 257	100 %

Source : Analyse des données monographiques

Figure d'illustration pour les populations riveraines et le pourcentage relatif

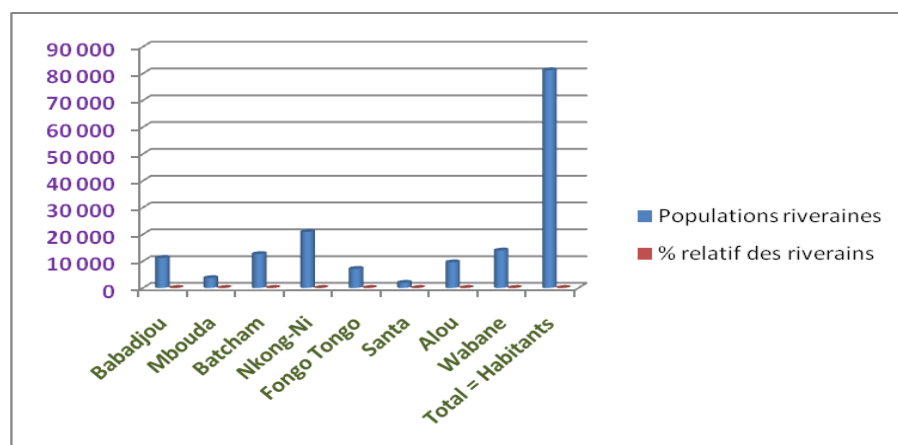
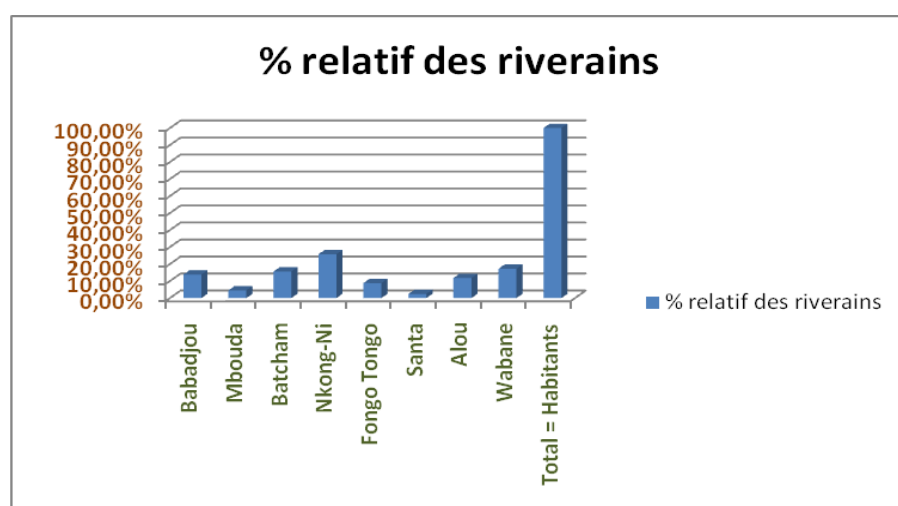


Figure d'illustration pour le pourcentage relatif uniquement



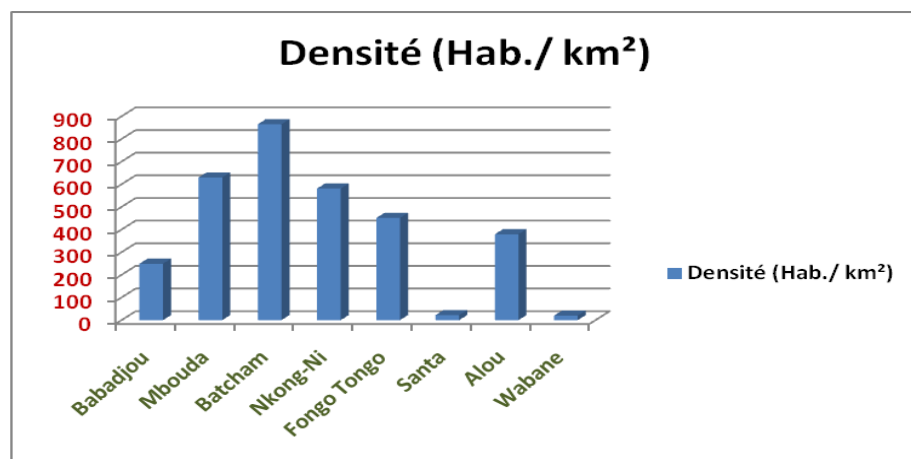
ESTIMATION DES DENSITES DES POPULATIONS PAR ARRONDISSEMENT

Tableau 15 : Densités des populations par arrondissement

Arrondissement	Population	Superficie (km ²)	Densité (Hab./ km ²)
Babadjou	45 000	181 km ²	249
Mbouda	185 100	294 km ²	630
Batcham	160 000	185 km ²	865
Nkong-Ni	130 800	225 km ²	581
Fongo Tongo	65 000	144 km ²	451
Santa	11 500	533 km ²	022
Alou	64 000	169 km ²	379
Wabane	35 000	1 800 km ²	020
Total =	696 400	3 531 km²	Moy. = 400

Source : Monographies et rapports annuels des délégations d'arrondissements d'agriculture

Figure d'illustration



3.2.2 Les infrastructures

Dans le cadre de cette étude, les infrastructures sont évaluées dans 3 secteurs clés à savoir : la santé, l'éducation et les voies de communication. Ces données sont issues De l'exploitation monographique des localités riveraines et des rapports annuels des 8 délégations d'arrondissement d'agriculture

BABADJOU

Tableau 16 : Paramètres des infrastructures de Babadjou

Routes		Education			Santé			
En terre	Bitumées	Prim.	Second.	Sup.	CSP	CSI	CMA	Hôp.
100 km	15 km	48	07	01	04	04	01	00

Notes : CSP = Centre de Santé Privé, CSI =Centre de Santé Intégré, CMA = Centre Médical d'Arrondissement

Projets d'ordre infrastructurel en cours de réalisation ou envisagés dans la zone :

- Réfection de la route Bafoussam-babadjou-Mbouda ;
- Construction d'un bâtiment au Centre de Santé intégré de Bamedou ;
- Equipement du Centre de Santé Intégré de Bametougoung ;
- Construction et équipement des salles de classe au lycée de Bachua et à l'école publique de Louh.

MBOUDA

Tableau 17 : Paramètres des infrastructures de Mbouda

Routes		Education			santé			
En terre	Bitumées	Prim.	Second.	Sup.	CSP	CSI	CMA	Hôp.
146 km	33 km	112	19	01	10	14	00	03

Notes : CSP = Centre de Santé Privé, CSI = Centre de Santé Intégré, CMA = Centre Médical d'Arrondissement

Projets d'ordre infrastructurel en cours de réalisation ou envisagés dans la zone :

- Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau potable entre Balatchi et la ville de Mbouda ;
- Construction de 2 bâtiments de 4 salles de classe à l'école coranique de Balatchi ;
- Aménagement de la route Mbouda-Bagadeng II par Balatchi ;
- Construction de l'axe transagricole reliant la Menoua au Noun en passant par Batcham-Mbouda-Galim-Kouoptamo-Baïgon ;
- Captage d'eau dans la zone des Monts Bamboutos entre Bangang et Balatchi ;
- Création d'un ranch de dressage des chevaux dans la zone des Monts Bamboutos.

BATCHAM

Tableau 18 : Paramètres des infrastructures de Batcham

Routes		Education			santé			
En terre	Bitumées	Prim.	Second.	Sup.	CSP	CSI	CMA	Hôp.
482 km	00	93	22	00	07	10	01	01

Notes : CSP = Centre de Santé Privé, CSI = Centre de Santé Intégré, CMA = Centre Médical d'Arrondissement

Projets d'ordre infrastructurel en cours de réalisation ou envisagés dans la zone :

- Construction de 2 salles de classe à l'école publique de Bamboug II ;
- Construction de l'école maternelle de Nzindong ;
- Construction d'un forage équipé à Bamelang ;
- Extension du réseau hydroélectrique de Metio ;
- Urbanisation de la ville de Batcham ;
- Stabilisation des pentes de Nzindong et de Mena ;
- Aménagement de la route Batcham-Balessing ;
- Aménagement des routes de Batcham.

NKONG-NI

Tableau 19 : Paramètres des infrastructures de Nkong-Ni

Routes		Education			santé			
En terre	Bitumées	Prim.	Second.	Sup.	CSP	CSI	CMA	Hôp.
NE	21 km	100	27	00	06	06	01	01

Notes : CSP = Centre de Santé Privé, CSI = Centre de Santé Intégré, CMA = Centre Médical d'Arrondissement

Projets d'ordre infrastructurel en cours de réalisation ou envisagés dans la zone :

- Entretien du réseau routier de la commune ;
- Travaux de réhabilitation de la route inter D65 allant de tsinko'o-Bande-Pastorale-.... – Tsuete-Fo'o Tchou
- Construction des salles de classe et équipement en tables bancs de l'école publique de Bassessa-Bafou et bien d'autres écoles publiques de l'arrondissement;

FONGO TONGO

Tableau 20 : Paramètres des infrastructures de Fongo Tongo

Routes		Education			santé			
En terre	Bitumées	Prim.	Second.	Sup.	CSP	CSI	CMA	Hôp.
158 km	00	35	09	00	02	05	01	00

Notes : CSP = Centre de Santé Privé, CSI = Centre de Santé Intégré, CMA = Centre Médical d'Arrondissement

Projets d'ordre infrastructurel en cours de réalisation ou envisagés dans la zone :

- Construction et équipement des salles de classe dans certains établissements scolaires de Fongo Tongo;
- Construction des forages équipés à Menlah-Mo'o Bakem et Nkemgueuh Lotsah
- Entretien du réseau routier dans la commune de Fongo Tongo ;
- Construction du marché périodique de Fongo-Tongo.

SANTA

Tableau 21 : Paramètres des infrastructures de Santa

Routes		Education			santé			
En terre	Bitumées	Prim.	Second.	Sup.	CSP	CSI	CMA	Hôp.
105 km	33 km	33	25	03	01	13	02	01

Notes : CSP = Centre de Santé Privé, CSI = Centre de Santé Intégré, CMA = Centre Médical d'Arrondissement

Projets d'ordre infrastructurel en cours de réalisation ou envisagés dans la zone :

- Construction des salles de classe dans certaines écoles primaires par les Japonais ;

- Réhabilitation des points d'eau dans la ville de Santa
- Aménagement de certains axes routiers de la commune de Santa ;
- Programme d'appui à la filière pomme de terre de Santa.

ALOU

Tableau 22 : Paramètres des infrastructures de Alou

Routes		Education			santé			
En terre	Bitumées	Prim.	Second.	Sup.	CSP	CSI	CMA	Hôp.
110 km	00	26	14	00	02	07	01	02

Notes : CSP = Centre de Santé Privé, CSI = Centre de Santé Intégré, CMA = Centre Médical d'Arrondissement

Projets d'ordre infrastructurel en cours de réalisation ou envisagés dans la zone :

- Réhabilitation et entretien du réseau routier de la commune de Alou : Mbelenka-Awut-M'muockmbie-Fonjumetaw-Alou ;
- Construction de 2 salles de classe à l'école maternelle de Mbelenka ;
- Extension du réseau d'adduction d'eau potable de M'muock Fossimonole ;
- Etude de faisabilité pour la construction du marché de Alou.

WABANE

Tableau 23 : Paramètres des infrastructures de Wabane

Routes		Education			Santé			
En terre	Bitumées	Prim.	Second.	Sup.	CSP	CSI	CMA	Hôp.
90 km	00 km	28	11	00	03	05	01	00

Notes : CSP = Centre de Santé Privé, CSI = Centre de Santé Intégré, CMA = Centre Médical d'Arrondissement

Projets d'ordre infrastructurel en cours de réalisation ou envisagés dans la zone :

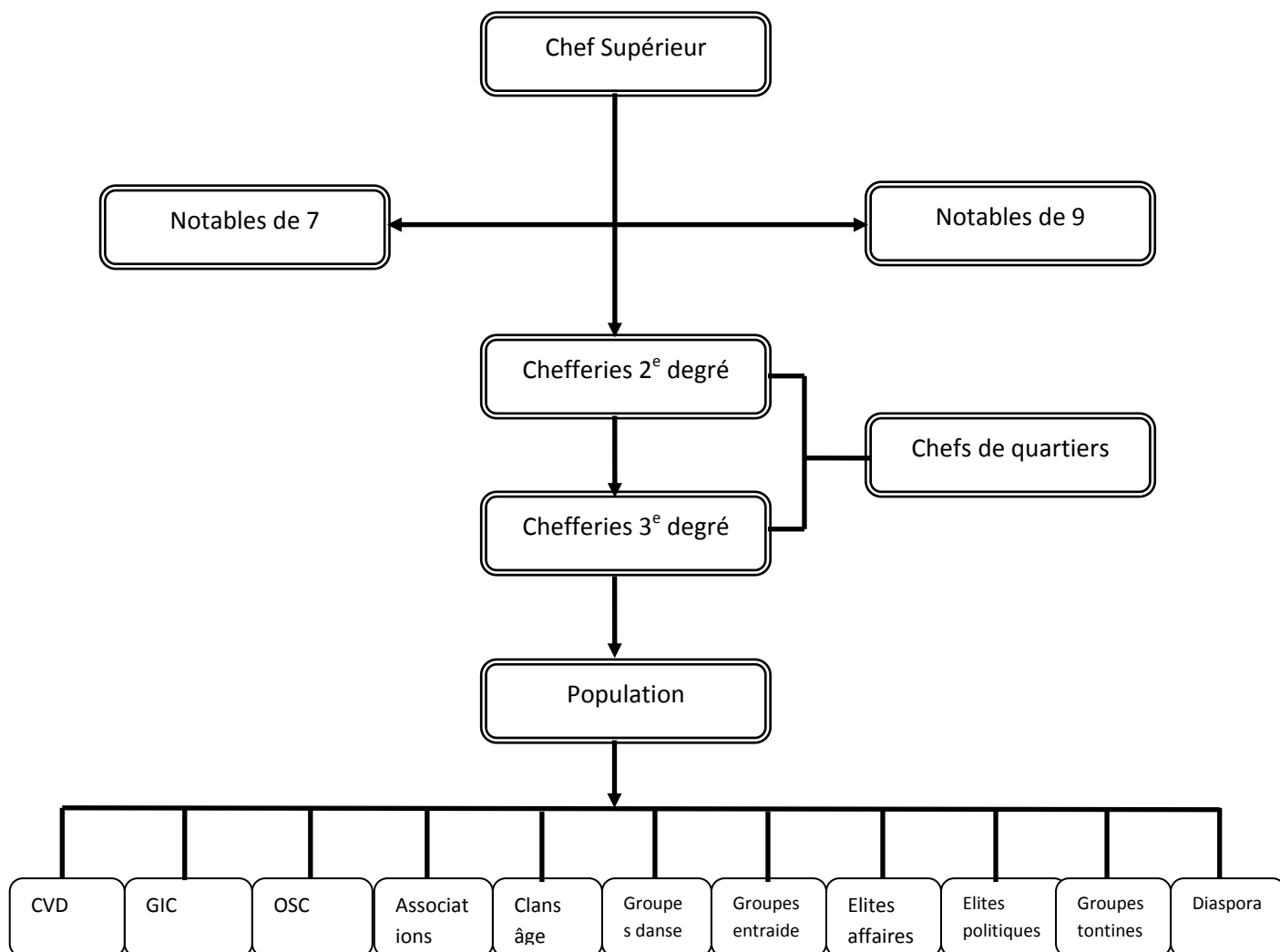
- Entretien des tronçons routiers de Fotang et de Fonenge ;
- Extension du réseau d'adduction d'eau potable de Banteng ;
- Installation d'un dispositif de captage d'énergie solaire au CEAC de Bamumbu ;
- Construction et équipement des salles de classe en tables bancs dans certaines écoles de la commune ;
- Construction d'un magasin de stockage de pomme de terre dans la commune ;
- Réhabilitation du mini barrage hydroélectrique de Bamumbu ;
- Construction de la case communautaire de Bechati et de Bangang.

Autres projets en cours dans toutes les communautés et pouvant avoir une influence sur le développement humain :

- PNDRT (Programme National de Développement des Racines et Tubercules) ;
- PALAFCC (Programme d'Appui à la Lutte Antifongique sur les filières Café et Cacao) ;
- ACEFA (Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Familiales Agropastorales);
- PACA (Programme d'Appui à la Compétitivité Agricole) ;
- PADMIR (Projet d'Appui au Développement de la Micro finance Rurale) ;
- PNSA (Programme National de Sécurité Alimentaire) ;
- PNVRA (Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole) ;
- PAUEF (Projet d'Appui à l'utilisation des engrais dans les filières café et cacao) ;
- PASCC (Projet Semencier Café-Cacao) ;
- AMO (Appui à la maîtrise d'ouvrage dans les services du MINADER et du MINEPIA ;
- PNAFM (projet National d'Appui à la filière maïs) ;
- Projet de Développement de la filière Pomme de Terre ;
- Projet d'Appui au Développement de la Filière Bananier Plantain;
- PLGFCC (Projet de Lutte contre les Grands fléaux du Café-Cacao°) ;
- PAFRA (Projet d'Appui à la Foresterie Rurale et l'Agroforesterie) ;
- Heifer project pour l'engraissement des porcs ;
- PASC (Programme d'Appui à la Société Civile) ;
- PNDP (Programme National de Développement Participatif)
- ... etc

3.2.3 Organisation traditionnelle des communautés

Le schéma général de la hiérarchisation de la société traditionnelle des grassfields se présente de la manière suivante :



Soutenu par les notables et les chefs de quartiers, le Chef Supérieur est localement tout puissant et exerce son pouvoir sur toute la population et ses émanations. En tant qu'auxiliaire de l'administration, il rend justice dans les communautés en collaboration directe avec le Sous-Préfet.

Ce schéma organisationnel pourrait expliquer certaines manières de faire au niveau local, les axes relationnels entre les populations, le pouvoir socioéconomique et la dynamique endogène.

3.2.4 Organisation endogène à incidence socioéconomique

Tableau 24 : Les leviers du pouvoir socioéconomique local des populations et leur logique de puissance

Leviers socioéconomiques	Logique de puissance
Tontines avec ou sans vente	Des personnes s'entendent pour se mettre ensemble et cotiser de l'argent suivant une fréquence précise pour se soutenir à tour de rôle, ce qui permet aux bénéficiaires de constituer un capital ou un fonds de roulement pour initier ou impulser une activité
Groupes d'entraide	Des personnes se mettent ensemble pour s'assister et s'accompagner dans leurs activités respectives, ce qui leur donne plus de courage et de garantie des chances de succès
Groupes de danse	Dans la tradition des grassfields, les danses qui constituent un reflet de la richesse culturelle interviennent notamment pendant les deuils, les funérailles et d'autres événements sociaux. Elles génèrent de l'argent qui est redistribué aux membres pour renforcer leur pouvoir d'achat et d'entrepreneuriat
Clans d'âge	Les personnes qui ont à peu près un même âge s'entendent pour se retrouver suivant une certaine fréquence pour échanger et se soutenir sur tous les aspects de la vie. L'orgueil qui les anime est généralement source d'impulsion et d'effort pour tous
Détachement du garçon de la concession familiale à partir d'un certain âge	Dans les familles des grassfields, lorsqu'un garçon atteint un certain âge, il doit se détacher de sa famille pour aller s'installer ailleurs. Cette obligation traditionnelle le pousse à fournir le maximum d'effort pour générer des ressources pouvant lui permettre de s'installer personnellement et de prendre son autonomie en tant que chef d'une nouvelle famille. S'il ne parvient pas à le faire, il est régulièrement sujet de moqueries au sein de son clan d'âge
Epargne individuelle	Que ce soit à travers les établissements de micro finance (MC ² , CAA, CCA, COMECI, ...) ou à la maison dans des petites caisses en bois, certaines personnes épargnent de l'argent qui à terme leur permet d'entreprendre une activité ou de résoudre d'autres problèmes
Dot	Lorsqu'une famille envoie une fille en mariage, cette famille reçoit en contrepartie des biens matériels et de l'argent qui est redistribué et qui permet aux bénéficiaires de renforcer leur pouvoir d'achat
Associations	Les membres peuvent à un certain moment de leur vie associative recevoir des dons en nature ou en espèce leur permettant de renforcer leur pouvoir d'achat ou entrepreneurial
CVD (Comités Villageois de Développement)	Généralement pendant les vacances et à travers les congrès de développement, les CVD initient des mécanismes de mobilisation des ressources pour impulser le développement des communautés, ce qui permet à toutes les sensibilités d'apporter des contributions (élites d'affaires, politiques, intellectuelles, diaspora, individualités, autres)
Communes	Dans un contexte de décentralisation et surtout de transfert de compétences aux collectivités territoriales décentralisées, ces dernières sont appelées à mobiliser des ressources pouvant être mises à contribution pour promouvoir le développement de certains secteurs clés de leurs communautés.

3.3 ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS MENEES DANS LES COMMUNAUTES RIVERAINES DES MONTS BAMBOUTOS PAR PÔLE

3.3.1 Dominance des activités génératrices de revenus

Tableau 25 : Dominance des activités génératrices de revenus par pôle

Activités génératrices de revenus	Pôle 1: Babadjou	Pôle 2 : Batcham- Mbouda	Pôle 3 : Nkong Ni Fongo- Tongo	Pôle 4 : Wabane- Alou	Pôle 5 : Pinyin
Agriculture	X	X	X	X	X
Elevage	X	X	X	X	X
Sylviculture	X	X	X	X	X
Canalisation d'eau/captage	X	X	X		X
Chasse	X	X	X	X	X
Cueillette/prélèvement champignons, termites de feuilles, écorces et racines par les tradipraticiens et les populations	X	X	X		
Tourisme	X	X			
Apiculture	X	X	X	X	X
Sacrifices sur les lieux sacrés	X	X			
Exploitation des pierres		X		X	
Production de charbon				X	

Source : Assemblées d'échanges Participatifs avec les parties prenantes, X = L'activité y est menée abondamment

3.3.2 Tonnage des productions annuelles des principales spéculations dans les communautés riveraines

De l'exploitation monographique des localités riveraines et des échanges menés avec les encadreurs agropastoraux de proximité, il ressort qu'autour des massifs forestiers des Monts Bamboutos, la répartition de la production s'établit ainsi qu'il suit :

Tableau 26 : Tonnage des productions végétales et animales

Principales spéculations	Babadjou	Mbouda	Batcham	NkongNi	FongoT	Santa	Alou	Wabane	Total
PRODUCTIONS VEGETALES (tonnes) et vin raphia (litres)									
Maïs	400	10 200	115 478	883	51	1 061	600	742	129 415
Haricot	230	2 384	59 730	261	03	1 055	NE	NE	63 663
Pomme de terre	NE	15 900	387 883	3 100	87	1 580	11 200	168 900	588 650
Manioc	NE	13 240	NE	NE	NE	NE	NE	2 935	16 175
Macabo	3 077	13 000	NE	NE	NE	NE	NE	1 051	17 128
Banane plantain	240	35 770	70 138	NE	05	NE	NE	3 355	109 508
Banane douce	1 000	25 156	NE	NE	NE	NE	NE	1 800	33 040
Chou	NE	2 640	07	2 430	07	2 800	2 700	270	10 854
Tomate	NE	3 975	124	4 77	124	133	NE	NE	4 833
Igname	NE	6 200	NE	NE	NE	NE	NE	NE	6 200
Piment	NE	130	NE	NE	NE	NE	NE	09	139
Carotte	NE	NE	NE	150	NE	NE	6 400	3 785	10 335
Oignon + Poireau	7 350	6 000	8 000	720	5 400	9 120	708	7 500	44 798
Eru	/	/	/	/	/	/	/	11	11
Vin raphia	600 000 litres	/	/	/	/	450 000 litres	/	/	1 000 050
PRODUCTIONS ANIMALES (unités)									
Bovins	800	494	1 200	1 200	655	38 000	NE	2 000	44 349
Ovins	500	1 500	1 000	NE	110	NE	400	1 500	5 010
Caprins	500	1 600	1 125	800	2 155	NE	2 400	1 800	10 380
Porcins	7 000	22 000	15 000	3 000	1 382	13 000	1 200	400	62 982
Volailles	25 000	65 000	55 000	110 000	4 585	NE	800	3 000	263 385

NE = Non évalué parce que les monographies et les rapports annuels exploités n'en avaient pas. Le vin raphia constitue une denrée très prisée avec un pouvoir économique assez élevé, principalement dans les pôles de Babadjou et de Santa (Pinyin)

3.3.3 Evaluation des coûts des principales spéculations produites dans les communautés riveraines par an

Tableau 27 : Coûts des spéculations produites dans les communautés riveraines par an

Principales spéculations	Nombre de tonnes/litres par an	Coût moyen par tonne (FCFA)	Coût moyen par an (FCFA)
PRODUCTIONS VEGETALES (tonnes) et vin raphia (litres)			
Maïs	129 415	150 000	19 412 250 000
Haricot	63 663	305 500	19 449 046 500
Pomme de terre	588 650	125 000	73 581 250 000
Manioc	16 175	23 500	380 112 500
Macabo	17 128	125 000	2 141 000 000
Banane plantain	109 508	83 330	9 125 301 640
Banane douce	33 040	50 000	1 652 000 000
Chou	10 854	7 500	81 405 000
Tomate	4 833	150 000	724 950 000
Igname	6 200	75 000	465 000 000
Piment	139	498 000	69 222 000
Carotte	10 335	240 000	2 480 400 000
Oignon + Poireau	44 798	1 000 000	44 798 000 000
Eru	11	1 500 000	16 500 000
Vin raphia	1 000 050	150/litre	150 007 500
Total (A) =			174 526 445 140
PRODUCTIONS ANIMALES (unités)			
Bovins	44 349	150 000	6 652 350 000
Ovins	5 010	25 000	125 250 000
Caprins	10 380	25 000	259 500 000
Porcins	62 982	80 000	5 038 560 000
Volailles	263 385	4 000	1 053 540 000
Total (B) =			13 129 200 000
Total Global (A) + (B)			187 655 645 140

Source : Analyse des données monographiques

3.3.4 Récapitulatif des sources génératrices de revenus et autres ressources au niveau local dans les communautés riveraines des Monts Bamboutos et essai de classement

Tableau 28 : Source de génération des revenus et classement par ordre d'importance décroissante

Sources individuelles	Rang	Sources organisationnelle	Rang
Agriculture	1 ^{ère}	CVD (Comités Villageois de Développement)	1 ^{ère}
Elevage	2 ^{ème}	Tontines	2 ^{ème}
Petits métiers	3 ^{ème}	Collectivités Territoriales Décentralisées	3 ^{ème}
Vin raphia (Babadjou, Pinyin)	4 ^{ème}	Associations	4 ^{ème}
Artisanat	5 ^{ème}	Groupes d'entraide	5 ^{ème}
Motos taxis	6 ^{ème}	Groupes de danse	6 ^{ème}
Petit commerce	7 ^{ème}	Clans d'âge	7 ^{ème}
Sylviculture	8 ^{ème}	Dot	8 ^{ème}
Pierres	9 ^{ème}		9 ^{ème}
Sable	10 ^{ème}		10 ^{ème}
Charbon	11 ^{ème}		11 ^{ème}
Main d'œuvre (HIMO)	12 ^{ème}		12 ^{ème}
Tourisme	13 ^{ème}		13 ^{ème}
Cueillette (feuilles, écorces, racines, champignons, termites, insectes...)	14 ^{ème}		14 ^{ème}
Apiculture	15 ^{ème}		15 ^{ème}
Chasse	16 ^{ème}		16 ^{ème}
Captage d'eau	17 ^{ème}		17 ^{ème}
Musique	18 ^{ème}		18 ^{ème}
Pousse-pousse	19 ^{ème}		19 ^{ème}
Prostitution	20 ^{ème}		20 ^{ème}
Vol	21 ^{ème}		21 ^{ème}

3.4 LOGIQUE DE DOMINANCE DE L'EUCALYPTUS DANS LES MONTS BAMBOUTOS ET DANGERS INHERENTS

3.4.1 Logique de dominance de l'eucalyptus dans les Monts Bamboutos

Tableau 29 : Logique de dominance de l'eucalyptus par pôle

Logique de dominance de l'eucalyptus	Pôle 1	Pôle 2	Pôle 3	Pôle 4	Pôle 5
Délimitation des champs	X	X	X	X	X
Barrière pour éviter les conflits agropastoraux	X	X	X	X	X
Brise vente	X	X	X	X	X
Abri	X				
Anticipation de la mise en valeur des terres	X				
Multiplés utilités : bois d'œuvre, bois de services et de chauffe	X	X	X	X	X
Domination des espèces non souhaitées	X				
Principale essence sylvicole disponible				X	X
PAFRA		X			
Rentabilité : lattes/perches		X			X
Poteaux SONEL			X		
Promotion par le PAFRA					X

Source : Assemblées d'échanges Participatifs avec les parties prenantes, X = L'activité y est menée abondamment

De ce tableau, il se dégage que la dominance de l'eucalyptus sur les flancs des Monts Bamboutos se justifie par 4 usages essentiels liés à :

- La délimitation des parcelles culturales ;
- La matérialisation des barrières pour éviter les conflits agropastoraux ;
- L'utilisation en tant que brise vent ;
- L'utilisation comme bois de construction, bois d'œuvre et de chauffe.

Les autres usages étant moindres.

3.4.2 Dangers inhérents à la dominance de l'eucalyptus dans les Monts Bamboutos

Tableau 30 : Dangers de l'eucalyptus

Dangers de la dominance de l'eucalyptus	Pôle 1: Babadjou	Pôle 2 : Batcham- Mbouda	Pôle 3 : Nkong Ni Fongo-Tongo	Pôle 4 : Wabane- Alou	Pôle 5 : Pinyin
Forte consommation en eau entraînant la baisse de la nappe phréatique	X	X	X	X	X
Appauvrissement du sol/baisse de la fertilité	X	X	X	X	X
Système racinaire très développé empêchant le développement des autres espèces et cultures	X	X			
Attraction du tonnerre	X				

Source : Assemblées d'échanges Participatifs avec les parties prenantes, X = L'activité y est menée abondamment

Visiblement, l'eucalyptus constitue l'espèce sylvicole la plus dominante dans la zone des Monts Bamboutos. Pourtant, il présente 2 dangers essentiels liés à :

- Sa forte consommation en eau entraînant la baisse de la nappe phréatique ;
- Son appauvrissement du sol le rendant impropre aux cultures.

Des essences sylvicoles alternatives existent et peuvent se prêter au remplacement de cette espèce en raison de leurs multiples utilisations comme bois de construction, bois d'œuvre, bois de chauffe, pouvoir médicinale, de protection de la nappe phréatique et d'adaptation à l'écologie des montagnes. C'est par exemple le cas de : *Pijum africana*, *Grevilla robusta*, *Mao gani*, ...etc

3.5 LE DROIT A LA TERRE AU NIVEAU LOCAL

3.5.1 Les mécanismes d'acquisition de la terre dans les Monts Bamboutos

Tableau 31 : Mécanismes d'acquisition de la terre

Mécanismes d'acquisition	Pôle 1	Pôle 2	Pôle 3	Pôle 4	Pôle 5
Donation/chefs traditionnels (land commission)	X	X	X	X	X
Occupation anarchique	X		X		X
Héritage	X	X	X	X	X
Location	X	X	X	X	X
Achat	X	X	X	X	X
Forêt sacrée	X	X	X		
Force		X	X	X	X
Concession	X	X	X		X

Source : Assemblées d'échanges Participatifs avec les parties prenantes, X = L'activité y est menée abondamment

Note: La forêt sacrée peut avoir pour origine: un événement mystérieux ou une simple création des autorités traditionnelles pour des besoins de conservation

3.5.2 Actes de propriété dont disposent les populations sur les terres qu'elles occupent sur les flancs des Monts Bamboutos

Tableau 32 : Nature des actes de propriété détenus sur les terres

Nature des actes de propriété	Pôle 1	Pôle 2	Pôle 3	Pôle 4	Pôle 5
Titres fonciers	X	X	X	X	X
Certificats de propriété coutumiers délivrés par les chefs traditionnels/donation	X	X	X	X	X
Actes de concession par l'Etat	X	X	X	X	
Actes d'achat/vente	X	X	X	X	X

Source : Assemblées d'échanges Participatifs avec les parties prenantes, X = L'activité y est menée abondamment

On a du mal à comprendre pourquoi il ya cette multitude d’actes de propriété, surtout des titres fonciers sur un domaine national.

3.5.3 Situation des titres fonciers détenus par les populations sur les flancs des Monts Bamboutos : cas des arrondissements de Babadjou, Mbouda et Batcham

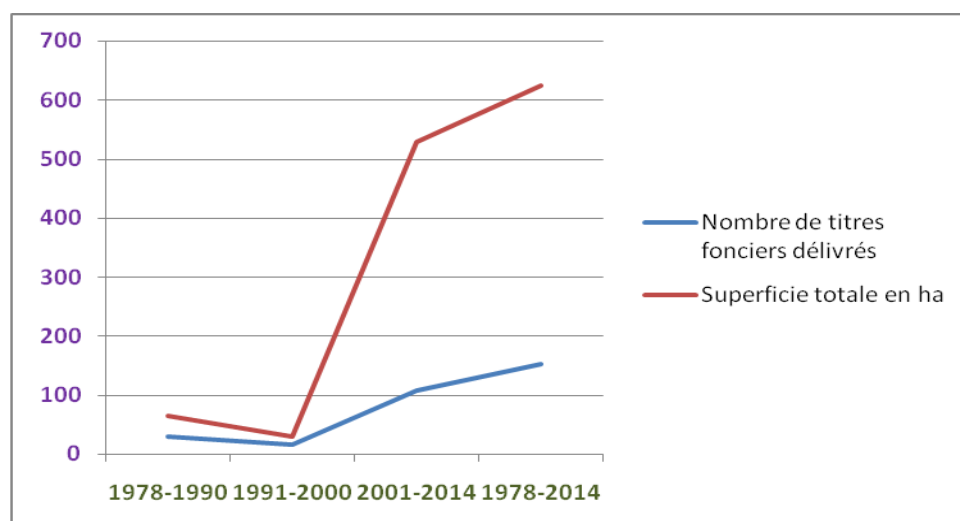
Il est à noter qu’il s’agit uniquement des titres fonciers déjà délivrés et détenus par les bénéficiaires ou leurs ayant droit. De nombreux autres titres fonciers étant encore en cours de délivrance

Tableau 33: Etat des titres fonciers délivrés entre 1978 et 2014 (36 ans).

Période de délivrance	Nombre de titres fonciers délivrés	Superficie totale en ha	Superficie moyenne par bénéficiaire (ha)
1978-1990	29	65,35	2,25
1991-2000	16	29,81	1,86
2001-2014	107	530,06	4,96
1978-2014	152	625,22	4,11

Source : Délégation Départementale des Domaines et Affaires Foncières des Bamboutos à Mbouda

Graphique d’illustration



Il ressort du précédent tableau et de son graphique d’illustration que :

- L’octroi des titres fonciers dans les massifs forestiers des Monts Bamboutos date de 1978 ;
- L’obtention des titres fonciers sur ce domaine national a connu une vitesse de croisière depuis 1991 à nos jours ;
- La moyenne de superficie par bénéficiaire est allée croissante pour atteindre 4,11 hectares par personne, ce qui est un indice du manque de modestie de la part des acquéreurs ;

- Le nombre des acquéreurs ne croit pas autant que la superficie parce qu'il s'agit d'un culte de riches qui ne représentent qu'une poignée des populations des communautés concernées (élites d'affaires, politiques, autorités administratives et traditionnelles)

3.6 TYPES DE CONFLITS LES PLUS FREQUENTS DANS LA ZONE DES MONTS BAMBOUTOS

Tableau 34 : Types de conflits enregistrés fréquemment

Nature des conflits	Pôle 1: Babadjou	Pôle 2 : Batcham- Mbouda	Pôle 3 : Nkong Ni Fongo-Tongo	Pôle 4 : Wabane- Alou	Pôle 5 : Pinyin
Conflits agropastoraux	X	X	X	X	X
Conflits domaniaux entre personnes physiques, quartiers, villages, régions, tribus	X	X	X	X	X
Conflits liés au prélèvement d'eau sur les flancs entre agriculteurs et éleveurs	X	X	X		
Usage abusif des pesticides par les exploitants en amont avec effets nocifs sur les exploitants en aval		X			
Vol des biens		X			
Passage des routes sur les terrains				X	
Méconnaissance d'un acte d'acquisition				X	X
Feux de brousse					X
Coupe d'eucalyptus détruisant les cultures					X

Source : Assemblées d'échanges Participatifs avec les parties prenantes, X = L'activité y est menée abondamment

Visiblement, 3 types de conflits prédominent dans les communautés occupant les massifs forestiers des Monts Bamboutos à savoir :

- Les conflits agropastoraux entre les agriculteurs et les éleveurs;
- Les conflits domaniaux liés aux limites de terrains entre personnes physiques, quartiers, villages, tribus, arrondissements, départements et régions ;
- Les conflits liés au prélèvement d'eau sur les flancs par les agriculteurs et les éleveurs.

Les 6 autres types de conflits sont relativement moins fréquents.

Des investigations que nous avons menées auprès du service de greffe du tribunal de Mbouda, il ressort que les conflits agropastoraux sont les plus dominants (>35%) et opposent régulièrement les éleveurs qui sont abusivement considérés comme des allogènes et les agriculteurs qui se clament pour être d'autochtones.



La fertilité constitue l'un des facteurs de convoitise de ces flancs de montagnes

3.7 PROPOSITIONS FAITES A CHAQUE PARTIE EN VUE D'UNE GESTION DURABLE DES MASSIFS FORESTIERS DES MONTS BAMBOUTOS

3.7.1 Propositions Faites à l'endroit de l'Etat en vue d'une gestion durable des massifs forestiers des Monts Bamboutos

A l'issue des consultations multi acteurs menées auprès des différents interlocuteurs dans chaque pôle et compte tenu du rôle que l'Etat devrait jouer dans la conservation du patrimoine naturel, les présentes propositions ont été formulées

Tableau 35: Rôles à jouer par l'Etat

Nature de la proposition	Pôle 1 : Babadjou	Pôle 2 : Batcham- Mbouda	Pôle 3 : Nkong Ni Fongo-Tongo	Pôle 4 : Wabane- Alou	Pôle 5 : Pinyin
Fournir les espèces sylvicoles appropriées et les intrants nécessaires	X	X	X	X	X
Délimiter les zones de pâturages, les zones d'agricultures et les zones à reboiser	X	X	X	X	
Prendre des mesures pour protéger les intérêts des minorités Bororos	X	X			
Introduire et vulgariser les espèces fourragères	X	X			X
Former les agricultures et les éleveurs sur les enjeux de la préservation des massifs forestiers des Monts Bamboutos et la nécessité d'adoption de nouveaux systèmes d'exploitation	X	X	X	X	X
Matérialiser les limites entre les villages et les circonscriptions administratives	X	X		X	
Créer et entretenir les voies routières pour faciliter l'écoulement des produits agropastoraux	X	X		X	X

Responsabiliser les chefs des communautés	X	X			
Procéder à une réforme agraire	X	X			X
Contrôler/stopper les immatriculations dans les massifs forestiers des Monts Bamboutos	X	X			X
Investir dans l'hydraulique et l'énergie éolienne	X	X			
Organiser les concours des plus belles forêts communautaires	X				
Promouvoir la régénération des espèces sylvicoles les plus utilisées par les artisans	X	X	X	X	X
Procéder à un véritable aménagement des bas fonds	X				
Procéder à une gestion intégrée et multi acteur mettant ensemble les SDE, autorités administratives, autorités traditionnelles, communes, producteurs	X	X			
Mettre sur pied d'un système de sanction localement applicable	X	X			

Source : Assemblées d'échanges Participatifs avec les parties prenantes, X = L'activité y est menée abondamment

Il ressort de ce tableau que l'Etat camerounais a de nombreux rôles clés à jouer en vue de la préservation des ressources naturelles dans les massifs forestiers dégradés des Monts Bamboutos. Il devrait notamment:

- Promouvoir la régénération des espèces sylvicoles les plus utilisées par les artisans;
- Délimiter les zones de pâturage, les zones d'agriculture et les zones à reboiser;
- Matérialiser les limites entre les villages et les circonscriptions administratives;
- Fournir les espèces sylvicoles appropriées et les intrants nécessaires;
- Former les agriculteurs et les éleveurs sur les enjeux de la préservation des massifs forestiers des Monts Bamboutos et la nécessité d'adoption de nouveaux systèmes d'exploitation;
- Créer et entretenir les voies routières pour faciliter l'écoulement des produits;
- Contrôler/stopper les immatriculations dans les massifs forestiers des Monts Bamboutos;
- Procéder à une réforme agraire;
- Introduire et vulgariser les espèces fourragères.

3.7. 2 Propositions faites à l'endroit des communes en vue d'une gestion durable des massifs forestiers des Monts Bamboutos

A l'issue des consultations multi acteurs menées auprès des différents interlocuteurs dans chaque pôle et compte tenu du rôle que les collectivités territoriales décentralisées devraient jouer dans la conservation du patrimoine naturel, dans un contexte de décentralisation et de compétences transférées, les présentes propositions ont été formulées

Tableau36 : Rôles à jouer par les collectivités territoriales décentralisées

Nature de la proposition	Pôle 1: Babadjou	Pôle 2 : Batcham- Mbouda	Pôle 3 : Nkong Ni Fongo- Tongo	Pôle 4 : Wabane- Alou	Pôle 5 : Pinyin
Créer les pépinières et mettre sur pied des forêts communales dans la zone des Monts Bamboutos	X	X		X	X
Aménager un site touristique dans les massifs des Monts Bamboutos	X	X	X		
Créer et entretenir les routes	X	X	X	X	X
Recenser les habitants et exploitations des flancs dangereux et les recaser	C	C			
Faire un inventaire et une typologie des exploitations des monts	X				
Délimiter les zones concernées par le projet	X	X			
Gérer les zones de captage d'eau	X				
Organiser les mini comices pour les pommes de terre				X	
Organiser les communautés autour de la cause		X	X	X	
Former, éduquer et prendre en charge les comités de vigilance		X	X		
Développer la collaboration inter communauté autour des CTD riveraine des monts		X			
Mettre sur pied un système continu de sensibilisation de suivi appuyé par les médias locaux		X	X		
Intégrer le projet dans l'actualisation du Plan de Développement Communal si possible			X		
Mettre sur pied une police municipale de suivi			X		
Créer et gérer les coopératives de pomme de terre				X	X
Travailler avec la société civile au niveau local					

Source : Assemblées d'échanges Participatifs avec les parties prenantes, X = L'activité y est menée abondamment

Il ressort de ce tableau que les collectivités territoriales décentralisées devraient prioritairement:

- Créer et entretenir les routes;
- Créer des pépinières et mettre sur pied les forêts communales dans la zone des Monts Bamboutos;
- Aménager un site touristique dans les massifs des Monts Bamboutos;
- Délimiter les zones concernées par le projet;
- Former, éduquer et prendre en charge les comités de vigilance;
- Mettre sur pied un système continu de sensibilisation et de suivi appuyé par les médias locaux;
- Créer et gérer les coopératives de pomme de terre.

Dans un contexte de décentralisation et de compétences transférées aux communes, ces propositions cadreraient bien avec leur cahier de charges. En effet, l'arrêté N°2011/618/A/MINADER/CAB du 02 août 2011 du Vice Premier Ministre chargé de l'Agriculture et de Développement Rural précise que les communes doivent se charger de: - La mobilisation communautaire en vue du développement local, - La définition des priorités dans les actions à entreprendre, - L'appui à la validation des projets prioritaires, - La promotion des Comités Villageois de Développement, des Groupes d'Initiatives Communes et des coopératives, - La conception des stratégies et la définition des modalités visant à garantir la sécurité et l'autosuffisance alimentaire des communautés.

3.7.3 Propositions à l'endroit des communautés elles-mêmes

A l'issue des consultations multi acteurs menées auprès des différents interlocuteurs dans chaque pôle et compte tenu du rôle que les communautés devraient jouer dans la conservation du patrimoine naturel et dans un contexte de décentralisation, les présentes propositions ont été formulées

Tableau 37: Rôles à jouer par les communautés

Nature de la proposition	Pôle 1: Babadjou	Pôle 2 : Batcham- Mbouda	Pôle 3 : Nkong Ni Fongo- Tongo	Pôle 4 : Wabane- Alou	Pôle 5 : Pinyin
Collaborer entre communautés, avec la commune et avec l'Etat	X	X		X	X
Eviter/contrôler les feux de brousse	X				
Appliquer les méthodes culturelles et pastorales prescrites	X	X	X		
Etre ouvertes et souscrire aux bonnes pratiques d'exploitation et coopérer avec les vulgarisateurs	X	X	X	X	X
Développer la collaboration inter communautés pour la cause		X		X	X
Mettre sur pied un système local d'alerte et de surveillance avec dénonciation		X	X		
Bien comprendre les objectifs du projet et y adhérer		X	X		
Créer et bien gérer les coopératives de multiplication et de production de pomme de terre				X	X
S'organiser davantage en groupes de producteurs				X	X
Entretenir les routes					X
Planter les espèces recommandées					X

Source : Assemblées d'échanges Participatifs avec les parties prenantes, X = L'activité y est menée abondamment

De ce tableau, ressort que les rôles clés à jouer par les communautés riveraines sont:

- Etre ouvertes et souscrire aux bonnes pratiques d'exploitation et coopérer avec les vulgarisateurs;
- Collaborer entre communautés, avec la commune et avec l'Etat;
- Développer la collaboration inter communautés pour la cause;
- Appliquer les méthodes culturelles et pastorales prescrites;
- Mettre sur pied un système local d'alerte et de surveillance avec dénonciation;
- S'organiser davantage en groupes de producteurs;
- Créer et bien gérer les coopératives de multiplication et de production de pomme de terre.

3.8 PROPOSITIONS DE SANCTIONS LOCALEMENT APPLICABLES EN VUE D'UNE GESTION DURABLE DES MASSIFS FORESTIERS DES MONTS BAMBOUTOS

Si des mesures sont localement prises au sein des communautés riveraines des Monts Bamboutos en vue d'une gestion durable des ressources naturelles, il est tout aussi nécessaire qu'un système de sanction localement applicable soit mis sur pied pour augmenter les chances de respect et de conformité des populations à ces règles de gestion. Le tableau ci-après fait ressortir la nature des sanctions proposées par pôle.

Tableau 38: Systèmes de sanctions applicables proposées localement

Sanctions proposées	Pôle 1 : Babadjou	Pôle 2 : Batcham- Mbouda	Pôle 3 : Nkong Ni Fongo-Tongo	Pôle 4 : Wabane- Alou	Pôle 5 : Pinyin
Paiement des amendes	X		X		X
Régénération après constat de destruction des espèces protégées	X				
Corvées	X				
Condamnation en cas de récidive	X				
Annulation des titres fonciers post projet	X	X			
Application ferme des lois et règlements en vigueur		X	X	X	X
Destruction des espèces plantées abusivement				X	
Interpeler les commissions domaniales (des terres) mises en place par les chefferies				X	X

Source : Assemblées d'échanges Participatifs avec les parties prenantes, X = L'activité y est menée abondamment

Les sanctions les plus dominantes vont dans le sens d'envisager :

- Le paiement des amendes ;
- L'annulation des titres fonciers post projet ;
- L'interpellation des commissions domaniales (des terres) mises en place par les chefferies ;
- L'application ferme des lois et règlements en vigueur.

Il est à noter que les propositions faites dans chaque pôle dépendent de la forme et de l'ampleur du problème ainsi que des comportements humains.

4. ANALYSE ET INTERPRETATION DES DONNEES ET RESULTATS

4.1 Les unités administratives concernées par l'étude et les comportements humains

Les circonscriptions administratives concernées par cette étude se répartissent dans 3 régions (Ouest, Nord-Ouest et Sud-Ouest), 4 départements (Bamboutos, Menoua, Mezam et Lebialem), 8 arrondissements (Babadjou, Batcham, Mbouda, Nkong-Ni, Fongo Tongo, Santa, Alou et Wabane) et 56 communautés assez diversifiées sur les plans socioéconomique et culturel.

En effet, même si toutes ces communautés sont les peuples des grassfields, certaines sont d'expression francophone (Ouest) et d'autres sont d'expression anglophone (Nord-Ouest et Sud-Ouest). De même, il y a une forte diversité socioculturelle d'une région à une autre, d'un département à un autre, d'un arrondissement à un autre et d'une communauté à une autre. Toute initiative de gestion durable des ressources naturelles qui pourrait être entreprise dans ces zones devrait tenir compte de cette diversité linguistique et socioculturelle qui a un reflet sur les comportements humains. De même, entre les communautés, il y a parfois des guerres froides qu'il faudrait faire taire ou tenir en compte au moment de les organiser autour d'un projet. Par exemple, les anglophones sont généralement méfiants vis-à-vis des francophones, les Babadjou ne s'entendent pas avec les Balatchi et les Batcham, les Bororos ne s'entendent pas avec les communautés des flancs francophones. Par contre ils s'entendent mieux avec les communautés des flancs anglophones avec qui ils partagent une langue commune qui est le Pidjin.

4.2 Superficie des 8 arrondissements concernés par l'étude et évaluation de la superficie des communautés qui accèdent effectivement sur les flancs des Monts Bamboutos

Tableau 39 : Superficie occupée sur les flancs des monts par arrondissement et essai de classement

Arrondissements	Superficie (km ²)	% approximatif de la superficie des riverains	Estimation de la superficie occupée par les riverains (km ²)	Classement par ordre de superficie sur les Monts
1. Babadjou	181 km ²	25%	45,3 km ²	3 ^{ème}
2. Mbouda	294 km ²	02%	06 km ²	8 ^{ème}
3. Batcham	185 km ²	7,9%	15 km ²	7 ^{ème}
4. Nkong-Ni	225 km ²	16%	36 km ²	4 ^{ème}
5. Fongo Tongo	144 km ²	11%	16 km ²	6 ^{ème}
6. Santa	533 km ²	17%	90,6 km ²	2 ^{ème}
7. Alou	169 km ²	17%	29 km ²	5 ^{ème}
8. Wabane	1 800 km ²	40%	720 km ²	1 ^{er}
Total	3 531 km²		952 km²	

Source : Analyse des données monographiques

De ce tableau, il ressort que la superficie occupée sur les flancs des Monts Bamboutos varie d'un arrondissement à l'autre. Les arrondissements qui occupent les plus la zone d'étude sont ceux de Wabane (720 km²), Santa (90,6 km²), Bamboutos (45,3 km²) et Nkong-Ni (36 km²). L'arrondissement de Mbouda occupe la plus faible superficie (06 km²) parce qu'il accède au flanc des Monts Bamboutos uniquement par la pointe de Balatchi. Le pourcentage moyen des superficies occupées dans les 8 arrondissements par les communautés riveraines est estimé 952/3 531, soit 27%.

Toutefois, sur le plan de la densité d'occupation en termes d'habitat et de l'envergure de l'action humaine, nos observations sur le terrain ont plutôt montré le classement suivant :

Tableau 40 : Densité d'occupation en termes d'habitat et d'action humaine

Classement	Arrondissements riverains
1 ^{er}	Wabane (++)
2 ^{ème}	Alou
3 ^{ème}	Nkong-Ni
4 ^{ème}	Fongo Tongo
5 ^{ème}	Mbouda (Balatchi)
6 ^{ème}	Batcham (Bangang)
7 ^{ème}	Santa (Pinyin)
8 ^{ème}	Babadjou (- -)

(++) : Plus occupé, (- -) : Moins occupé

Ceci montre que les unités administratives qui accèdent les plus sur les Monts en termes de superficie ne sont pas nécessairement celles dont la densité d'occupation en termes d'habitat et de l'intensité de l'action humaine est la plus élevée. Ces différences pourraient être inhérentes à la pression démographique, au dynamisme des communautés locales avec leur système d'organisation et à bien d'autres réalités socioéconomiques et culturelles. Les initiatives de gestion durable à appliquer devront tenir compte de ces réalités socioéconomiques et culturelles endogènes.

4.3 Population

4.3.1 Estimation de la population des riverains et taux moyen de croissance par an

Tableau 41 : Population des riverains et taux moyen de croissance par an

N°	Arrondissements	Populations totales des 8 arrondissements	% relatif des populations par arrondissement	Estimation de la population des riverains	Taux moyen de croissance par an
1	Babadjou	45 000	06,46 %	11 250	3 %
2	Mbouda	185 100	26,57 %	3 702	2,9
3	Batcham	160 000	22,97 %	12 672	2,6
4	Nkong-Ni	130 800	18,78 %	20 928	2,9
5	Fongo Tongo	65 000	09,33 %	7 150	2,9
6	Santa	11 500	01,66 %	1 955	1,8
7	Alou	64 000	09,20 %	9 600	1,9
8	Wabane	35 000	05,03 %	14 000	1,7
	Total =	696 400	100 %	81 257	Moy = 2,5%

Source : Analyse des données monographiques

Pourcentage moyen des populations riveraines = $81\,257/696\,400 = 0,11668 = 11,67\%$

La population totale des 8 arrondissements dont le territoire accède sur les Monts Bamboutos est estimée à 696 400 habitants. La population des communautés qui habitent ou exploitent les flancs des Monts est estimée à 81 257 habitants, soit 11,7%. Cette population est très inégalement répartie. Elle est plus importante sur les flancs de Nkong-Ni (20 928 Habitants), Wabane (14 000 habitants), Batcham (12 672 habitants) et Babadjou (11 250 habitants). Par contre, elle est moins importante sur les flancs de Santa (1 955 habitants), Mbouda (3 702 habitants), Fongo Tongo (7 150 habitants) et Alou (9 600 habitants). Le taux moyen de croissance de la population est de 2,5% par an, ce qui veut dire que globalement la population des communautés riveraines qui est estimée à 81 257 habitants s'augmente en moyenne de 2 032 âmes par an alors que la croissance en ressources alimentaires est à peine à 2% par an. Si rien n'est fait en vue d'une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles, ce surplus de bouches à nourrir qu'engendre chaque année les communautés riveraines va davantage aggraver la pression humaine qui est déjà très redoutée aujourd'hui.

4.3.2 Estimation des densités des populations par arrondissement

Tableau 42 : Densités des populations par arrondissement

Arrondissement	Population	Superficie (km ²)	Densité (Hab./ km ²)
Babadjou	45 000	181 km ²	249
Mbouda	185 100	294 km ²	630
Batcham	160 000	185 km ²	865
Nkong-Ni	130 800	225 km ²	581
Fongo Tongo	65 000	144 km ²	451
Santa	11 500	533 km ²	022
Alou	64 000	169 km ²	379
Wabane	35 000	1 800 km ²	020
Total =	696 400	3 531 km²	Moy. = 400

Source : Analyse des données monographiques

Les communautés qui occupent et exploitent les Monts Bamboutos sont issues des arrondissements qui sont très peuplés avec des densités allant jusqu'à 865 habitants/km² et avec une densité moyenne par arrondissement de 400 habitants/km². Ces densités sont nettement plus élevées dans la Région de l'Ouest qui est la plus petite en termes de superficie. De même, ces densités globalement élevées peuvent expliquer la pression des populations sur les flancs des Monts Bamboutos en quête des terres pour bâtir leurs habitats et pour générer des ressources nécessaires à leur survie, surtout en l'absence d'une réglementation vulgarisée, appliquée et contrôlée.

4.4 Les infrastructures

4.4.1 L'éducation

Il ressort des données de base obtenues dans les nomographies et des assemblées d'échanges participatifs que les infrastructures du secteur de l'éducation se répartissent ainsi qu'il suit en fonction de la population

Tableau 43 : Répartition par arrondissement des infrastructures de l'éducation

Arrondissement	Etablissements scolaires			Population
	Primaires	Secondaires	Supérieurs	
Babadjou	48	07	01	45 000
Mbouda	112	19	01	185 100
Batcham	93	22	00	160 000
Nkong-Ni	100	27	00	130 800
Fongo Tongo	35	09	00	65 000
Santa	33	25	03	11 500
Alou	26	14	00	64 000
Wabane	28	11	00	35 000
Total =	375	134	05	696 400

Source : Analyse des données monographiques

Tableau 44 : Récapitulatif des ratios d'encadrement (Etablissement/Habitants)

Arrondissement	Ratios d'encadrement (Etablissement/Habitants)		
	Primaires	Secondaires	Supérieurs
Babadjou	1/938	1/1 653	1/45000
Mbouda	1/760	1/9 742	1/185100
Batcham	1/1720	1/7 273	00
Nkong-Ni	1/131	1/4 844	00
Fongo Tongo	1/1 857	1/7 222	00
Santa	1/348	1/460	1/3833
Alou	1/2461	1 /4 571	00
Wabane	1/1 250	1/3 182	00
Total =	1/524	1/1 466	1/39 280

Source : Analyse des données monographiques

Pour le cycle primaire, les valeurs du tableau ci-avant montrent une grande diversité avec des ratios d'encadrement allant de 1/131 à 1/2 461. Les ratios les plus pléthoriques sont ceux de Alou (1/2461), de Fongo Tongo (1/1 857) et de Batcham (1/1 720). Des établissements primaires doivent être davantage créés dans ces arrondissements, surtout quand on sait que l'effectif du corps enseignant est généralement insuffisant. Il en est de même pour le cycle secondaire qui montre une diversité des ratios d'encadrement bien plus grande encore allant de 1/460 à 1/9 742. Les ratios les plus pléthoriques sont ceux de Mbouda (1/9 742), de Batcham (1/7 273) et de Fongo Tongo (1/7 222). La création des établissements secondaires doit également être inscrite en priorité dans les plans de développement de ces arrondissements. Les établissements supérieurs sont rares, ce qui contraint les élèves à migrer dans les grandes métropoles (Yaoundé, Douala, Bafoussam, Bamenda, ...) pour continuer leurs études après le baccalauréat, avec toutes les conséquences que cela engendre sur les ménages. Un rapprochement des établissements supérieurs de ces communautés devrait également être inscrit en urgence.

4.4.2 La santé

Les statistiques des structures offrant les soins et services de santé dans la zone d'étude se présentent ainsi qu'il suit

Tableau 45 : Récapitulatif des structures offrant les soins et services de santé par arrondissement

Arrondissement	S A N T E				Population
	CSP	CSI	CMA	HÔP.	
Babadjou	04	04	01	00	45 000
Mbouda	10	14	00	03	185 100
Batcham	07	10	01	01	160 000
Nkong-Ni	06	06	01	01	130 800
Fongo Tongo	02	05	01	00	65 000
Santa	01	13	02	01	11 500
Alou	02	07	01	02	64 000
Wabane	03	05	01	00	35 000
Total =	35	64	08	08	696 400

Note : CSP = Centre de santé privé, CSI = Centre de santé intégré, CMA = Centre médical d'arrondissement, Hôp. = Hôpital

Les données de ce tableau montrent que le nombre total de structures offrant les soins et services de santé dans les 8 arrondissements est de 115 pour une population totale de 696 400 habitants. Ce qui donne un ratio de 115/696 400, soit 1/6 056 entre les structures offrant les soins et services de santé et les populations. Même s'il est inégalement réparti entre les territoires des arrondissements considérés, ce ratio se situe bien dans la marge de 1/10 000 préconisée par la Stratégie Sectorielle de Santé (SSS) en milieu rural. Malgré cette couverture sanitaire potentiellement acceptable, il convient de savoir que la base de tout système de santé réside dans l'alimentation et donc, dans l'agriculture et l'élevage qui présentent beaucoup d'enjeux dans les massifs des Monts Bamboutos.

4.4.3 Les routes

Le récapitulatif des infrastructures de communication se présente ainsi qu'il suit dans la zone d'étude

Tableau 46 : Récapitulatif des infrastructures de communication par arrondissement

Arrondissement	R O U T E S	
	En terre	Bitumées
Babadjou	100 Km	15 Km
Mbouda	146 Km	33 Km
Batcham	482 Km	00 Km
Nkong-Ni	NE	21 Km
Fongo Tongo	158 Km	00 Km
Santa	105 Km	33 Km
Alou	110 Km	00 Km
Wabane	90 Km	00 Km
Total =	1 191 Km	102 Km

Source : Analyse des données monographiques NE : Non Evalué

Le total de la distance linéaire couverte par les routes en terre est d'environ 1 191 Km contre 102 Km de routes bitumées. Ce total est globalement faible et ne saurait en fait être considéré comme un acquis en tant que tel en raison de l'état de dégradation avancée de ces routes. S'il faut entreprendre une action corrective, la priorité ne réside pas seulement dans la création des nouvelles routes, mais d'abord dans l'entretien et la viabilisation des routes existantes. Ces communautés qui ont une vocation essentiellement agropastorale ne peuvent pas s'épanouir économiquement si leur réseau routier n'est pas amélioré de manière à leur permettre d'écouler facilement les produits de leur labeur. Cette situation interpelle à la fois l'Etat à travers la Direction des routes, les communes et les communautés elles-mêmes qui devraient initier des leviers internes en vue de leur autopromotion.

4.5 Les réalités socioéconomiques endogènes

4.5.1 Organisation endogène à incidence socioéconomique

Le socle socioéconomique des communautés riveraines des Monts Bamboutos est consolidé par un système d'organisation fait de : -Tontines avec ou sans vente, -Groupes d'entraide, -Groupes de danses, -Clans d'âge, -Détachement du garçon de la concession familiale à partir d'un certain âge, -Epargne individuelle, -Dot, -Associations, -CVD (Comités Villageois de Développement), -Communes. C'est cet ensemble organisationnel qui fonde la dynamique interne et le pouvoir socioéconomique de ces communautés des grassfields. Non seulement ce dispositif constitue une force incontournable pour toutes les initiatives de développement, mais également il constitue un excellent créneau d'information et de sensibilisation qui pourrait être mis à profit au moment de la mise en œuvre du projet.

4.5.2 Activités génératrices des revenus

Le pouvoir socioéconomique de ces communautés repose aussi et surtout sur une gamme diversifiée d'activités génératrices de revenus, notamment : -l'Agriculture, -Elevage, -Sylviculture, -Chasse, -Cueillette/prélèvement champignons, termites de feuilles, écorces et racines par les tradipraticiens et les populations, -Extraction du vin raphia, -Exploitation des pierres et de sable, -Apiculture, -Production de charbon, -Canalisation d'eau/captage, -Tourisme, -Sacrifices sur les lieux sacrés. Il est à noter que l'agriculture et l'élevage constituent les principales sources de génération de revenus, même si les autres sources ne sont pas à négliger. C'est le cas du vin raphia qui dans des pôles comme Babadjou et Pinyin (Santa) génèrent beaucoup de revenus aux populations, malgré la forte diminution des raphiales, même dans les bas fonds. Il convient aussi de relever que l'agriculture et l'élevage constituent également les activités les plus nocives causant plus de tort à l'écosystème. Un essai de classement de ces activités par ordre décroissant de nocivité donnerait ce qui suit :

Note : Ce classement se fonde sur le dommage que la pratique de l'activité engendre directement ou indirectement sur l'écosystème

Tableau 47 : Classement en termes de dommage causé par l'activité

Activité	Classement
Agriculture	1 ^{ère} (++)
Elevage	2 ^{ème}
Coupure des arbres	3 ^{ème}
Production de charbon	4 ^{ème}
Canalisation d'eau/captage	5 ^{ème}
Exploitation des pierres et de sable	6 ^{ème}
Chasse	7 ^{ème}
Cueillette/prélèvement champignons, termites de feuilles, écorces et racines par les tradipraticiens et les populations	8 ^{ème}
Apiculture	9 ^{ème}
Sacrifices sur les lieux sacrés	10 ^{ème}
Cueillette de vin raphia	11 ^{ème}
Tourisme	12 ^{ème}
Sylviculture	13 ^{ème} (- -)

(++) = Plus nocive, (- -) = Moins nocive

L'analyse de ce classement montre que s'il faut mettre sur pied un plan d'intervention en vue d'une gestion durable des ressources naturelles dans les massifs des Monts Bamboutos, il faut prioritairement agir sur les activités qui ont un degré de nocivité élevé en commençant par l'agriculture et l'élevage. Au fur et à mesure que le degré de nocivité baisse, l'urgence d'une intervention baisse et peut se réduire à un simple réaménagement.

4.5.3 Evaluation des revenus annuels générés par certaines productions essentielles

Il s'agit d'une estimation des revenus générés dans les 8 arrondissements concernés sur une base annuelle. Elle permet d'avoir une perception sur la masse financière potentielle et le pouvoir d'achat qu'elle confère aux communautés riveraines. Le récapitulatif se présente ainsi qu'il suit

Tableau 48 : Revenus annuels générés par les productions essentielles

Principales spéculations	Tonnage annuel (Tonnes)	Coût estimatif (FCFA)
PRODUCTIONS VEGETALES		
Maïs	129 415	19 412 250 000
Haricot	63 663	19 449 046 500
Pomme de terre	588 650	73 581 250 000
Manioc	16 175	380 112 500
Macabo	17 128	2 141 000 000
Banane plantain	109 508	9 125 301 640
Banane douce	33 040	1 652 000 000
Chou	10 854	81 405 000

Tomate	4 833	724 950 000
Igname	6 200	465 000 000
Piment	139	69 222 000
Carotte	10 335	2 480 400 000
Oignon + Poireau	44 798	44 798 000 000
Eru	11	16 500 000
Sous-total =	1 034 749	174 376 437 640
Vin raphia	1 000 050 litres	150 007 500
Total =		174 526 445 140
PRODUCTIONS ANIMALES		
Principales espèces	Nombre d'unités	Coût estimatif (FCFA)
Bovins	44 349	6 652 350 000
Ovins	5 010	125 250 000
Caprins	10 380	259 500 000
Porcins	62 982	5 038 560 000
Volailles	263 385	1 053 540 000
Total =	386 106	13 129 200 000
Total Global des productions végétales et animales		187 655 645 140

Source : Analyse des données monographiques

Le tableau ci-avant montre que l'ensemble des 8 arrondissements concernés par l'étude produit par an au moins 1 034 749 tonnes de denrées alimentaires essentielles d'une valeur d'environ 174 376 437 640 francs CFA en plus de 1 000 050 litres de vin raphia d'une valeur évaluée à 150 007 500 francs CFA pour un total de 174 526 445 140 francs CFA par an. De même, l'effectif de l'ensemble des principales espèces animales est évalué au moins à 386 106 têtes d'une valeur estimée à 13 129 200 000 francs CFA. Le total des productions végétales et animales s'évalue alors à 187 655 645 140 francs CFA par an.

Pour avoir une perception plus rapprochée des productions végétales et animales dans les 56 communautés riveraines, il est nécessaire de faire un extrait de ces valeurs à la proportionnelle sachant que ces riverains représentent en moyenne les 11,67% de toutes les populations des 8 départements, d'où le tableau ci-après

Tableau 49 : Coûts estimatifs des productions spécifiques des populations riveraines

Tonnage/Effectif des productions	Coût total (FCFA)	Pourcentage des populations riveraines	Coût estimatif des productions spécifiques des riverains
Productions végétales			
1 034 749 tonnes	174 376 437 640	11,67%	20 349 730 273
1 000 050 litres	150 007 500	11,67%	17 505 875
Total (A) =	174 526 445 140	11,67%	20 367 236 148
Productions animales			
386 106 unités	13 129 200 000	11,67%	1 532 177 640
Total (B) =	13 129 200 000	11,67%	1 532 177 640
Total Global (A)+(B)=	187 655 645 140	11,67%	21 899 413 788

Source : Analyse des données monographiques

En considérant uniquement les 56 communautés riveraines issues des 8 arrondissements, on se rend compte que les enjeux agropastoraux se situent à 21 899 413 788 francs CFA/an, soit 20 367 236 148 francs CFA pour les productions végétales et 1 532 177 788 francs CFA pour les productions animales. Ces valeurs qui en fait ne représentent qu'une partie des ressources tirées de ces terres sont déjà suffisamment énormes sur le plan socioéconomique. Ceci donne non seulement une idée du degré d'occupation de ces terres, mais également exige une redéfinition des systèmes d'exploitation des terres et de toutes autres formes de mise en valeur.

4.6 Logique de dominance de l'eucalyptus dans les Monts Bamboutos et dangers inhérents

Le paysage des massifs forestiers des Monts Bamboutos présente une dominance en eucalyptus qui sont généralement alignés et qui matérialisent par endroits des haies vives. Cette dominance se justifie par les multiples usages de cette espèce sylvicole, notamment dans la délimitation des parcelles culturales, la matérialisation des barrières pour éviter les conflits agropastoraux, l'utilisation en tant que brise vent, l'utilisation comme bois de construction, bois d'œuvre et de chauffe et bien d'autres usages de moindre envergure. Il faut aussi relever que le PAFRA (Projet d'Appui à la Forêt Rurale et Agroforesterie) a jadis encouragé à tort la sylviculture de cette espèce dans cette zone.

Toutefois, il ne faut pas perdre de vue les dangers essentiels inhérents à cette espèce sylvicole, en particulier :

- Sa forte consommation en eau entraînant la baisse de la nappe phréatique ;
- Son appauvrissement du sol le rendant impropre aux cultures.

Compte tenu du fait que les massifs forestiers des Monts Bamboutos constituent le château d'eau des régions de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le plan d'intervention à envisager devra intégrer la diversification progressive de cette espèce sylvicole par d'autres espèces alternatives adaptées à cette écologie et pouvant justifier les mêmes usages à l'exemple de *Pijum africana*, *Grevilla robusta*, *Mao gani*, ...etc

4.7 Le droit à la terre au niveau local

4.7.1 Les mécanismes d'acquisition de la terre dans les Monts Bamboutos

L'examen des mécanismes d'acquisition de la terre dans les 56 communautés riveraines des Monts Bamboutos montre qu'ils intègrent : la donation par les Chefs traditionnels qui ont même des commissions d'octroi des terres, l'achat, la location, l'occupation anarchique, l'héritage, la concession, la force, la considération en tant que forêt sacrée, ...etc. La multiplicité de ces mécanismes d'acquisition de la terre au niveau local frise l'ignorance, le désordre et l'anarchie sur un domaine pourtant national. Il y a lieu de se demander comment les Chefs de villages, auxiliaires de l'administration de leur état et collaborateurs directs des Sous-Préfets ont pu s'investir dans une telle anarchie au point à constituer des commissions de vente des terres sur un tel domaine.

4.7.2 Actes de propriété dont disposent les populations sur les terres qu'elles occupent sur les flancs des Monts Bamboutos

De nos investigations, nous avons relevé 4 types d'actes de propriété détenus par les populations pour justifier leur appartenance sur les terres qu'elles occupent ou clament la propriété sur les flancs des Monts Bamboutos, notamment :

- Les titres fonciers ;
- Certificats de propriété coutumiers délivrés par les chefs traditionnels/donation ;
- Actes d'achat/vente ;
- Actes de concession par l'Etat.

Cette multiplicité d'actes de propriété suscite une inquiétude sur un domaine national qui par définition « est constitué des terres non immatriculées à l'exception de celles relevant du domaine public, du domaine privé de l'Etat et des autres personnes morales de droit public ». Les terres relevant du domaine national doivent être gérées par l'Etat (Cf. Ord. N° 74.001 du 08 juillet 1974 fixant le régime foncier). Cette même ordonnance précise que

Le domaine national de première catégorie est constitué des terres occupées ou exploitées avant le 05 août 1974 et sur lesquelles le titre foncier peut s'obtenir suivant une procédure directe par des collectivités coutumières ou leurs membres ou toute personne physique ou morale de nationalité camerounaise (Cf. Guide de l'utilisateur, Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat, première partie : comment obtenir un titre foncier ?). De ce point de vue, certaines terres des massifs forestiers des Monts Bamboutos peuvent être classées dans cette catégorie, puisque ayant été occupées ou exploitées avant le 05 août 1974

Le domaine national de deuxième catégorie est constitué des terres libres de toute occupation ou de toute exploitation et des terres occupées ou exploitées après le 05 août 1974 et sur lesquelles le titre foncier peut s'obtenir par toute personne physique ou morale de nationalité camerounaise au terme d'une procédure qui comprend 2 étapes : la concession provisoire et la concession définitive. De ce point de vue, une bonne majorité des terres des massifs forestiers des Monts Bamboutos peuvent être classées dans cette catégorie puisque ayant été occupées ou exploitées après le 05 août 1974.

Le titre foncier étant « le seul document qui certifie officiellement la propriété immobilière à la personne au nom de qui il est établi. Il est inattaquable, intangible et définitif » De même, un terrain ne peut faire l'objet d'une transaction que s'il est couvert par un titre foncier. Or ces terres font régulièrement l'objet des transactions sans que personnes ne lève le moindre doigt pour une quelconque interpellation.

Compte tenu de ce qui précède, la délivrance des titres fonciers sur les flancs des Monts Bamboutos qui constituent un domaine national pourrait suivre une certaine logique domaniale, mais les autres actes d'achat ou coutumiers n'ont pas leur raison d'être dès lors que les textes disposent « qu'un terrain ne peut faire l'objet d'une transaction que s'il est couvert par un titre foncier ». Même les terrains aujourd'hui couverts par les titres fonciers ont initialement fait l'objet de ces transactions malveillantes.

4.7.3 Situation des titres fonciers détenus par les populations sur les flancs des Monts Bamboutos : cas des arrondissements de Babadjou, Mbouda et Batcham

Tableau 50 : Etat des titres fonciers délivrés entre 1978 et 2014

Période de délivrance	Nombre de titres fonciers délivrés	Superficie totale en ha	Superficie moyenne par bénéficiaire (ha)
1978-1990	29	65,35	2,25
1991-2000	16	29,81	1,86
2001-2014	107	530,06	4,96
1978-2014	152	625,22	4,11

Source : Délégation Départementale des Domaines et Affaires Foncières des Bamboutos à Mbouda

Les données de ce tableau montrent qu'entre 1978 et 2014, il y a eu 152 titres fonciers délivrés dans la zone concernée par l'étude sur une superficie totale de 625,22 ha, avec une moyenne de 4,11 ha par acquéreur. Entre 2001 et 2014, le rythme d'acquisition des titres fonciers s'est particulièrement accéléré. Les services des domaines et affaires foncières des Bamboutos à Mbouda nous ont fait comprendre que de nombreux autres titres fonciers portant sur la zone suivent encore leur procédure et vont être progressivement délivrés.

Compte tenu du caractère inattaquable et intangible du titre foncier, un retrait est difficile et ne peut se faire « qu'en cas de faute de l'administration ou en cas de fraude du requérant ». Mais dans ce cas, le retrait doit se faire dans un délai de 60 jours après son établissement. La quasi-totalité de ces terrains titrés datant de plus de 3 mois, il n'y aurait pas de mécanisme permettant d'envisager leur retrait, même sur les terres qui ne sont pas encore mises en valeur. Les potentiels recours qui peuvent être saisis actuellement dans une logique de préservation et de gestion durable de l'écosystème sont :

- La définition d'un nouveau système de mise en valeur garantissant la conservation de l'écosystème ;
- L'arrêt systématique de l'établissement de nouveaux titres fonciers dans la zone et sur tous les flancs ;
- Le suivi rapproché de la mise en œuvre de ce nouveau système d'exploitation par tous ceux qui y prélèvent.

Pour ce qui est des autres actes qui n'ont pas la force du titre foncier (certificats de propriété coutumiers, actes d'achat, actes de concession) et compte tenu de la taille de la population (81 257 habitants) ainsi que des enjeux socioéconomiques qui s'évaluent à 21 899 413 788francs CFA par an, il faudrait :

- Mettre définitivement un terme à la délivrance de ce genre d'acte de propriété ;
- Mettre sur pied un dispositif pour arrimer les 56 communautés au nouveau système de mise en valeur favorisant la conservation de l'écosystème ;
- Mettre sur pied des mécanismes endogènes de suivi ;
- Prévoir localement des sanctions à appliquer en cas de non-conformité.

4.8 Les types de conflits les plus fréquents dans la zone des Monts Bamboutos

3 types de conflits prédominent dans les communautés occupant les massifs forestiers des Monts Bamboutos à savoir :

- Les conflits agropastoraux entre les agriculteurs et les éleveurs;
- Les conflits domaniaux liés aux limites de terrains entre personnes physiques, quartiers, villages, arrondissements, départements et régions ;
- Les conflits liés au prélèvement de l'eau par les agriculteurs et les éleveurs moyennant des systèmes de tuyauterie.

Il existe d'autres types de conflits qui sont relativement moins fréquents.

Des investigations que nous avons menées auprès du service de greffe du tribunal de Mbouda, il ressort que les conflits agropastoraux sont les plus dominants (>35%) et opposent régulièrement les communautés Bororos, essentiellement éleveurs et minoritaires, aux agriculteurs majoritaires. Des initiatives avaient jadis été prises par les autorités locales (Sous-Préfets et Chefs traditionnels) pour matérialiser sur le terrain les aires réservées à l'élevage. Respectées au début, ces limites ont progressivement été violées par les agriculteurs qui se clament pour être des autochtones face aux Bororos dont certains y résident pourtant depuis plus de 60 ans. Cette situation conflictuelle a amené certains Bororos à migrer avec leurs troupeaux des flancs de Babadjou, Balatchi et Nzindong en direction du Nord-Ouest ou du Sud-Ouest où ils font face à moins d'adversité. L'une des conséquences directes en est la baisse de l'offre de la viande de bœuf sur les marchés locaux qui engendre automatiquement la hausse des prix. Et pour preuve, en 4 ans, le prix du Kg de viande de bœuf a presque doublé dans ces communautés sous les pleurs des mêmes xénophobes. Si rien n'est fait et que cette tendance persiste, les communautés concernées vont courir le risque de déficit en protéines animales avec toutes les conséquences néfastes sur la carte sanitaire des populations.

S'il faut initier un système de gestion durable des massifs forestiers des Monts Bamboutos, le problème de la minorité Bororo doit être examiné avec munitie et traité en conséquence, surtout avec la participation effective de leurs communautés généralement méfiantes et résilientes par nature. Nous proposons dans le cadre de cette étude :

- La délimitation stricte des zones réservées à l'élevage et de celles réservées à l'agriculture ;
- Le développement des méthodes intensives d'élevage avec l'introduction de la culture fourragère et la pratique des règles de l'agrostologie ;
- L'incitation de ces minorités à la diversification de leurs activités génératrices de revenus, au lieu de continuer à exercer uniquement les activités d'élevage ;
- La mise sur pied d'un système de suivi rapproché et continu ;
- L'application des sanctions en cas de violation des règles de mise en valeur prescrites.

4.9 Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces du système d'exploitation actuel des massifs forestiers des Monts Bamboutos

FORCES

- Constitue la source de nombreuses rivières arrosant les grassfields (château d'eau) ;
- Richesse floristique avec effet positif sur la nappe phréatique ;
- Potentiel élevé de fertilité du aux cendres volcaniques ;
- Rendements élevés des denrées alimentaires, notamment des pommes de terre, chou, carotte, poireau, carotte, ... ;
- Espace de prédilection pour l'élevage des bovins et ovins, notamment par les communautés Bororos ;
- Offre un cadre de vie propice pour les communautés Bororos pratiquant la transhumance ;
- Constitue une terre d'accueil pour les jeunes, les chômeurs et le personnel compressé des nombreuses sociétés qui ont fermé leurs portes

OPPORTUNITES

- Paysages pittoresques se prêtant à l'aménagement des sites touristiques;
- Ecologie favorable à de nombreuses espèces sylvoles pouvant constituer des alternatives à l'eucalyptus;
- Le statut de ces massifs en tant que domaine national

FAIBLESSES

- Aucun système adéquat de gestion n'est mis sur pied;
- Occupation anarchique des terres ;
- Mauvaises pratiques agricoles et pastorales ;
- Dominance de l'eucalyptus essentiellement asséchant ;
- Détention des titres de propriété multiformes par des individus alors qu'il s'agit d'un domaine national ;
- Les autorités administratives, traditionnelles et les élites locales ne jouent pas leur rôle de préservation et de contrôle de ce domaine, bien au contraire ;
- Les communes ne jouent pas non plus leur rôle malgré les compétences transférées ;
- Sources de conflits agropastoraux et domaniaux multiformes ;
- Le dynamisme naturel et le rattachement à la terre de ces peuples des grassfields.

MENACES

- Sol dénudé donnant plus d'emprise à l'érosion, notamment pluviale ;
- Problème d'ensablement du barrage de retenue d'eau de Bamendjing à cause de l'érosion pluviale provoquée dans les sommets ;
- Baisse de la nappe phréatique avec observation des pénuries d'eau dans la zone à certaines périodes de l'année;
- Effet de serre progressivement ressenti ;
- Problème des communautés Bororos régulièrement repoussés par les autres communautés, notamment sur les flancs francophones
- Les éboulements et les glissements de terrain avec mort d'hommes sur certaines zones dangereuses qui devraient être mises en défens

4.10 Propositions faites suite aux concertations multi acteurs menées dans les communautés riveraines des Monts Bamboutos

Les concertations faites avec la participation de toutes les parties prenantes issues des 5 pôles réunissant les 56 communautés riveraines ont abouti à des propositions qui sont en fait des éléments constitutifs du plan d'action à envisager. Nous avons défini 3 acteurs principaux devant intervenir dans le processus de mise en œuvre d'un système de réforme générale et de gestion durable de ces massifs forestiers dégradés. Ce sont :

- L'Etat camerounais en tant que garant de la politique générale de développement et de la sécurité sociale ;
- Les collectivités territoriales décentralisées en raison des compétences qui leur sont transférées dans un contexte de décentralisation ;
- Les 56 communautés elles-mêmes en tant que principaux bénéficiaires de toutes ces actions.

La matrice suivante présente les axes d'intervention pour chaque acteur principal et les points clés de succès à contrôler

4.10.1 POUR L'ETAT CAMEROUNAIS

Tableau 51 : Propositions adressées à l'Etat

AXES D'INTERVENTION	POINTS CLES DE SUCCES A CONTRÔLER PENDANT LA MISE EN ŒUVRE
Promouvoir et fournir les espèces sylvicoles adaptées à l'écologie ainsi que les intrants nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> - Eliminer progressivement l'eucalyptus dans la zone ; - Régénérer les espèces alternatives répondant aux mêmes usages ; - S'assurer que les intrants sont effectivement utilisés dans la régénération sylvicole
Procéder à une réforme agraire et délimiter les zones de pâturages, les zones d'agriculture, les zones à reboiser, les zones à risque interdites d'habitat et de toute activité humaine, et libérer d'au moins 50 mètres de chaque côté les cours d'eau de la zone	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre les communautés Bororos essentiellement éleveurs en amont et les agriculteurs en aval ; - Eviter que les zones à reboiser fassent encore l'objet d'une autre activité ; - Identifier les zones instables et y interdire strictement toute activité humaine et toute construction d'habitat ; - Libérer effectivement les abords des cours d'eau d'au moins 50 mètres de chaque côté et en faire un suivi
Prendre des mesures pour protéger les intérêts des minorités bororos, diversifier leurs activités et renforcer leurs capacités en élevage intensif	<ul style="list-style-type: none"> - Amener les communautés Bororos à bien comprendre les objectifs du projet ; - Les organiser en vue d'une bonne participation ; - Former leurs leaders à la diversification des activités ; - Les remettre en confiance et leur faire comprendre qu'ils ont le même droit sur ce domaine national que les autres
Introduire et vulgariser les espèces	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les espèces fourragères les plus adaptées ;

fourragères en vue de la production du foin pour renforcer l'élevage intensif	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la multiplication et la vulgarisation des semences auprès de toutes les communautés Bororos ; - Former les leaders Bororos sur la production et le conditionnement du foin
Former les agriculteurs et les éleveurs sur les enjeux de la préservation des massifs forestiers des Monts Bamboutos et la nécessité d'adoption de nouveaux systèmes d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser les leaders des producteurs agropastoraux ; - les former sur les nouvelles méthodes culturales à appliquer ; - Renforcer l'effectif du personnel technique de l'agriculture et de l'élevage pour assurer un suivi de proximité ;
Matérialiser clairement les limites entre les villages et les circonscriptions administratives	<ul style="list-style-type: none"> - Réunir les autorités administratives et traditionnelles des localités riveraines pour la cause ; - Mettre sur pied des comités de marquage et de délimitation ; - Dresser et publier les procès verbaux
Créer et entretenir les voies routières pour faciliter l'écoulement des produits agropastoraux au niveau des communautés concernées par le projet	<ul style="list-style-type: none"> - Etablir les priorités en fonction de l'effectif des communautés et du tonnage des productions ; - Prévoir une ligne budgétaire spécifique à cet effet et l'approvisionner à chaque exercice ; - Mettre sur pied un bon système de contrôle de gestion
Contrôler et stopper les immatriculations, les concessions et les donations sur les flancs des massifs forestiers des Monts Bamboutos	<ul style="list-style-type: none"> - Tirer la sonnette d'alarme à l'endroit des services des domaines et des affaires foncières, chefs traditionnelles, autorités administratives, élites d'affaires et politiques pour le respect scrupuleux de cette disposition
Organiser les concours des plus belles forêts communautaires dans la zone	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre sur pied des commissions d'évaluation multidisciplinaires ; - Respecter les règles la transparence et ne primer que les méritants
Procéder à un véritable aménagement des bas fonds et au besoin rétablir leur écologie en régénérant davantage le raphia	<ul style="list-style-type: none"> - Faire un état des lieux des bas fonds actuels ; - Organiser les exploitants et les former sur le nouveau système de gestion ; - Fournir les plants de raphia et les intrants au début ; - Mettre sur pied un système rapproché de suivi
Procéder à une gestion intégrée et multi acteur mettant ensemble SDE, autorités administratives, autorités traditionnelles, communes, producteurs... etc.	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser tous les acteurs pour que chacun en ce qui le concerne puisse apporter du sien pour garantir le succès du processus de gestion durable des ressources naturelles ; - Susciter effectivement l'adhésion de toutes les parties prenantes
Mettre sur pied un système de sanction localement applicable pour les contrevenants	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier que les sanctions adoptées sont effectivement applicables ; - Mettre un dispositif d'application conséquent ; - Réinvestir les fruits issus des pénalités pour les besoins de la cause

Source : Assemblées d'Echanges Participatifs organisées avec les parties prenantes

4.10.2 POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES

Tableau 52 : Propositions adressées aux collectivités territoriales décentralisées

AXES D'INTERVENTION	POINTS CLES DE SUCCES A CONTRÔLER PENDANT LA MISE EN ŒUVRE
Créer des pépinières et mettre sur pied des forêts communales dans la zone des Monts Bamboutos	<ul style="list-style-type: none"> - Rechercher les semences appropriées des espèces alternatives à l'eucalyptus ; - Désigner un personnel de suivi au niveau communal ; - Prévoir une ligne pour résorber cette dépense dans le budget communal ; - Travailler en collaboration avec les services techniques du ressort des communes
Aménager un site touristique dans les massifs des Monts Bamboutos	<ul style="list-style-type: none"> - S'assurer de l'ouverture et de l'entretien de la route devant desservir le site ; - Adopter un système d'aménagement qui conserve le patrimoine naturel ; - Mettre sur pied un plan de marketing compétitif et le respecter scrupuleusement
Créer et entretenir les routes	<ul style="list-style-type: none"> - S'assurer d'une gestion transparente du BIP, du budget communal et de tout autre appui devant être investi sur les routes ; - Créer un comité de suivi de proximité pour assurer la qualité dans l'exécution des travaux ;
Recenser les habitants et exploitations des flancs dangereux et les recaser	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer l'Etat dans l'exécution de cette tâche en identifiant les flancs susceptibles d'éboulement, en faisant un suivi permanent et en proposant les sites de recasement
Gérer de façon durable les zones de captage d'eau	<ul style="list-style-type: none"> - Planter tout autour des zones de captage d'eau des espèces pouvant conserver la nappe phréatique ; - Contrôler le prélèvement de l'eau par tuyauterie pratiqué par les agriculteurs de contre saison
Organiser les communautés autour de la cause pour augmenter les chances d'adhésion et de conformité aux règles préétablies	<ul style="list-style-type: none"> - Bien informer et sensibiliser les communautés autour du projet pour susciter leur participation; - Mettre à contribution les média locaux ainsi que la police communale conformément à l'arrêté n°00136/A/MINATD/DCTD du 24 août 2009 spécifiant l'organigramme des communes; - Former, éduquer et prendre en charge les comités de vigilance
Développer la collaboration inter communale autour des collectivités territoriales décentralisées riveraines des Monts Bamboutos	<ul style="list-style-type: none"> - Créer une plate forme ou un cadre de concertation permettant aux 8 communes de se retrouver pour échanger et initier des actions en vue d'une gestion durable des massifs forestiers des Monts Bamboutos
Intégrer le projet dans l'actualisation du Plan de Développement Communal si possible	<ul style="list-style-type: none"> - Au cas où le plan de développement communal est déjà actualisé, l'insérer dans le plan d'action annuel des communes ;
Créer et gérer les coopératives de pomme de terre qui constitue la denrée phare de ces flancs montagneux	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser les producteurs ; - Les mettre ensemble pour créer des coopératives simplifiées conformément aux textes de l'OHADA ; - Mettre sur pied un dispositif de gestion fiable
Travailler avec la société civile au niveau local	<ul style="list-style-type: none"> - Les collectivités territoriales décentralisées doivent travailler en parfaite collaboration avec les organisations de la société civile dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet aussi plein d'enjeux et surtout dans un contexte de décentralisation.

Source : Assemblées d'Echanges Participatifs organisées avec les parties prenantes

4.10.3 POUR LES 56 COMMUNAUTÉS RIVERAINES

Tableau 53 : Propositions adressées aux communautés riveraines

AXES D'INTERVENTION	POINTS CLES DE SUCCES A CONTRÔLER PENDANT LA MISE EN ŒUVRE
Collaborer entre communautés, avec la commune et avec l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser les communautés et les amener à comprendre les enjeux de ce processus dont dépend leur survie ; - Prendre des initiatives locales pour soutenir l'action ; - Renforcer les axes de collaboration avec les communes et l'Etat et leur rendre compte sur une base régulière, surtout en cas de violation de l'ordre établi ; - Créer un cadre de concertation entre les communautés
Eviter/contrôler les feux de brousse	<ul style="list-style-type: none"> - Informer et sensibiliser les populations sur les effets nocifs des feux de brousse ; - Identifier et dénoncer les contrevenants ; - Instituer une amende à payer en cas de violation
Appliquer les méthodes culturelles et pastorales prescrites par les techniciens pour la cause	<ul style="list-style-type: none"> - Accepter de rompre avec les méthodes culturelles actuelles ; - Apprendre les méthodes culturelles actuelles aux communautés et mettre sur pied un dispositif de suivi de proximité ; - Etre ouverts, souscrire aux bonnes pratiques d'exploitation et coopérer avec les vulgarisateurs locaux
Mettre sur pied un système local d'alerte et de surveillance avec dénonciation	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser les populations ; - Préciser les lieux de dénonciation ; - Appliquer les sanctions à tous les contrevenants sans exception ; - Protéger les dénonciateurs
Bien comprendre les objectifs du projet et y adhérer	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des séances d'échanges avec les populations pour mieux leur expliquer les objectifs du projet
Créer et bien gérer les coopératives de multiplication et de production de pomme de terre	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer un relais solide entre les communautés et les communes ; - S'organiser davantage en groupes de producteurs ; - Développer davantage la complémentarité et le professionnalisme
Entretenir les routes	<ul style="list-style-type: none"> - S'organiser au niveau local pour entretenir les routes dans les quartiers ; - Fixer un jour pour les travaux communautaires sur les routes ; - Travailler en relais avec les communes sur l'entretien des axes routiers

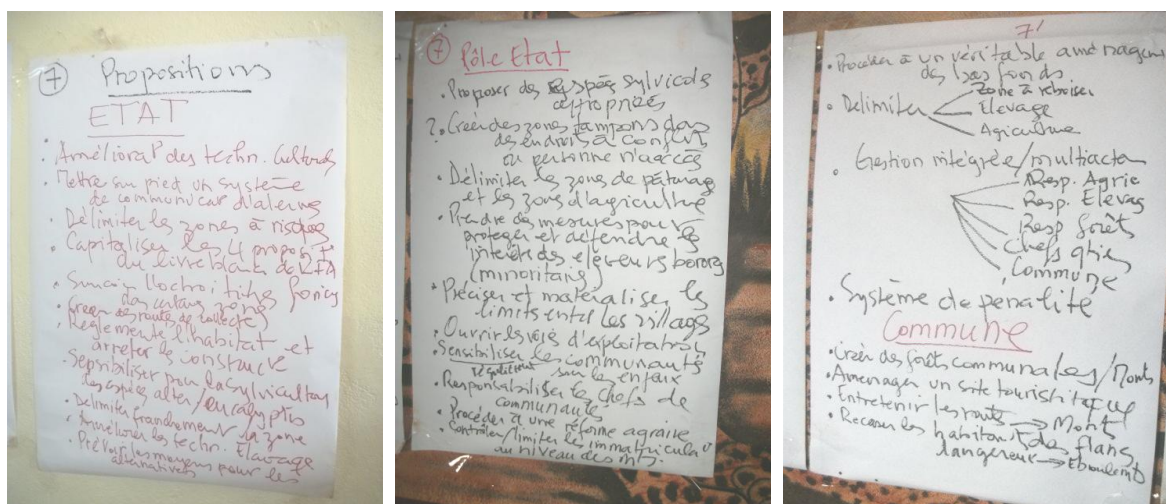
Source : Assemblées d'Echanges Participatifs organisées avec les parties prenantes

4.11 Propositions des sanctions localement applicables en vue d'une gestion durable des massifs forestiers des Monts Bamboutos

La mise sur pied d'une réglementation locale n'exclut pas la prévision des gardes fous pour maîtriser les contrevenants. Si des mesures sont localement prises au sein des communautés riveraines des Monts Bamboutos en vue d'une gestion durable des ressources naturelles, il est tout aussi nécessaire qu'un système de sanction localement applicable soit mis sur pied pour augmenter les chances de respect et de conformité des populations à ces règles de gestion. A la suite des échanges actifs menés avec les parties prenantes, les sanctions applicables les plus dominantes préconisent :

- Le paiement des amendes ;
- L'annulation des titres fonciers post projet en cas de récidive ;
- L'interpellation des commissions domaniales mises en place par les chefferies ;
- L'application ferme des lois et règlements en vigueur.

Il est à noter que les propositions faites dans chaque pôle dépendent de la forme et de l'ampleur du problème, des réalités socioculturelles et des comportements humains.



Des propositions localement applicables ont été formulées aux principales parties prenantes

4.12 Schéma d'un plan d'action en 12 points

1. Mise sur pied d'un système d'information et de sensibilisation de toutes parties prenantes en faisant usage des média locaux
2. Exploration multi acteur et découpage administratif de la zone concernée par le projet
3. Signature et publication d'un arrêté érigeant la zone en réserve écologique simple
4. Réforme agraire avec délimitation des zones d'agriculture, d'élevage, des zones à reboiser et des abords des cours d'eau à mettre en défens
5. Arrêt systématique des immatriculations et des concessions dans la zone
6. Conception d'un système de conservation et de gestion des terres et des ressources naturelles à mettre en pratique
7. Inventaire et typologie de tous les exploitants de la zone
8. Formation des différentes catégories d'exploitants sur les enjeux de conservation et les nouveaux systèmes d'exploitation à adopter
9. Organisation des ateliers de renforcement des capacités des autorités administratives, communales, traditionnelles, services techniques, organisations de la société civile en vue d'un accompagnement intégré
10. Mise sur pied d'une législation régissant la gestion durable de ces massifs avec des systèmes de gestion applicables
11. Conception d'un dispositif de suivi-évaluation
12. Mise en œuvre du projet

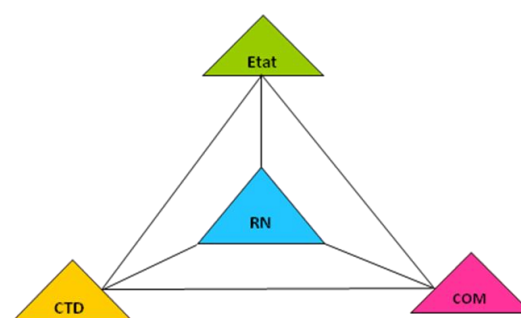
5. CONCLUSION

En tant que château d'eau et régulateur climatique pour les peuples des grassfields en général, les massifs forestiers des Monts Bamboutos présentent d'énormes enjeux d'une vitalité inébranlable. La présente étude dresse un état des lieux qui fait ressortir de nombreux effets anthropologiques adverses sur ce potentiel naturel. Ces effets sont favorisés par une faiblesse de la mise en application de la législation en vigueur qui a engendré un laissé aller assez généralisant. Ce qui est à l'origine d'une dégradation très poussée qui est observée aujourd'hui et qui est en train de déstabiliser dangereusement cet écosystème. C'est pourquoi au cours des dernières décennies, la gestion des massifs des Monts Bamboutos a constitué une préoccupation majeure aussi bien pour le Ministère des Forêts et de la Faune que pour les communautés riveraines.

Loin de s'occuper à établir les responsabilités, ce qui n'aura pour effet que de retarder l'échéancier de l'intervention et de fragiliser le dispositif de gestion qui pourrait être mis sur pied, cette situation exige plutôt la conception d'un modèle participatif et multi acteur qui intègre toutes les parties prenantes et tient en compte à la fois des intérêts spécifiques des communautés et de l'intérêt écologique afin que main dans la main, nous puissions reconquérir un minimum d'équilibre naturel pour donner à nous-mêmes et à nos descendants des chances de survie.

C'est pourquoi il faut procéder par une réforme de fond qui préserve les acquis de toutes les parties prenantes et pose en revanche des nouvelles bases de gestion durable des ressources naturelles dans cette zone. Il est question de procéder à une délimitation claire de la zone concernée par le projet, matérialiser les zones d'agriculture, les zones d'élevage, les zones instables et dangereuses à mettre en défens, libérer les abords des cours d'eau et intégrer dans le quotidien des exploitants les bonnes pratiques de gestion et de conservation des ressources naturelles. Les règles de ce nouveau dispositif devaient s'imposer à tous les exploitants et les détenteurs des titres de propriété dans les massifs forestiers des Monts Bamboutos. La présente étude fait ressortir les réalités socioéconomiques assez détaillées et propose des axes stratégiques d'intervention saisissables par les principaux acteurs que sont :

- L'Etat camerounais en tant que principal garant du patrimoine naturel et de la sécurité sociale qui devra mettre en priorité cette préoccupation écologique et canaliser au mieux son partenariat avec l'OIBT pour une action corrective ;
- Les collectivités territoriales décentralisées dans un contexte de décentralisation et de compétences transférées, et
- Les 56 communautés riveraines elles-mêmes en tant que bénéficiaires rapprochés puisant le maximum de leurs ressources de vie sur les flancs de ces montagnes.



6. RECOMMANDATIONS

La présente étude diagnostique dresse un état des lieux sur les enjeux écologiques des massifs forestiers des Monts Bamboutos. L'urgence du problème ainsi relevé nécessite l'élaboration rapide d'un projet porteur basé sur une gestion intégrée de ces massifs ainsi qu'une mobilisation conséquente des ressources pour sa mise en œuvre, laquelle nécessitera par ailleurs beaucoup d'effort d'information, de sensibilisation, d'adhésion, d'harmonie et de changement dans les modes de vie, les concepts et les pratiques actuelles des parties prenantes. Il faudra également tenir compte des spécificités socioéconomiques et culturelles de chaque communauté riveraine, surtout du problème de la minorité Bororo en perte de phase sur l'échiquier du développement humain. Tout ce package constituerait des éléments clés de succès pour la mise en œuvre de cette réforme qui globalement pourrait être articulée sur les 12 suivants :

1. Mise sur pied d'un système d'information et de sensibilisation de toutes les parties prenantes en faisant usage des médias locaux ;
2. Conduite d'une exploration multi acteur et délimitation administrative de la zone concernée par le projet ;
3. Signature et publication d'un arrêté érigeant cette zone en réserve écologique simple ;
4. Réforme agraire avec délimitation des zones d'agriculture, d'élevage, des zones à reboiser et des abords des cours d'eau à mettre en défens ;
5. Arrêt systématique des immatriculations, des concessions et de toutes les autres formes d'acte de propriété dans la zone ;
6. Conception d'un système de conservation et de gestion des terres et des ressources naturelles à mettre en pratique sur une base permanente ;
7. Inventaire, typologie et organisation de tous les exploitants de la zone ;
8. Renforcement des capacités des différentes catégories d'exploitants sur les enjeux de la conservation et les nouveaux systèmes d'exploitation à adopter ;
9. Organisation des ateliers de renforcement des capacités des entités devant assurer un accompagnement intégré du projet, notamment : les autorités administratives, communales, traditionnelles, services déconcentrés de l'Etat et les organisations de la société civile ;
10. Mise sur pied d'une législation régissant la gestion durable de ces massifs avec un système de gestion et des mécanismes internes de sanction applicables ;
11. Conception d'un dispositif de suivi-évaluation ;
12. Conduite du projet dans sa phase de mise en œuvre.

7. ANNEXES SPECIFIQUES A L'EXPERT SOCIO-ECONOMISTE

Centres d'intérêt de l'Expert Socio économiste à intégrer dans le Plan de communication

Quelques préalables à consigner dans le plan de communication à titre d'obligations pour certaines entités d'accompagnement, notamment pour les aspects socioéconomiques de l'intervention




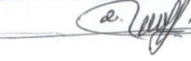




Cibles	Obligations
Autorités : - Administratives - Municipales - Politiques - Traditionnelles - Religieuses - Leaders d'opinion	- Amener les populations à comprendre les enjeux et le bien fondé de l'intervention, la nécessité pour elles d'adhérer, d'être ouvertes, de comprendre et de s'impliquer de façon effective
SDE (Services Déconcentrés Etat) - Agriculture - Elevage - Forêts et faune - Environnement - Ministère énergie et eau - Commerce - Domaines - Economie et planification - Santé, - Justice - Enseignements Secondaires - Education de base - Communication - Transport - Tourisme - Jeunesse - MINEPAT	- S'ouvrir à l'équipe des experts - Les guider - Mettre à leur disposition des monographies, la documentation et les données utiles et nécessaires pour un diagnostic approfondi
OSC - Club des Amis des Monts Bamboutos - Associations - CVD	- S'impliquer dans le processus - Jouer le rôle d'interface entre l'équipe des experts et les populations - Faciliter la compréhension du processus par les populations - Aider les populations à préserver leurs intérêts ainsi que l'intérêt écologique
Populations et groupes socioprofessionnels: - Hommes - Femmes - Jeunes - Agriculteurs - Eleveurs - Artisans - Commerçants - Chasseurs - Cueilleurs - Tradipraticiens	- S'ouvrir et adhérer à l'intervention - Guider les experts - S'impliquer aux assemblées d'échanges participatives - S'assurer qu'elles comprennent où on va - Ne pas perdre de vue leurs intérêts individuels et communautaires - Ne pas non plus perdre de vue l'intérêt écologique de l'intervention - Faire des déclarations réelles et vérifiables - Faire connaître par les experts : les activités menées, difficultés rencontrées, sources et utilisation de revenus, niveaux de revenus, les mauvaises et les bonnes pratiques de l'exploitation, les caractéristiques culturelles et les relations avec certains phénomènes socioéconomiques, les formes d'organisations actuelles et envisagées des communautés, les visées endogènes de développement, les changements souhaités et les degrés d'implication potentiels, le potentiel des ressources exploitées et niveau d'implication des populations, les FFOM des systèmes d'exploitation actuelles, les systèmes d'exploitation à promouvoir, les mesures de suivi et de pérennisation endogènes, les responsabilités des parties prenantes, ...

Fiche de présence à la réunion de rapprochement des repères géographiques

AVANT-PROJET DU DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF
POUR LA CONSERVATION ET LA RESTAURATION DES
MASSIFS FORESTIERS DES MONTS BAMBOUTOS

REUNION DE RAPPROCHEMENT DES REPERES
GEOGRAPHIQUES DES COMMUNAUTES QUI
S'ENDOSENT SUR LES MONTS BAMBOUTOS
TENUE DANS LES LOCAUX DE LA DELEGATION
D'ARRONDISSEMENT DU MINADER A MBOUDA
CE 17 JUILLET 2014

FEUILLE DE PRESENCE

NOS	NOMS	CONTACTS	TITRES	SIGNATURES
1	Ngouffa Robert	9999 4109	Consultant SE	
2	MBOGOU Bertin	77204082	Représentant del. App. Bamboutos	
3	TIOSSOK Andre	76562523	DAADER Mbouda	
4	Achu Elvis Chick	74819670	SDDA/CAP-Banyin Sarta	
5	Valentine Ngha Kim	74717670	SDDAR Aloy P.A. M'ackongie	
6	Mme Tchinda joeline	75/42/04/73	Personnel DAADER de Mbouda	
7	KEMDEM. GASTON	76052006	Personnel DAADER de Mbouda	
8	Mme TONDA né TCHUEKOU THERESE	77865515	Représentant DAADER BATCHATI	Touf
9	TALLA A. M	71480185	Consultant (audit Environ)	
10	N			

Etat des titres de propriété individuels autour des Monts Bamboutos

- 101 - SANDIO Jonas, 7ha 11a 30ca, Batcham - Bamendji
26/6/1981, TF N° 4833
- 102 - KOUAMBO GUSTAVE, 1ha 73a 40ca Bangang
Tchuelekouet II, 19/7/81, TF N° 4870
- 103 - Njiouack Paul, 378m², Mbouda - Bamelé
28/4/87, TF N° 657
- 104 - WA Mathurin, 1ha, 04a 85ca, Mbouda - Bawa I
1^{er}/12/87 TF N° 752
- 105 - TANKEU Maurice, 335m², Bangang - Zindong
20/1/88, TF N° 764
- 106 - PAPA JOSEPH, 1278m², Babadjou - Balépo
21/7/95 TF N° 1595
- 107 - Mofor Edward Tangmo ^{et conjoints}, 2ha 26a 29ca,
Bangang - Zindong, 30/5/96, TF N° 1648
- 108 - Kenné Tiope, 9ha, 08a 37ca, Bangang - Bame-
Koup, 30/5/96, TF N° 1649
- 109 - Mofor Edward Tangmo, Bangang - Bamelé
30/5/96, TF N° 1650, 5ha 43a 39ca
- 110 - Moforo Thomas et Cts, 5417m², Babadjou - Bawa
6/8/96, TF N° 1665
- 111 - SOGPA Bernard et Cts, 5552m², Babadjou
- Bawa II, 20/8/96 TF N° 1670
- 112 - SOGPA Bernard, 1ha 35a 75ca, Babadjou - Bawa II
21/8/96, TF N° 1671
- 113 - Tchouffo Jean, 2903m², Babadjou - Bawa,
21/4/97 TF N° 1717

- 86 - KOUAMBO JOMAGUE Adrien, 21ha 07a 00ca, Bamakeing-Mekouy, 14/11/2012 TIF N° 5014.
- 76 - KAPEWOU Née KUPI Catherine, 01ha 58a 69ca, Babadjou (Baméla) 13/12/2013, TIF N° 5059
- 77 - TCHOUABA DATEHO Paul, 5176m², Bangang Baméghuie, 19/16/2013 TIF N° 5124
- 78 - TCHINDA Séverin et conjoints, 1276m², Babadjou (Balépo), 24/7/2013, TIF N° 5156
- 79 - TCHINDA Séverin et conjoints, 9807m², Babadjou (Balépo) 24/7/2013, TIF N° 5157
- 80 - DOUANBA Bernard, 13ha 56a 65ca Bangang (Bamakeing-Mekouy), 6/8/2013, TIF N° 5175
- 81 - DOUANBA Bernard, 2687m², Bangang - BatroudeKound 6/8/2013, TIF N° 5180
- 82 - Douanba Bernard, 2425m², Bangang - Isopéa, 6/12/2013, TIF N° 5183
- 83 - YARRO Jérôme, 2796m², Babadjou - Balépo, 11/9/2013 TIF N° 5210.
- 84 - SAFFO PASCAL, 1565m², Babadjou - Baméla, 2/12/2013 TIF N° 5287
- 85 - FOLAK et conjoints, 1637m², Babadjou Bawa, 21/1/2014 TIF N° 5307
- 86 - KOUAMBO JOMAGUE Adrien, 21ha 31a 66ca, Bangang Bamakeing-Mekouy, 13/11/2014, TIF N° 5325.
- 87 - FOMETIO Mamile, 02 ha 12a 13ca, Bangang (Zindong) 27/11/2014 TIF N° 5344

62 - Labang Anne et consorts, 1405 m², Bangang (Isopeua) 41412011, TFM° 4592

63 - Labang Anne, 8982 m², Bangang - Isopeua 41412011, TFM° 4593

64 - KEMTA D'auedonne et consorts, 479 m², Babadjou Bawa, 171612011 TFM° 4664

65 - YARRO Jérôme, 04ha 46a 62 ca Babadjou Zouion, 121912011 TFM° 4721

66 - Yamo Jérôme, 1411 m², Babadjou - Ba lepo 121912011 TFM° 4723

67 - Meli pierre, 6922 m², Batcham - Bamekeing, 16/11/2012 ^{Mekoup} TFM° 4780

68 - _____ 11 _____, 7431 m², Batcham - Bamekeing, 18/12/2012 ^{Mekoup} TFM° 4783

69 - Foti pierre, 09ha 71a 77 ca, Batcham / Bamekeing - Mekoup, 61312012 TFM° 4840

70 - TANRAM Gabriel et US, 01ha 77a 43 ca, Bangang - Batepou) 41412012, TFM° 4856

71 - DJIMELI VICIOR, 02ha 68a 78 ca, Bangang (Mzindong) 20142012, TFM° 4863

72 - PUTHUPOH Jean, 7788 m², Babadjou - Zouion, 41512012 TFM° 4873

73 - NDOUNTIO NOCAP, 9787 m², Batcham - mehuie, 18/10/2012, TFM° 4982

74 - KOUAMBO JOMAGUE Adrien, 09ha, 7ba 11 ca, Bangang Bamekeing - Mekoup 14/11/2012, TFM° 5013

- 88 - MENDI... (2012015, Batcham)
Bameghuie) 27/11/2014 TF N° 5354
- 89 - SANDIO Jonas, 01ha 41a 31ca Bangang Bameghuie
21/2/2014 TF N° 5355
- 90 - MANFOUD DAVID, 05ha 40a 31ca, Bangang-
Bameghuie) 16/5/2014, TF N° 5435
- 91 - MANFOUD DAVID, 04ha 23a 06ca, Bangang-Ba-
meghuie, 16/5/2014, TF N° 5439
- 92 - MBOUBO THOMAS, 441m², Babadjou - Bawa
31/6/2014, TF N° 5453
- 93 - ISAYEM André, 02ha 5ba 82ca, Bangang
Bameghuie, 31/6/2014, TF N° 5458
- 94 - ISUH Solomon, 336m², Babadjou-Balépo,
24/6/2014, TF N° 5467
- 95 - Meli André, 5351m², Batcham (Zindong) 15/7/1998
TF N° 1808
- 96 - KOUATEZO Michel, 2ha 3ba 34ca, Mbouda-Bawa II
27/8/1998, TF N° 1819
- 97 - TASSE Jacob, 3ha 30a 08ca, Batcham-Zindong
22/10/98 TF N° 1830
- 98 - NONPAK Emmanuel, 1ha, 99a 28ca, Babadjou -
Bawa, 21/2/99 TF N° 1851
- 99 - Koh Fidèle, 4ha 3ba 14ca, Mbouda (Nguekeng
-Bamele, 24/10/1980, TF N° 4375
- 100 - DOUANPA Johny, 1ha 03a 74ca, Babadjou-Bameli
9/2/1981 TF N° 4938

- MOBASSO Tchouffo Georges, 02ha 21a 50ca, Babadjou - Bamelo, 24/11/2010, TF N° 4392
 49 - DJIMELI VICTOR, 4oha 18a 31ca, Batcham
 - Zindong, 12/7/2010 TF N° 4396
 50 - DJIMELI Victor, 24ha 85a 39ca Batcham
 - Zindong, 12/7/2010, TF N° 4397
 51 - TOPIFIDÈLE, 5125m², Mbouda (Balwa - Babadjou)
 16/9/2010, TF N° 4451
 52 - KONICHI Jean-Pierre, 01ha 78a 49ca, Batcham
 (Bameghuie - Bangang) 18/10/2010 TF N° 4469
 53 - TCHOUYEM Tchouffo Théophile, 3343m², Babadjou
 (Bamelo) 12/12/2010 TF N° 4500
 54 - ZEBAZE Marie Chantal et Consorts, Bangang
 (Isopou) 21/12/2010 TF N° 4502
 55 - NOUABO Paul, 1577m² Babadjou - Zation,
 7/1/2011 TF N° 4523
 56 - Cercle de l'élite Bangang de l'Ouest (CEBAO)
 3oha 67a 65ca, Bangang - Isopéa, 4/2/2011 TF N° 4532
 57 - LABANG Anne et Consorts, 04ha 50a 94ca, Bangang
 (Isopéa) 4/4/2011 TF N° 4588
 58 - _____, 1040m² Bangang
 (Isopéa) 4/4/2011 TF N° 4589
 60 - _____, 04ha, 04a 49 _____
 _____ 4/4/2011 TF N° 4590
 61 - Labang Anne, 5063m² _____ 4/4/2011
 TF 4591

19. ICHINDA Elisa, 3103 m², Babadjou/Baméle 14/11/2007
TFN° 2790
20. MEGUOD Anastasie, 5790 m², Babadjou - Baméle 18/10/2007
TFN° 2793
21. NKEPEWE Jonas, 3504 m², Babadjou - Zavieron 30/11/2007
TFN° 2826
22. TCHOUPOU Jidéle et cts, 01ha 64a 53ca, Batcham
Nzindong 6/8/2007 TFN° 2833
23. NGINIADO Boniface, 01ha 50a 55ca, Babadjou - Balépe
28/8/2007 TFN° 2843
24. LONTSIE Glademar et cts, 01ha 84a 86ca, Batcham
Nzindong 11/09/2007 TF 2848
25. PEFETE Suzanne, 1979 m² Babadjou - Balépe - gagang
09/10/2007 TF 2880
26. Ngoufoud et cts, 01ha 69a 19ca, Balatchi - Bamebum 26/11/2007
TF 2888
27. KAMIA André, 6ha 56a 44ca, Babadjou - Balépe 15/11/2007
TFN° 2900
28. ZOUBOU Suzanne, 1170 m², Babadjou/Zavieron - Balépe
17/12/2007 TFN° 2925
29. NAWOUA épse Kinne Marthérine et cts, 1872 m², Babadjou (Kombou - Zavieron) 12/15/2008 TF 3015
30. NBOUËA Jean, 2671 m², Mbouda (Bawa) 12/15/2008
TF 3016
- ~~31. DIEÏIHI 1136 m², Batcham Bamebam 15/15/2008
TFN° 3021~~
- ~~32. DIEÏIHI 1933 m², Batcham
TFN° 3022~~
33. YFOUE Marie Sidonie, 6335 m², Batcham
Tchoupo Kouot 20/16/2008 TFN° 3046

- 1- Jejou Daniel, 09ha 42a 86ca, Batcham / Zindong Meta
TFN° 2523 (4/4/2006)
- 2- Ndolko Jean, 2609m², Babadjou (Balwa) TFN° 2526 ^{15/4/06}
- 3- Jejou Daniel, 24ha 10a 87ca, Bangang / Zindong - Meta)
TFN° 2529 (11/4/2006)
- 4- JAMO Jérôme, 540m², Babadjou (Balépo) TFN° 2585 ^{6/7/2006}
- 5- ——— " ———, 5041m², ——— " ——— TFN° 2586 ^{6/7/2006}
- 6- Jejou Daniel, 22ha 0ba 11ca, Bangang / Zindong - Meta
TFN° 2592 (14/7/2006)
- 7- DJALIA Marcou, 5ha 61a 24ca, Batcham / Zindong - Bale
kou) TFN° 2605 (28/7/2006)
- 8- Douanla pierre, 3.061m², Batcham / Mada - Bangang)
TFN° 2638 (3/10/2006)
- 9- TAILOU Fabien, 1392m², Babadjou / Zavier) TF 2658 ^{21/11/2006}
- 10- PENANJO Boniyale, 1672m², Babadjou (Balépo) TF 2667 ^{16/11/2006}
- 11- ——— " ——— 1682m² ——— " ——— - 2668
- 12- KAMEKEU DAVID Zola, 1937m², Batcham (N Zindong) 2678 ^{4/3/2006}
- 13- FOKOU, 01ha, 48a 67ca, Babadjou (Kembou - Zavier) 2679 ^{10/11/06}
- 14- JAMO Jérôme, 610m², Babadjou (Balépo) (10/1/2007) 2697
- 15- FOISA TOUYEM Richard, 01ha 4ba 22ca, Babadjou
Balépo) (12/11/2007 TFN° 2701
- 16- Meli Paul, 444m², Batcham (N Zindong - Bangang) 14102
TFN° 2724
- 17- Pélé Laquique, Tchouffo, Neben Adolphe, 11ha 0ba 60ca
Babadjou / Baméle) (6/3/2007 TFN° 2729.
- 18- NDONGBA Simon, 3297m², Babadjou / Baméle) 4/6/2007
TFN° 2775

- 115 - KOLNO Francois, 1ha 57a 62ca, Mbouda
 amaka, 30/9/88, TF N° 842
- 116 - KEYANFE Jean-Robert, 1ha 68a 01ca, Balatcké - Ba-
 maka, 31/10/88, TF N° 843
- 117 - KEYANFE Jean-Robert, Babadjou - Balépo
 28/11/88, TF N° 860, 1ha 38a 39ca.
- 118 - TCHOUARA Simon, 450m², Mbouda - Bamelo
 28/11/88, TF N° 861, 1ha 03a, 15ca
 12/7/89, TF N° 962
- 119 - NINFA Bonifate, 2.134m², Babadjou - Bawa
 27/11/89, TF N° 1094
- 120 - KOUATEDZO Michel, 1ha 08a 59ca, Babadjou - Mbouda
 - Bawa II, 16/3/90, TF N° 1119
- 121 - FOKOU FRANCOIS, 1ha 09a 59ca, Mbouda - Balépo
 30/11/80, TF N° 1194
- 122 - FOKOU Francois, 3ha 27a 18ca, Mbouda - Balépo
 30/11/80 TF N° 1195
- 123 - TINEN Enoch, 1ha 67a 63ca, Babadjou - Balépo
 18/5/1978, TF N° 2860
- 124 - TANGA FOUOTSOR Samuel, 2459m², Balatcké
 amaka, 14/10/79, TF N° 3579
- 125 - Mbou King, 3ha 43a 70ca, Batcham - Nzindong,
 F N° 3942
- 126 - MBUEGOUÉ Thomas, 49ha 82a 55ca Bangang
 ndong, 7/9/2001, TF N° 1995



- 127 - NGUEGOUÉ Thomas, 25ha 54a 78ca, Bangang
Zindong, 13/3/2002, TF N° 2035
- 128 - Mouafo Jacob, 1ha 50a 77ca, Batcham - Bamele
19/3/2002 TF N° 2037
- 129 - MOMO Joseph, 15ha 25a 06ca, Bangang-Zindong
20/8/2002, TF N° 2075
- 130 - MOMO Joseph, 25ha 43a 26ca, Bangang - Zindong
20/8/2002 TF N° 2076
- 131 - TAGOU DJOU Nioudonné, 3.317m², Bangang - Ba
membang, 11/11/2002, TF N° 2094
- 132 - DJIMELI VICTOR, 7ha 40a 24ca, Bangang-Zin
dong, 19/12/2002, TF N° 2112
- 133 - Zébazé Jean-Marie, 2ha 74a 22ca, Bangang
Batchuelekouet, 28/12/2002, TF N° 2115
- 134 - Megouo Bonifale, 1ha 67a 20ca, Babadjou
Baméto, 12/3/2003, TF N° 2141
- 135 - MDONGBA Simon, 7698m², Mbouda - Bamele,
4/9/1985, TF N° 442
- 136 - Ngnavoussi Jean Paul, Babadjou - Balépe
3ha 11a 16ca, 26/10/85, TF N° 472
- 137 - Meli Gabriel, 4ha 68a 76ca, Batcham - Zindong
16/06/86, TF N° 548
- 138 - Kenné Bonifale, 2ha 52a 70ca, Mbouda - Balépe
23/6/1986, TF N° 553
- 139 - MAFO David, 1ha 21a 44ca, Mbouda - Bamele
10/10/87 TF N° 595

- 140 - IKHOUROU Jean, 2ha 73a 67ca, Baléjo - Ba Pépo, 11/7/2005, TF N° 2419
- 141 - Major Edward Tangmo et cts, 3519m², Bangang - NZindong, 5/9/2005 TF N° 2449
- 142 - PAGUEM Mathias, 6223m², Bangang - Tchouélékouet, 21/9/2005, TF N° 2455
- 143 - AKHADABON Joseph, 1785m², Batcham - Bamang, 4/10/2005, TF N° 2458
- 144 - SOGNA TAIYOU Merlin Elor, 7448m², Ba Pa Tch - Bamaka, 31/3/2006, TF N° 2519
- 145 - MOUOHUE Michel, 4ha 82a 43ca, Mbouda - Ba Pépo, 23/9/1982, TF N° 15
- 146 - TEFONGUE Simon, 3ha 54a 85ca, Bangang - Tchérou, 14/6/1983, TF N° 98
- 147 - TADJIO Françoise, 1ha 07a 20ca, Mbouda - Bawa, 15/10/1984, TF N° 293
- 148 - TADJIO François, 1112m², Mbouda - Bawa, 15/10/1984, TF N° 294
- 149 - DONGMO Edouard, 1ha 02a 13ca, Batcham - Batchuélé, 20/11/1984, TF N° 302
- 150 - DONGMO Edouard, 1ha 05a 16ca, Batcham - Batchuélé, 20/11/1984, TF N° 303
- 151 - NGUEMETA Jean, 6197m², Mbouda - Baléjo, 5/11/93, TF N° 1410
- 152 - Kenfack Etienne, 2964m², Bangang - Balekouet, 22/11/94, TF N° 1548

105 - Kemfack Etienne, 942 m², Bangang-Balek
2211194, TF N° 1549

154 - EAPA Joseph, 9508 m², Aubadja-Pal'go
2017195, TF N° 1594

Fiches individuelles de collecte de données socioéconomiques


 Implementation of the draft project RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) on «participative development, conservation and restoration of the degraded forestry area of Bamboutos Mountains»
 

INDIVIDUAL DATA COLLECTION FORM

Names of the questioner: *Valentine Ngaha Kum*

Occupation/function: *Chief of Agric Post Momo-Kngie - Alou*

Place of residence: *Mbelaka - Alou* Tel. contact: *74717670* Date of response: *07-06-14*

(Answer to all the questions. You can use the reverse of the paper)

1. Have you already participated to a reflexion session concerning the occupation of the Bamboutos Mountains area matter? YES NO

If YES, specify it?

2. According to you, what justifies the high rate of occupation of the Bamboutos Mountains during the last 20 years?

① Agro-pastoral practices, agriculture, that is farming and rearing or grazing of animals ② And also the settlement of the population around the mountain.
3. What are the profits gained by the communities from the Bamboutos Mountains area?

(1) Sustainable income from the sells of their farm produce.
(2) Provide food for consumption for both man and animals.
(3) As horses to those who are settled there.
4. The progressive occupation and exploitation of the Bamboutos Mountains by the populations could present any danger/risk in future? YES NO

If YES, specify it? *The poor cultivation methods along the mountains exposes the water shade soil to erosion and the planting of trees around the mountains like eucalyptus also reduces the water table of these areas.*
5. Have you identified bad ways/practices used by the exploiters? YES NO

If YES, specify it? *Repeated or constant movement of grazers and farmers from one place to another cultivating and grazing exposes the soil to erosion and loss of soil fertility.*

6. What are the difficulties faced by the exploiters of the Bamboutos Mountains area?

1) Insufficient inputs like fertilizers, seeds, chemicals and capital.

7. What would be your propositions for a good exploitation system of the Bamboutos Mountains area which can be profitable to all and all the time?

(1) A micro-financial institution should be put in place to give loans to farmers. (2) And technical assistance in the domain of wild life, forestry, grazing and environmental aspects to be given to the farmers.

8. Which specific roles can be played by the state for the new exploitation system to be a success?

(1) Forestry posts should be created in these areas and forestry guards or technicians be posted there to help the farmers and grazers. (2) Grazing areas should be mapped out from farming area.

9. Which specific roles can be played by the communities for the new exploitation system to be a success?

(1) To be collaborative and supportive to the new system. (2) To be able to manage their resources like the soil, trees and water in these areas.

10. If a consensual exploitation system is put on place by the state and the populations, what could be done to ensure its respect by all the exploiters?

1. Laws should be enacted and any defaulter is ~~penal~~ very high amount if found guilty.

2.

11. Other comments on the actual occupation of Bamboutos Mountains area :

1. Population should be given a fixed distance away from the mountain for any activity.
2. No settlement around this mountain to prevent erosion which leads to land slides around the mountain. (3) New species of grass and trees be introduced to the area to prevent or protect the water shade area.

Thanks to think at what will be tomorrow for us and for our children!

The Consultant : Robert NGOUFFO, Tel. 99 99 41 09 / 77 81 05 70, Bafoussam



Implementation of the draft project RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) on «participative development, conservation and restoration of the degraded forestry area of Bamboutos Mountains»

INDIVIDUAL DATA COLLECTION FORM

Names of the questioner: *NDIMIKONG NDE ELIAS*
 Occupation/function: *Senior Agric Technician / CAP Munka*
 Place of residence: *Santa* Tel. contact: *79014762* Date of response:

(Answer to all the questions. You can use the reverse of the paper)

1. Have you already participated to a reflexion session concerning the occupation of the Bamboutos Mountains area matter? YES NO
 If YES, specify it? *Always carrying crop evaluation during farmer grazer problems in Bamboutos mountains area.*
2. According to you, what justifies the high rate of occupation of the Bamboutos Mountains during the last 20 years? - *The bororos and villagers practice alot of grazing and farming*
3. What are the profits gained by the communities from the Bamboutos Mountains area?
 - *Agriculture and cattle rearing is practise.*
 - *Drinking water down the village comes from this Mountains.*
 - *Hunting is around these mountains area*
 - *It is the source of medicinal plant for the village.*
4. The progressive occupation and exploitation of the Bamboutos Mountains by the populations could present any danger/risk in future? YES NO
 If YES, specify it?
 - *Grazing in the area contaminates the source of water the village drink down the village*
 - *Destroying of natural trees for farming causes climate change that exposure of O₃.*
5. Have you identified bad ways/practices used by the exploiters? YES NO
 If YES, specify it?
 - *Farming along the slope is highly practise*
 - *Bush fire the main practise down by Bororos to gain good pasture.*
 - *Hunting by using wild fire is a common practise around the mountains area.*
 - *Burning of "Akasa" - cutting of trees*

6. What are the difficulties faced by the exploiters of the Bamboutos Mountains area?

- There is high competition for land ownership between the farmers and graziers.
- There is difficulties in crops transportation since there are ~~no~~ motorable roads.

7. What would be your propositions for a good exploitation system of the Bamboutos Mountains area which can be profitable to all and all the time?

- The farmers should practise Agro-forestry
- Trees should be planted
- There should be ^{no} farming around the water sources.
- Graziers should not take their animal to water sources

8. Which specific roles can be played by the state for the new exploitation system to be a success?

- Introduce improved species of tree to local farmers
- Graziers should be ~~thought~~ trained how to create improved pastures
- Villagers should be help ^{to} by the state, keep forests, cows and pigs, so not ~~the~~ farm in ^{the} forests.

9. Which specific roles can be played by the communities for the new exploitation system to be a success?

- The communities should create and control communities forests around the Bamboutos maintain area
- Timber exploitation in the forests should be controlled by the communities and trees should be planted.

10. If a consensual exploitation system is put on place by the state and the populations, what could be done to ensure its respect by all the exploiters?

- Forest officers should control these area and the village stop hunting and destroying medicinal trees

11. Other comments on the actual occupation of Bamboutos Mountains area :

The villagers of Menka should be highly involved by the state in the National potato programme since its a very short time to make profit due this will help them to farm around the village than going up the mountain since they will be using tractors

Thanks to think at what will be tomorrow for us and for our children!

2

The Consultant : Robert NGOUFFO, Tel. 99 99 41 09 / 77 81 05 70, Bafoussam



Implementation of the draft project RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) on «participative development, conservation and restoration of the degraded forestry area of Bamboutos Mountains»



INDIVIDUAL DATA COLLECTION FORM

Names of the questioner: *Bisil Joshua Mafani*
 Occupation/function: *Chief of Veterinary Centre Nkongle*
 Place of residence: *Nkongle* Tel. contact: *7967527* Date of response: *9-6-14*

(Answer to all the questions. You can use the reverse of the paper)

1. Have you already participated to a reflexion session concerning the occupation of the Bamboutos Mountains area matter? YES NO
 If YES, specify it?

2. According to you, what justifies the high rate of occupation of the Bamboutos Mountains during the last 20 years?

- high fertility of the soil
- search for land for settlement
- vast land for grazing of animals

3. What are the profits gained by the communities from the Bamboutos Mountains area?

- crops are being harvested from the area
- animals are being sold after rearing
- wood is gotten from the forest for construction of these

4. The progressive occupation and exploitation of the Bamboutos Mountains by the populations could present any danger/risk in future? YES NO
 If YES, specify it?

- Forest may disappear
- water sheds in the area will dry up leading to lack of water esp. during the dry season
- soil erosion will increase

5. Have you identified bad ways/practices used by the exploiters? YES NO
 If YES, specify it?

- overgrazing
- planting crops along slopes
- planting of eucalyptus trees
- felling down of trees without replantment

6. What are the difficulties faced by the exploiters of the Bamboutos Mountains area?

- lack of enough grazing land,
- lack of water for irrigation during dry season
- Soil is losing its fertility
- poor yield at harvesting

7. What would be your propositions for a good exploitation system of the Bamboutos Mountains area which can be profitable to all and all the time?

- Farmers to be provided with good varieties of seeds for planting
- Graziers to be provided with good varieties of grass
- Farmers to be provided with MFI

8. Which specific roles can be played by the state for the new exploitation system to be a success?

- State should provide farmers with good varieties of seed for crops and grass for cattle
- Create more agric, forestry and veterinary post around the area to sensitize farmers

9. Which specific roles can be played by the communities for the new exploitation system to be a success?

- put themselves in groups ^{so} as to get financial assistance to improve on their farming method.

10. If a consensual exploitation system is put on place by the state and the populations, what could be done to ensure its respect by all the exploiters?

- laws should be put in place which should be strictly followed and defaulters punished

11. Other comments on the actual occupation of Bamboutos Mountains area :

- The planting of eucalyptus trees should be discourage by providing alternative trees.
 - this will cause the soil not to loose much water, increase soil fertility, provide place for construction
- Thanks to think at what will be tomorrow for us and for our children!

The Consultant : Robert NGOUFFO, Tel. 99 99 41 09 / 77 81 05 70, Bafoussam



Implementation of the draft project RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) on «participative development, conservation and restoration of the degraded forestry area of Bamboutos Mountains»



INDIVIDUAL DATA COLLECTION FORM

Names of the questioner: *Acha Ringo*
 Occupation/function: *Council staff*
 Place of residence: *Agong-Bamumbi* Tel. contact: *77405018* Date of response: *20/06/2014*

(Answer to all the questions. You can use the reverse of the paper)

1. Have you already participated to a reflexion session concerning the occupation of the Bamboutos Mountains area matter? YES NO
 If YES, specify it?

2. According to you, what justifies the high rate of occupation of the Bamboutos Mountains during the last 20 years? *The people cultivate with potatoes, rear Cattles, sheeps and goats.*

3. What are the profits gained by the communities from the Bamboutos Mountains area?

*- Their profits are as follows;
 → Crops planted are consumed locally.
 → Sell some of the crops planted.
 → Sale the animals they rear.*

4. The progressive occupation and exploitation of the Bamboutos Mountains by the populations could present any danger/risk in future? YES NO

If YES, specify it? *Continuous cultivation and use of the soil could cause erosion which is a danger
 → Could also destroy the trees on the mountain.*

5. Have you identified bad ways/practices used by the exploiters? YES NO

If YES, specify it? *Cont~~inuous~~ Continuous use of land for farming by using chemicals, insecticides is bad.*

1

6. What are the difficulties faced by the exploiters of the Bamboutos Mountains area?

The difficulties are erosion
 ⇒ Deforestation and without planting new ones.

7. What would be your propositions for a good exploitation system of the Bamboutos Mountains area which can be profitable to all and all the time?

Encourage the population to plant trees.
 Encourage the population to stop killing forest animals along the MT Bamboutos.

8. Which specific roles can be played by the state for the new exploitation system to be a success?

The gov't should provide enough financial assistance to support this project.
 ⇒ Committees should be formed to take care of this project.

9. Which specific roles can be played by the communities for the new exploitation system to be a success?

Local Committees should be formed to manage the project.
 Traditional authorities should be informed.

10. If a consensual exploitation system is put on place by the state and the populations, what could be done to ensure its respect by all the exploiters?

If the population is sensitive or aware of the importance of this project, it could not create problems.

11. Other comments on the actual occupation of Bamboutos Mountains area :

Along the Bamboutos mt area, all village should be sensitized of its importance and encourage the planting of trees and the type to plant.

Thanks to think at what will be tomorrow for us and for our children!

2

The Consultant : Robert NGOUFFO, Tel. 99 99 41 09 / 77 81 05 70, Bafoussam

Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »

FICHE INDIVIDUELLE DE COLLECTE DE DONNEES

Noms et prénoms de l'interlocuteur : TIOSSOK Andre
 Occupation/fonction : DAADER / Mbouda
 Lieu de résidence : Mbouda Contact tél. : 76562523 Date de réponse : 25/06/14

(Répondre à toutes les questions. Vous pouvez utiliser l'espace au verso du papier)

1. Avez-vous déjà participé à une réflexion sur la problématique de l'occupation des Monts Bamboutos ? OUI NON

Si oui, laquelle ?

Une réflexion menée par l'élite Balatchi dès la publication de l'avis au public à ce sujet.

2. Selon vous, qu'est-ce qui justifie le rythme accéléré d'occupation des Monts Bamboutos au cours des 20 dernières années ?

Par ordre d'importance décroissant, on peut citer :
 1- La recherche de la subsistance (par les populations rurales) 2- La pression démographique galopante (en zone rurale) 3- Le Snobisme (les élites extérieures)

3. Quelles sont les formes de profit que les communautés tirent des Monts Bamboutos ?

1- L'amélioration des revenus à travers l'agriculture et l'élevage 2- Source d'eau pour l'Arondissement de Mbouda 3- Site touristique par excellence pour une exploitation future 4- Existence de forêts sacrées 5- Zone de chasse 6- Culture des bois d'œuvre (Eucalyptus)

4. L'occupation et l'exploitation progressives des Monts Bamboutos par les populations pourraient-elles présenter des dangers/risques futurs ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

1- La destruction progressive des "Bambous de Chine" et leur remplacement par les Eucalyptus a renvoyé la nappe phréatique en profondeur d'où assèchement des points d'eau.
 2- La destruction des forêts a contribué au départ des animaux sauvages d'où rareté du gibier.

5. Avez-vous identifié des mauvaises façons de faire de la part des exploitants ?

OUI NON

Si oui, lesquelles

La destruction de la forêt ci-dessus mentionnée et les conséquences déjà citées.

1

6. Quelles sont les principales difficultés auxquelles les exploitants des Monts Bamboutos font face?

1- Inexistence des zones d'élevage et des zones agricoles pré-définies
 2- Inexistence d'une politique de gestion des ressources naturelles existantes.
 3- Occupation anarchique des terres par les producteurs ruraux et les élites.

7. Quelles propositions faites-vous pour un bon système d'exploitation des Monts Bamboutos qui soit profitable à tous et en tout temps ?

L'Etat devrait poser le diagnostic et mettre en place une politique de gestion durable de cette zone.

8. Quels sont les rôles spécifiques que l'Etat pourrait jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

Il doit d'abord avoir marquage des zones où exploitation interdite par les populations locales. Ensuite, l'on doit faire des routes pour désenclaver les zones interdites et mettre en place un dispositif de surveillance : personnel de garde et moyens de locomotion

9. Quels sont les rôles spécifiques que les communautés pourraient jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

Les zones interdites doivent être définies avec le commun accord avec les communautés. Ensuite elles doivent être bornées.

10. Si un système d'exploitation consensuel est mis sur pied par l'Etat et les populations, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que tous les exploitants s'y conforment ?

Un projet de loi devra être approuvé par les députés locaux et déposé à l'assemblée nationale pour vote et adoption. Tous ceux qui ne respecteront pas les termes de cette loi seront punis.

11. Autres commentaires sur l'occupation et l'exploitation actuelles des massifs forestiers des Monts Bamboutos :

Il est tout simplement à souhaiter que la démarche actuelle ne tienne plus compte de la carte qui était annexée à l'avis au public. Que la zone où retenir le soit de manière concertée avec les communautés riveraines.

Merci de penser à ce que demain sera pour nous-mêmes et pour nos enfants !

2

Le Consultant : Robert NGOUFFO, Tél. 99 99 41 09 / 77 81 05 70, Bafoussam

Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »

FICHE INDIVIDUELLE DE COLLECTE DE DONNEES

Noms et prénoms de l'interlocuteur : **KENTSOP KENGNE Poline Judith**
 Occupation/fonction : **CP-A Bameto**
 Lieu de résidence : **BOSTON / Toundou** Contact tél. : **77972171** Date de réponse : **18/06/2014**

(Répondre à toutes les questions. Vous pouvez utiliser l'espace au verso du papier)

1. Avez-vous déjà participé à une réflexion sur la problématique de l'occupation des Monts Bamboutos ? **OUI** **NON**
 Si oui, laquelle ?

2. Selon vous, qu'est-ce qui justifie le rythme accéléré d'occupation des Monts Bamboutos au cours des 20 dernières années ?

- L'explosion démographique,
- Le chômage (taux très élevé)
- la recherche des terres fertiles.

3. Quelles sont les formes de profit que les communautés tirent des Monts Bamboutos ?

- La création des emplois qui diminue l'exode rural et la délinquance juvénile.
- Haut rendement agropastoral qui permet d'améliorer les conditions de vie.
- Intégration nationale: (habitation avec Porros Elivés et autorités agricoles)

4. L'occupation et l'exploitation progressives des Monts Bamboutos par les populations pourraient-elles présenter des dangers/risques futurs ? **OUI** **NON**

Si oui, lesquels ?

- Changement climatique dû au déboisement;
- pollution et diminution des débits des cours d'eau due à une mauvaise gestion pour l'irrigation
- Disparition de certaines essences et espèces (Anacardium)
- Guerre foncière.

5. Avez-vous identifié des mauvaises façons de faire de la part des exploitants ?

OUI **NON**

Si oui, lesquelles

- La déforestation.
- la mauvaise gestion des eaux.
- La non pratique des techniques des conservation et de restauration des sols.

1

6. Quelles sont les principales difficultés auxquelles les exploitants des Monts Bamboutos font face?

- L'accès difficile aux zones exploitables par manque des routes.
- Difficulté sans l'évacuation des produits.
- conflits agropastoraux.
- Relief très accidentés.

7. Quelles propositions faites-vous pour un bon système d'exploitation des Monts Bamboutos qui soit profitable à tous et en tout temps ?

- Délimiter les zones cultivables.
- Bien délimiter les zones de pâturage.
- Instaurer un système de reboisement.
- Créer les postes de collecte.
- Veiller à l'occupation non anarchique.

8. Quels sont les rôles spécifiques que l'Etat pourrait jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

- Créer une commission mixte pour la gestion des ressources des monts Bamboutos.
- organiser régulièrement les réunions de sensibilisation, d'information et de formation.
- Appui aux reboisement, à la création et entretiens des pistes.

9. Quels sont les rôles spécifiques que les communautés pourraient jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

- Les communautés doivent: respecter les choses définies par l'Etat.
- Elles doivent se mobiliser pour la gestion durable de leur environnement qui est plus à leurs que pour l'Etat.

10. Si un système d'exploitation consensuel est mis sur pied par l'Etat et les populations, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que tous les exploitants s'y conforment ?

- La commission de gestion ne doit pas être corrompue et respecter scrupuleusement les instructions issues du consensus sous peine de sanctions qui seront préalablement définies.

11. Autres commentaires sur l'occupation et l'exploitation actuelles des massifs forestiers des Monts Bamboutos :

Les exploitants des massifs forestiers des Monts Bamboutos doivent comprendre que cet espace est vital pour tout un département et autant plus que tout les cours d'eau prennent sources au mont et l'eau c'est la vie. Envoyez l'eau en val 2-V-12

Merci de penser à ce que demain sera pour nous-mêmes et pour nos enfants !

CPA Balépo.



Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »



FICHE INDIVIDUELLE DE COLLECTE DE DONNEES

Noms et prénoms de l'interlocuteur : *TCHIBIEP Jean-Claude*
 Occupation/fonction : *CPA de Balépo*
 Lieu de résidence : *Nboula* Contact tél. : *99666875* Date de réponse : *19/06/2014*

(Répondre à toutes les questions. Vous pouvez utiliser l'espace au verso du papier)

1. Avez-vous déjà participé à une réflexion sur la problématique de l'occupation des Monts Bamboutos ? OUI NON

Si oui, laquelle ?

Reunion de lancement de l'Avant Projet tenue à Bafoussam le 30/04/2014

2. Selon vous, qu'est-ce qui justifie le rythme accéléré d'occupation des Monts Bamboutos au cours des 20 dernières années ?

- *chiffre de la population sans cesse croissante*
- *Le manque d'emploi dans les villes.*

3. Quelles sont les formes de profit que les communautés tirent des Monts Bamboutos ?

- *Mise en location des parcelles par les premiers occupants.*
- *La marge brute que les exploitants dégagent de leurs activités.*
- *Le revenu des transporteurs ou porteurs.*

4. L'occupation et l'exploitation progressives des Monts Bamboutos par les populations pourraient-elles présenter des dangers/risques futurs ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

- *Déssèchement de la nappe phréatique*
- *accroissement du conflit agropastoral*

5. Avez-vous identifié des mauvaises façons de faire de la part des exploitants ?

OUI NON

Si oui, lesquelles

- *surforestation des massifs forestiers protégeant les sources d'eau.*
- *mise en place des essences telle que l'eucalyptus.*

6. Quelles sont les principales difficultés auxquelles les exploitants des Monts Bamboutos font face?

- Conflit agropastoral.
- Lessivage des pentes.
- manque d'infrastructure routière
- Coût élevé du transport

7. Quelles propositions faites-vous pour un bon système d'exploitation des Monts Bamboutos qui soit profitable à tous et en tout temps ?

- Sensibilisation des populations.
- Délimitation des espaces.
- aménagement des bas-fonds.
- Création et aménagement des routes.

8. Quels sont les rôles spécifiques que l'Etat pourrait jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

- Financement
- mise sur pied d'un Comité de surveillance
- Prendre en compte les préoccupations de la communauté.

9. Quels sont les rôles spécifiques que les communautés pourraient jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès?

- Se conformer à la réglementation mise en place.

10. Si un système d'exploitation consensuel est mis sur pied par l'Etat et les populations, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que tous les exploitants s'y conforment ?

- Sensibiliser la Population.
- mettre sur pied un comité de contrôle
- Punir les hors la loi.

11. Autres commentaires sur l'occupation et l'exploitation actuelles des massifs forestiers des Monts Bamboutos :

R A S

Merci de penser à ce que demain sera pour nous-mêmes et pour nos enfants !

2

Le Consultant : Robert NGOUFFO, Tél. 99 99 41 09 / 77 81 05 70, Bafoussam

DAA BER



Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »



FICHE INDIVIDUELLE DE COLLECTE DE DONNEES

Noms et prénoms de l'interlocuteur : **NGUETSA CHRISTOPHE**
 Occupation/fonction : **Délégué d'arrondissement du MINADER / BARABJOU**
 Lieu de résidence : **MBOUDA** Contact tél. : **76457510 / 93617571** Date de réponse : **16/06/2014**

(Répondre à toutes les questions. Vous pouvez utiliser l'espace au verso du papier)

- Avez-vous déjà participé à une réflexion sur la problématique de l'occupation des Monts Bamboutos ? OUI NON
 Si oui, laquelle ?
 Réunion de lancement de l'avant projet tenue à Bafoussam le 30-04-2014
- Selon vous, qu'est-ce qui justifie le rythme accéléré d'occupation des Monts Bamboutos au cours des 20 dernières années ?

 - Croissance démographique galopante
 - Recherche des terres fertiles par les populations
 - Recherche des terres irrigables avec les sources d'eau permanentes des Monts
 - Recherche d'emploi par les désœuvrés de la ville
 - climat favorable aux cultures de rente
 - Forte demande des vivres par les riverains et pays voisins.
- Quelles sont les formes de profit que les communautés tirent des Monts Bamboutos ?

 - Bénéfices sur la vente des produits Agropastoraux
 - salaires versés aux populations à titre de main d'œuvre
 - le Revenu des transporteurs et manutentionnaires
 - des Revenus issus de la location des terres par les pionniers
- L'occupation et l'exploitation progressives des Monts Bamboutos par les populations pourraient-elles présenter des dangers/risques futurs ? OUI NON
 Si oui, lesquels ?

 - Changements climatiques (sécheresse)
 - Désèchement de la nappe phréatique
 - pollution de la nappe et cours d'eau ayant pour bassin versant les flancs des Monts Bamboutos
 - Augmentation de la fréquence des conflits Agropastoraux
 - Dégradation de la biodiversité
- Avez-vous identifié des mauvaises façons de faire de la part des exploitants ? OUI NON
 Si oui, lesquelles

 - Déforestation des forêts de galerie
 - pratique du feu de brousse pour défricher la végétation
 - plantation des eucalyptus, plantes hydrophiles
 - consommation abusive d'eau pour irrigation
 - utilisation abusive des pesticides

6. Quelles sont les principales difficultés auxquelles les exploitants des Monts Bamboutos font face?

- Manque d'infrastructures routières, ce qui augmente les coûts de production (transport d'intrants et produit)
- Conflits Agro-pastoraux
- Transhumance des troupeaux en saison sèche
- Tarissement de certains cours d'eau.

7. Quelles propositions faites-vous pour un bon système d'exploitation des Monts Bamboutos qui soit profitable à tous et en tout temps ?

- gestion intégrée des ressources en eau
- Reboisement des zones à relief accidenté
- Délimitation de la zone d'élevage et d'agriculture
- destruction des espèces hydrophiles
- création et aménagement des routes et pistes de collecte

8. Quels sont les rôles spécifiques que l'Etat pourrait jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

- L'Etat étant le détenteur du domaine national doit interdire l'immatriculation des terrains aux monts
- il doit financer pour le reboisement ou la restauration des massifs forestiers dégradés
- il doit avant tout faire un diagnostic participatif et prendre en compte les préoccupations de toutes les parties prenantes
- il doit mettre sur pied une commission de gestion des monts Bamboutos

9. Quels sont les rôles spécifiques que les communautés pourraient jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès?

- les communautés doivent se conformer à la réglementation mise en place par l'Etat
- elles doivent donner aux consultants les informations fiables
- elles doivent dénoncer tous les auteurs de la dégradation de la réserve forestière.

10. Si un système d'exploitation consensuel est mis sur pied par l'Etat et les populations, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que tous les exploitants s'y conforment ?

- Sensibilisation de la population cible
- prévoir les pénalités et amendes pour les infractions
- Mettre sur pied un comité local de gestion et de contrôle
- intégrer les chefs des villages concernés dans la commission

11. Autres commentaires sur l'occupation et l'exploitation actuelles des massifs forestiers des Monts Bamboutos :

Les massifs forestiers des monts Bamboutos sont exploités par ^{plusieurs} départements, voire même régions et la gestion durable ne peut avoir de succès que si toutes ces couches sont intégrées dans le projet.

Merci de penser à ce que demain sera pour nous-mêmes et pour nos enfants !

2

Le Consultant : Robert NGOUFFO. Tél. 99 99 41 09 / 77 81 05 70. Bafoussam

Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11 Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »

FICHE INDIVIDUELLE DE COLLECTE DE DONNEES

Noms et prénoms de l'interlocuteur : **KEMLOUNG FELIX**
 Occupation/fonction : **chef de poste agricole Bamelo**
 Lieu de résidence : **mBouda** Contact tél. : **75-77-50-28** Date de réponse : **9-06-2014**

(Répondre à toutes les questions. Vous pouvez utiliser l'espace au verso du papier)

1. Avez-vous déjà participé à une réflexion sur la problématique de l'occupation des Monts Bamboutos ? OUI ~~NON~~

Si oui, laquelle ?

L'atelier de l'ancrage des activités de l'avant projet RED-PPD intitulé développement participatif tenu du 05-04-2014 dans les services du gouverneur à Bafoussam

2. Selon vous, qu'est-ce qui justifie le rythme accéléré d'occupation des Monts Bamboutos au cours des 20 dernières années ?

*- Fertilité des sols
 - L'eau presque partout sur les flancs du mont facilitant l'agriculture irrigable par gravitation en toute saison
 - Le pendement élevé de la pente de terre et autres cultures maraichères, des grandes espè.*

3. Quelles sont les formes de profit que les communautés tirent des Monts Bamboutos ?

*cultivable.
 - Avant d'être une zone agricole de référence, c'est aussi une zone de pâturage, les bovins y élèvent les bœufs, moutons, où ils tirent leur part de richesse.
 - Les agriculteurs avec les produits vendus venant des Monts Bamboutos envoient régulièrement leur enfants à l'école, se construisent, se soignent, bref contribuent à l'économie locale.*

4. L'occupation et l'exploitation progressives des Monts Bamboutos par les populations pourraient-elles présenter des dangers/risques futurs ? OUI ~~NON~~

Si oui, lesquels ?

*- Dégradation excessive des sols à cause de l'utilisation abusive
 - Diminution des nappes d'eau au pied du Mont Bamboutos à cause de la compression des forêts existante par les communautés exploitantes
 - Erosion massive due à l'absence de la bonne terre dans les bas fonds entraînant parfois l'assèchement des sols*

5. Avez-vous identifié des mauvaises façons de faire de la part des exploitants ?

OUI ~~NON~~

Si oui, lesquelles

*- La non protection des points d'eau au pied des Monts Bamboutos par les arbres
 - L'éclaircie qui appauvrit d'avantage les sols
 - Le fait de cultiver en pente sans coupe de niveau permettant le ruissellement de la bonne terre par le ruissilage.*

6. Quelles sont les principales difficultés auxquelles les exploitants des Monts Bamboutos font face?

- l'accès au monts bamboutos est difficile car les routes ne sont pas entretenues
- les conflits agropastoraux
- l'absence des marchés frontaliers permettant aux exploitants de vendre sur place une fois sorti de leur champ aux grossistes venant de loin.

7. Quelles propositions faites-vous pour un bon système d'exploitation des Monts Bamboutos qui soit profitable à tous et en tout temps?

- La communauté souhaite que l'état leur aide à entretenir régulièrement chaque année les routes allant aux monts, créer même d'autres routes dans toutes les zones d'exploitations.
- La communauté souhaite que l'état crée et construit des marchés frontaliers au niveau de ces zones de mont, ce qui permettra aux étrangers de venir en tourisme et surtout pour payer leur taxes et l'état tirera profit.

8. Quelles sont les conditions que l'état pourrait jouer pour que ce système d'exploitation soit un succès?

- L'état doit faire un effort de répondre aux doléances de la communauté exploitant les monts puisque l'état gagnera aussi par les touristes qui seront plus à l'accéder facilement au pied du mont.
- L'état doit jouer un rôle d'éducateur, de guide d'arbres à cette communauté qui ignore le bien-fondé du reboisement qui contribue plutôt à la pollution des sols.

9. Quels sont les rôles spécifiques que les communautés pourraient jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès?

- Les communautés doivent savoir que les arbres qui seront plantés dans les zones que beaucoup exploitent leur permettront plutôt d'éviter à long terme le dessèchement des eaux aux pieds des monts Bamboutos pour ce fait chacun fera un effort d'entretenir et de préserver les arbres qui seront plantés.

10. Si un système d'exploitation consensuel est mis sur pied par l'état et les populations, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que tous les exploitants s'y conforment?

- L'éducation de la population sur le bien-fondé du reboisement d'une partie des monts bamboutos.
- La sensibilisation régulière de la communauté exploitant les monts Bamboutos sur le fait que l'état va mettre d'énormes moyens pour planter les arbres sur le massif forestier des monts Bamboutos.

11. Autres commentaires sur l'occupation et l'exploitation actuelles des massifs forestiers des Monts Bamboutos :

Avec les changements climatique qu'on observe depuis quelques années nous constatons que la coupe abusive des arbres y est un des facteurs liés à ce phénomène. De ce fait nous voyons que la conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts bamboutos ne peut venir que du reboisement qui sera bientôt
Merci de penser à ce que demain sera pour nous-mêmes et pour nos enfants ! mmo ma pied 2

Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »

FICHE INDIVIDUELLE DE COLLECTE DE DONNEES

Noms et prénoms de l'interlocuteur : **FLOUJO Benoit**
 Occupation/fonction : **chef de poste Agricole de Fuido**
 Lieu de résidence : **Bamessingue** Contact tél. : **77346908** Date de réponse : **11/06/2014**

(Répondre à toutes les questions. Vous pouvez utiliser l'espace au verso du papier)

1. Avez-vous déjà participé à une réflexion sur la problématique de l'occupation des Monts Bamboutos ? OUI ~~NON~~

Si oui, laquelle ? **au lancement des activités de l'Avant-projet RED-PPD 050/11 Rev. 1 (F) le 16 Avril 2014 à Befoussam**

2. Selon vous, qu'est-ce qui justifie le rythme accéléré d'occupation des Monts Bamboutos au cours des 20 dernières années ?

- absence d'emploi pour les Jeunes
- l'accroissement rapide de la population
- la richesse du sol
- recherche de gros profit à travers la création de grandes exploitations

3. Quelles sont les formes de profit que les communautés tirent des Monts Bamboutos ?

- Lien de rattachement de la communauté en eau car beaucoup de cours d'eau prennent leur sources là-bas.
- obtention des produits agricoles à moindre coût à cause de la richesse naturelle du sol
- accès facile à la viande de bœuf car la zone est propice à l'élevage bovin

4. L'occupation et l'exploitation progressives des Monts Bamboutos par les populations pourraient-elles présenter des dangers/risques futurs ? OUI ~~NON~~

Si oui, lesquels ?

- disparition de certaines essences rares et des animaux sauvages
- disparition des cours d'eau qui occasionne la sécheresse et l'avancée du désert.

5. Avez-vous identifié des mauvaises façons de faire de la part des exploitants ?

OUI ~~NON~~

Si oui, lesquelles

- destruction anarchique des forêts pour l'agriculture
- l'utilisation non contrôlée des cours d'eau pour irriguer les cultures sur en saison sèche.
- la jachère est peu pratiquée.
- absence de la notion du reboisement.

6. Quelles sont les principales difficultés auxquelles les exploitants des Monts Bamboutos font face?

- difficulté d'accès dans les exploitations
- relief accidenté
- coût de transport trop élevé
- construction de barrage pour empêcher les bœufs d'entrer dans les exploitations

7. Quelles propositions faites-vous pour un bon système d'exploitation des Monts Bamboutos qui soit profitable à tous et en tout temps ?

- Limitation zone d'Agriculture (que les populations restent dans leur positions actuelles sans progresser encore)
- éviter de détruire les arbres situés le long des cours d'eau
- Pratiquer la jachère
- disséminer quelques arbres dans les exploitations

8. Quels sont les rôles spécifiques que l'Etat pourrait jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

- organiser des rencontres de sensibilisations et de dialogue avec les populations concernées.
- Elaborer et diffuser le texte relatif à la délimitation de la zone d'agriculture en tenant compte la préoccupation des populations lors des différentes rencontres.

9. Quels sont les rôles spécifiques que les communautés pourraient jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès?

- Participer massivement et activement à des différentes rencontres organisées par l'Etat.
- Respecter les engagements pris lors des rencontres.

10. Si un système d'exploitation consensuel est mis sur pied par l'Etat et les populations, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que tous les exploitants s'y conforment ?

- faire une large diffusion des décisions prises de manière consensuelle (chefs du village - chef de quartier, chef de bloc, représentant de jeunes. ---)
- Prevoir de manière claire des sanctions prévues pour tout dérapage.

11. Autres commentaires sur l'occupation et l'exploitation actuelles des massifs forestiers des Monts Bamboutos :

Merci de penser à ce que demain sera pour nous-mêmes et pour nos enfants !

2

Le Consultant : Robert NGOUFFO, Tél. 99 99 41 09 / 77 81 05 70, Bafoussam

Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »

FICHE INDIVIDUELLE DE COLLECTE DE DONNEES

Noms et prénoms de l'interlocuteur : **FEKENG Félix**
 Occupation/fonction : **agriculteur**
 Lieu de résidence : **MEKOU** Contact tél. : **77835511** Date de réponse :

(Répondre à toutes les questions. Vous pouvez utiliser l'espace au verso du papier)

- Avez-vous déjà participé à une réflexion sur la problématique de l'occupation des Monts Bamboutos ? OUI NON
 Si oui, laquelle ?
Surveillance et protection des sources d'eau sur les monts Btos (AJD-1995) - Débat sur la "Réserve Ecologique"
- Selon vous, qu'est-ce qui justifie le rythme accéléré d'occupation des Monts Bamboutos au cours des 20 dernières années ?
La croissance démographique, la famine, la restriction des terres agricoles locales par la culture (CTE) - La convoitise de l'élite (nouveaux riches), surtout la mise des terres victimes de la culture dite de Djittsa mais implantée dans Bamkeing-Mekou
- Quelles sont les formes de profit que les communautés tirent des Monts Bamboutos ?
La survie alimentaire, le commerce d'exportation des rimes, la coupe foncière des riches, les emplois pour jeunes et la mélioration des revenus des familles.
- L'occupation et l'exploitation progressives des Monts Bamboutos par les populations pourraient-elles présenter des dangers/risques futurs ? OUI NON
 Si oui, lesquels ?
Risque environnemental, disparition de la faune et de la flore local, les dégradations culturelles, la perte du bassin hydrologique de la Mji-Sai (assèchement des eaux)
- Avez-vous identifié des mauvaises façons de faire de la part des exploitants ?
 OUI NON
 Si oui, lesquelles
La gourmandise foncière élitiste, la manipulation de l'autorité pour des appropriations foncières illégales, le non renouvellement de la flore, le mode culturel sur brûlis.

6. Quelles sont les principales difficultés auxquelles les exploitants des Monts Bamboutos font face?

- La non prise en considération des acteurs directs de tout les populations - L'enrichissement des élites camerounaises et l'expropriation; les titres fonciers complaisants et la corruption, le mauvais accès à la zone (entassement routier)

7. Quelles propositions faites-vous pour un bon système d'exploitation des Monts Bamboutos qui soit profitable à tous et en tout temps ?

- Investissement profond de l'Etat pour les financements des projets
- Mise en place d'un fond spécifique de régénération de la flore
- Choix d'un flore à usage biomédical occupée
- Se baser sur l'autorité locale et la connaissance pour l'organisation d'une gestion efficace de la zone - inclure les sociétés civiles de ceans.

8. Quels sont les rôles spécifiques que l'Etat pourrait jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

- Rationaliser la gestion en impliquant directement les populations
- Financement des projets
- Retirer tous les titres fonciers complaisants
- Passer les populations pour l'ordre public et la paix.

9. Quels sont les rôles spécifiques que les communautés pourraient jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

- Mise place des projets
- Suivre les directives consensuelles
- mieux s'organiser pour simplifier
- Reduire les lettres internes de positionnement internes

10. Si un système d'exploitation consensuel est mis sur pied par l'Etat et les populations, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que tous les exploitants s'y conforment ?

Il faut que l'Etat réduise la corruption affublée des agents et autorités publics et indemnise les victimes agricoles
- Réduire les frustrations des populations locales et impliquer la société civile établie en valorisant l'action de cette composante-ci.

11. Autres commentaires sur l'occupation et l'exploitation actuelles des massifs forestiers des Monts Bamboutos :

C'est la conséquence principale la non sérieux de l'Etat dans les expropriations viciées et dévotés des populations locales qui y perd toute l'espoir de survie vicieuse, l'indignation des élites nouveaux riches en ^{est} un grave danger.
- Le répris des traditions locales imposera y créer de la violence pérenne.
Merci de penser à ce que demain sera pour nous-mêmes et pour nos enfants !

2

En effet, les versants des monts Bamboutos sont une zone d'une richesse immense. Bien avant le traité de Versailles de 1919, les Allemands l'avaient contesté et y ont lancé leur stévolu.

La réserve frontalière protégée y a subit les conséquences de cet intéressement excessif.

La théiculture y a frustré de nombreuses familles qui en perdant leurs terres nourricières dans le village Bamkekimp, n'ont trouvé leur survie que dans cette forêt depuis les années 1980. Leur encrage est si fort qu'une action brusque n'y sera qu'une violence déclarée. Il n'y a pas une forte sensibilité à une initiative compromettante de cet encrage.

Le développement économique dans la sous-région d'Afrique centrale avec les exportateurs méditerranéens, liés à la Commerce l'abolition des cultures (pommes de terre, choux, carottes etc...) a accru la concurrence et l'élite s'en est affolée et renforcé la pression exploitante. L'eau dans la région en a subit les coups. La frustration liée à la répartition de rôle traditionnelle après effet de la théiculture est une préoccupation avec l'émergence des nouveaux pouvoirs parfois de Comptoirs et sources de corruption.

Les efforts de restauration de la Société civile agrarienne du milieu sont à saluer et à considérer. N'état se soit de bien décider pour la réussite de tout projet important!

Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »

FICHE INDIVIDUELLE DE COLLECTE DE DONNEES

Noms et prénoms de l'interlocuteur : MAFFO Rosalie
 Occupation/fonction : CPCFC de Baladjou
 Lieu de résidence : Toumaka Contact tél. : 75 14 51 85 Date de réponse : 8/06/2014

(Répondre à toutes les questions. Vous pouvez utiliser l'espace au verso du papier)

1. Avez-vous déjà participé à une réflexion sur la problématique de l'occupation des Monts Bamboutos ? OUI NON

Si oui, laquelle ?

- à la salle St^e Thérèse
- mairie

2. Selon vous, qu'est-ce qui justifie le rythme accéléré d'occupation des Monts Bamboutos au cours des 20 dernières années ?

- l'accroissement démographique ; la pauvreté de + en + grandissante
besoin de s'alimenter et se faire un peu d'argent

3. Quelles sont les formes de profit que les communautés tirent des Monts Bamboutos ?

- besoins alimentaires, financiers, moyens de survie

4. L'occupation et l'exploitation progressives des Monts Bamboutos par les populations pourraient-elles présenter des dangers/risques futurs ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

- exposition de la couche d'ozone et des sources d'eau
d'eau sécheresse de + en + rude, même dans le monde ↔ la
vie ~~est~~ difficile des personnes, d'animal.

5. Avez-vous identifié des mauvaises façons de faire de la part des exploitants ?

OUI NON

Si oui, lesquelles

- Travailler les sources d'eau, ^(exposer) supprimer des sources d'énergie
vitale, couper les arbres sans remplacer, pas d'eau
pour les animaux ; Feu de brousse incontrôlés, suppression de
la pharmacopée, érosions, éboulement, ~~et~~ sources de protéine animal
supprimées

6. Quelles sont les principales difficultés auxquelles les exploitants des Monts Bamboutos font face?

- conflits agro - pastoraliers
- pas de routes.

7. Quelles propositions faites-vous pour un bon système d'exploitation des Monts Bamboutos qui soit profitable à tous et en tout temps ?

- Reboiser le massif avec la participation de tous + contrôle
- Délimiter la zone de pâturage agricoles et celles à reboiser.
- Responsabiliser les pers. qui cultivent déjà dans la zone à reboiser en leur confiant un certain nombre de plants, primer les meilleurs parcelles dans un temps bien défini sensibiliser la pop pour de coupes réfléchies.

8. Quels sont les rôles spécifiques que l'Etat pourrait jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

- Coordinateur de toutes les activités autour du Monts en fournissant tous ce qu'il faut pour le suivi après plantation.
- redistribuer les terres pour que chaque ait un minimum vital

9. Quels sont les rôles spécifiques que les communautés pourraient jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès?

- Veillez sur les plants

10. Si un système d'exploitation consensuel est mis sur pied par l'Etat et les populations, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que tous les exploitants s'y conforment ?

Mettre sur pied un système de contrôle permanent sur le terrain et être prêt à punir ceux qui ne se conforment pas. Autrement dit répartir les zones reboiser en blocs à 10 pers. avec un chef; le tous coord. par le poste forestier en étroite collaboration avec les Forces de maintiens de l'ordre les chefs de quartier.

11. Autres commentaires sur l'occupation et l'exploitation actuelles des massifs forestiers des Monts Bamboutos :

Prendre au sérieux les résolutions, faciliter la communication aux responsables choisis, être prompts dans les réactions. On pourra aussi confier à chaque quartier un bloc assorti de son nom et que l'entretien lui revienne

Merci de penser à ce que demain sera pour nous-mêmes et pour nos enfants !

2

Le Consultant : Robert NGOUFFO, Tél. 99 99 41 09 / 77 81 05 70, Bafoussam

Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »

FICHE INDIVIDUELLE DE COLLECTE DE DONNEES

Noms et prénoms de l'interlocuteur : MBoudjiko Louise
 Occupation/fonction : Conseillère
 Lieu de résidence : Babadjou Baw Fido Contact tél. : 7796738 Date de réponse : 23-06-2014

(Répondre à toutes les questions. Vous pouvez utiliser l'espace au verso du papier)

1. Avez-vous déjà participé à une réflexion sur la problématique de l'occupation des Monts Bamboutos ? OUI NON

Si oui, laquelle ?

Oui. Celle de la sainte Marthe
 Mission Catholique de Babadjou

2. Selon vous, qu'est-ce qui justifie le rythme accéléré d'occupation des Monts Bamboutos au cours des 20 dernières années ?

Chômage et trouve' de quoi vivre
 et la poussée de monogamie

3. Quelles sont les formes de profit que les communautés tirent des Monts Bamboutos ?

- ils font dans l'Agriculture. (pommes de terre, carotte, poireau, Faro, choux, maïs etc...)
 et ça fait ^{nos} pas sorti dans la pauvreté
 - Elevage: vaches, porcs

4. L'occupation et l'exploitation progressives des Monts Bamboutos par les populations pourraient-elles présenter des dangers/risques futurs ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

Oui. Eucalyptus plante' par nous même et qui absorbe beaucoup d'eau, mauvais état de route, fragmentation de l'écosystème

5. Avez-vous identifié des mauvaises façons de faire de la part des exploitants ?

OUI NON

Si oui, lesquelles

Oui. (Eucalyptus Destruction des parcs)

1

6. Quelles sont les principales difficultés auxquelles les exploitants des Monts Bamboutos font face?
- Destruction de nos culture par les bœufs
mauvaise état des routes
coûts élevé des intrants agricoles
7. Quelles propositions faites-vous pour un bon système d'exploitation des Monts Bamboutos qui soit profitable à tous et en tout temps ?
- Une harmonisation entre agriculteur et éleveur, destruction des eucalyptus
Amélioration des infrastructures routières
la baisse des prix des intrants agricoles
planter les arbres au tour des champs
8. Quels sont les rôles spécifiques que l'Etat pourrait jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?
- Son rôle de bailleur des fonds
 - Faire des séminaire pour l'éducation
9. Quels sont les rôles spécifiques que les communautés pourraient jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès?
- Respect de la réglementation en vigueur
Création des Cdc
10. Si un système d'exploitation consensuel est mis sur pied par l'Etat et les populations, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que tous les exploitants s'y conforment ?
- Le Respect des règles
11. Autres commentaires sur l'occupation et l'exploitation actuelles des massifs forestiers des Monts Bamboutos :
- Dynamisation l'économie rurale
 - Augmentation du train de vie des paysans
 - Disparition partielle de la délinquance juvénile

Merci de penser à ce que demain sera pour nous-mêmes et pour nos enfants !

2

Le Consultant : Robert NGOUFFO. Tél. 99 99 41 09 / 77 81 05 70. Bafoussam

Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »

FICHE INDIVIDUELLE DE COLLECTE DE DONNEES

Noms et prénoms de l'interlocuteur : **BOURA LAOLISSAM**
 Occupation/fonction : **délegué d'Arrondissement de l'Elevage de Babadja**
 Lieu de résidence : **Babadja** Contact tél. : **99345899** Date de réponse : **10/06/2014**

(Répondre à toutes les questions. Vous pouvez utiliser l'espace au verso du papier)

1. Avez-vous déjà participé à une réflexion sur la problématique de l'occupation des Monts Bamboutos ? OUI NON

Si oui, laquelle ?

Oui, Une descente effectuée sur le terrain, au pied des Monts Bamboutos, avec le sous-préfet.

2. Selon vous, qu'est-ce qui justifie le rythme accéléré d'occupation des Monts Bamboutos au cours des 20 dernières années ?

Cela se justifie d'abord par une grande poussée démographique. Et surtout, les jardiniers ont pris connaissance de la fertilité des bas-fonds.

3. Quelles sont les formes de profit que les communautés tirent des Monts Bamboutos ?

- la pratique des cultures maraîchères,
 - la communauté bororo en profite avec l'élevage du gros bétail et le petit élevage
 - le captage de l'eau pour ravitailler la population

4. L'occupation et l'exploitation progressives des Monts Bamboutos par les populations pourraient-elles présenter des dangers/risques futurs ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

Oui, le risque de la dégradation de la faune et de la flore,

5. Avez-vous identifié des mauvaises façons de faire de la part des exploitants ?

OUI NON

Si oui, lesquelles

- la déforestation
 - l'utilisation abusive des pesticides qui sont nocifs pour la population et les animaux.

6. Quelles sont les principales difficultés auxquelles les exploitants des Monts Bamboutos font face?

les conflits agro pastoraux, l'inaccessibilité de certaines vallées

7. Quelles propositions faites-vous pour un bon système d'exploitation des Monts Bamboutos qui soit profitable à tous et en tout temps ?

Eviter l'occupation illégitime des parcelles
Planter des arbres appropriés pour garder l'écosystème, éviter la plantation des eucalyptus qui endommagent la nappe phréatique

8. Quels sont les rôles spécifiques que l'Etat pourrait jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

l'Etat doit jouer le rôle de délimitation en mettant les bornes durables, faire sortir des textes y afférents

9. Quels sont les rôles spécifiques que les communautés pourraient jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

le respect des délimitations faites par l'Etat, protéger les arbres plantés par l'Etat pour sauvegarder l'environnement.

10. Si un système d'exploitation consensuel est mis sur pied par l'Etat et les populations, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que tous les exploitants s'y conforment ?

- Respecter les textes appliqués par l'Etat
- l'entente invariable de deux parties -

11. Autres commentaires sur l'occupation et l'exploitation actuelles des massifs forestiers des Monts Bamboutos :

les Monts Bamboutos sont une chaîne montagneuse qui regorge tant de richesses que toute la population du Département des Bamboutos en profite.

Merci de penser à ce que demain sera pour nous-mêmes et pour nos enfants !

2

Le Consultant : Robert NGOUFFO. Tél. 99 99 41 09 / 77 81 05 70. Bafoussam

Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »

FICHE INDIVIDUELLE DE COLLECTE DE DONNEES

Noms et prénoms de l'interlocuteur : *Langey Dany Njoroge*
 Occupation/fonction : *Administrateur Civil*
 Lieu de résidence : *MENOUA* Contact tél. : *33065349* Date de réponse : *24 JUIN 2014*

(Répondre à toutes les questions. Vous pouvez utiliser l'espace au verso du papier)

1. Avez-vous déjà participé à une réflexion sur la problématique de l'occupation des Monts Bamboutos ? OUI NON

Si oui, laquelle ?

2. Selon vous, qu'est-ce qui justifie le rythme accéléré d'occupation des Monts Bamboutos au cours des 20 dernières années ?

- Augmentation de la population
- Terres fertiles, propice pour agriculture et élevage.

3. Quelles sont les formes de profit que les communautés tirent des Monts Bamboutos ?

- Agriculture / Elevage
- Bois de chauffe
- Eau potable des montagnes.

4. L'occupation et l'exploitation progressives des Monts Bamboutos par les populations pourraient-elles présenter des dangers/risques futurs ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

- Déforestation
- Disparition des Com d'eau
- Conflits Agriculture / Elevage

5. Avez-vous identifié des mauvaises façons de faire de la part des exploitants ?

OUI NON

Si oui, lesquelles

- Utilisation excessive des engrais et produits chimiques
- Utilisation abusive des sources d'eau / forêts / terres

6. Quelles sont les principales difficultés auxquelles les exploitants des Monts Bamboutos font face?

- Problème de routes (accessibilité)
- Sécurisation des espaces / terres (procédure)
- Conflits entre villages / communautés etc.

7. Quelles propositions faites-vous pour un bon système d'exploitation des Monts Bamboutos qui soit profitable à tous et en tout temps ?

- Implémentation d'un grand projet (intercommunal) de gestion des monts Bamboutos.

8. Quels sont les rôles spécifiques que l'Etat pourrait jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

- Etablissement / Mise sur pied d'un système d'exploitation harmonisé / suivi et rationnel

9. Quels sont les rôles spécifiques que les communautés pourraient jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

- Organisation des exploitants en coopératives pour un meilleur suivi / encadrement et facilitation de l'obtention des crédits

10. Si un système d'exploitation consensuel est mis sur pied par l'Etat et les populations, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que tous les exploitants s'y conforment ?

- Comité interface (création) et des cahiers de charges plus un suivi régulier et constant

11. Autres commentaires sur l'occupation et l'exploitation actuelles des massifs forestiers des Monts Bamboutos :

Le problème de l'occupation et l'exploitation des massifs forestiers des Bamboutos est très urgent et important particulièrement dans le contexte actuel. Une attention particulière doit être accordée à ce sujet.

Merci de penser à ce que demain sera pour nous-mêmes et pour nos enfants !



Le Consultant : Robert NGOUFFO. Tél. 99 99 41 09 / 77 81 05 20, Bamoussam



Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »



FICHE INDIVIDUELLE DE COLLECTE DE DONNEES

Noms et prénoms de l'interlocuteur : Tchinda (NDjicklong)
 Occupation/fonction : chef Bamelo
 Lieu de résidence : Bamelo Contact tél. : 76342234 Date de réponse :

(Répondre à toutes les questions. Vous pouvez utiliser l'espace au verso du papier)

1. Avez-vous déjà participé à une réflexion sur la problématique de l'occupation des Monts Bamboutos ? OUI NON

Si oui, laquelle ? Celle du 30 Avril 2014 à Bafoussam.

2. Selon vous, qu'est-ce qui justifie le rythme accéléré d'occupation des Monts Bamboutos au cours des 20 dernières années ?

3. Quelles sont les formes de profit que les communautés tirent des Monts Bamboutos ?

B) elles mangent à leur faim • elles bénéficient la bénédiction du mont Bamboutos. elles y font l'élevage des boeufs et des moutons et caprins. et protège notre nappe d'eau etc...
 les bambous de diang. Nos lieux sacrés.

4. L'occupation et l'exploitation progressives des Monts Bamboutos par les populations pourraient-elles présenter des dangers/risques futurs ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

IV la sécheresse. la dégradation de l'environnement

5. Avez-vous identifié des mauvaises façons de faire de la part des exploitants ?

OUI NON

Si oui, lesquelles

V la destruction de forêts. le feu de brousse.

1

6. Quelles sont les principales difficultés auxquelles les exploitants des Monts Bamboutos font face?

VI les agriculteurs ont du mal avec les bœufs des éleveurs et ceux ~~autres~~ ont aussi du mal avec les agriculteurs.

7. Quelles propositions faites-vous pour un bon système d'exploitation des Monts Bamboutos qui soit profitable à tous et en tout temps?

7) mettre un système de surveillance des monts bamboutos

8. Quels sont les rôles spécifiques que l'Etat pourrait jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès?

VIII l'état pourrait nous fixer ou tracer ou délimiter une zone d'exploitation consensuelle avec les populations et y veiller jalousement.

9. Quels sont les rôles spécifiques que les communautés pourraient jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès?

9) les communautés pourraient respecter toutes les lignes tracées par l'état et les populations.

10. Si un système d'exploitation consensuel est mis sur pied par l'Etat et les populations, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que tous les exploitants s'y conforment?

10) pour que tous les exploitants s'y conforment. l'état pourrait réprimer tous contrevenants (sans exception). Donc il doit utiliser le bâton.

11. Autres commentaires sur l'occupation et l'exploitation actuelles des massifs forestiers des Monts Bamboutos :

11 / les communautés occupent et exploitent jus qu'au domicile d'un éleveur Bororo. (ce qui n'est pas bien).

Merci de penser à ce que demain sera pour nous-mêmes et pour nos enfants !

2

Le Consultant : Robert NGOUFFO. Tél. 99 99 41 09 / 77 81 05 70. Bafoussam

Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »

FICHE INDIVIDUELLE DE COLLECTE DE DONNEES

Noms et prénoms de l'interlocuteur :

TAKA Thomas président

Occupation/fonction :

Comité de Bassin versant-ouest
Eretase : les Hommes

Lieu de résidence :

Contact tél. 95 99 1421

Date de réponse :

23/6/2014

(Répondre à toutes les questions. Vous pouvez utiliser l'espace au verso du papier)

1. Avez-vous déjà participé à une réflexion sur la problématique de l'occupation des Monts Bamboutos ? OUI NON
Si oui, laquelle ?

2. Selon vous, qu'est-ce qui justifie le rythme accéléré d'occupation des Monts Bamboutos au cours des 20 dernières années ?

géographique manque des consciences

3. Quelles sont les formes de profit que les communautés tirent des Monts Bamboutos ?

4. L'occupation et l'exploitation progressives des Monts Bamboutos par les populations pourraient-elles présenter des dangers/risques futurs ? OUI NON
Si oui, lesquels ?

manque d'eau potable

5. Avez-vous identifié des mauvaises façons de faire de la part des exploitants ?

OUI NON

Si oui, lesquelles

destruction de tous les arbres
utilisation des produits chimiques¹

6. Quelles sont les principales difficultés auxquelles les exploitants des Monts Bamboutos font face?

Conflit fratricide avec les autres
Conflit des Régions -

7. Quelles propositions faites-vous pour un bon système d'exploitation des Monts Bamboutos qui soit profitable à tous et en tout temps ?

une grande partie pour les arbres : un
partie pour les exploitants et Eleveurs

8. Quels sont les rôles spécifiques que l'Etat pourrait jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

Confier chef supérieur
chef des quartier environnant

9. Quels sont les rôles spécifiques que les communautés pourraient jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

Respecter les limites et les classes

10. Si un système d'exploitation consensuel est mis sur pied par l'Etat et les populations, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que tous les exploitants s'y conforment ?

l'état doit demander la chose si oui l'un
ou autre soit puni sévèrement

11. Autres commentaires sur l'occupation et l'exploitation actuelles des massifs forestiers des Monts Bamboutos :

les respect de ordre forestière

Merci de penser à ce que demain sera pour nous-mêmes et pour nos enfants !

2

Le Consultant : Robert NGOUFFO, Tél. 99 99 41 09 / 77 81 05 70, Bafoussam



Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »



FICHE INDIVIDUELLE DE COLLECTE DE DONNEES

Noms et prénoms de l'interlocuteur : KOFFO Michel
 Occupation/fonction : Représentant chef Bawa Fido et catéchiste
 Lieu de résidence : Bawa Fido Contact tél. : 94772128 Date de réponse : 23-06-2014

(Répondre à toutes les questions. Vous pouvez utiliser l'espace au verso du papier)

1. Avez-vous déjà participé à une réflexion sur la problématique de l'occupation des Monts Bamboutos ? OUI NON

Si oui, laquelle ?

celle qui a eu lieu à la salle sainte Marthe mission catholique de Babadjou

2. Selon vous, qu'est-ce qui justifie le rythme accéléré d'occupation des Monts Bamboutos au cours des 20 dernières années ?

- problème de chômage

- Avoir de quoi manger

- Eviter de voler et diminution de la délinquance dans le village

3. Quelles sont les formes de profit que les communautés tirent des Monts Bamboutos ?

La communauté profite après avoir vendu les produits main marai chers et vivriers tels que : carotte, poireau, choux, foin de terre, maïs, haricots, taro, macabo.

Tout cela augmente le train de vie de la population

4. L'occupation et l'exploitation progressives des Monts Bamboutos par les populations pourraient-elles présenter des dangers/risques futurs ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

Ecoulement et dégradation du sol

5. Avez-vous identifié des mauvaises façons de faire de la part des exploitants ?

OUI NON

Si oui, lesquelles

Destruction de la forêt et des bambous de Chine. 1

Encalyptes plantés par les populations

6. Quelles sont les principales difficultés auxquelles les exploitants des Monts Bamboutos font face?

Coût élevé des intrants Agricoles
destruction des cultures par les boeufs
Etat mauvais état de la route

7. Quelles propositions faites-vous pour un bon système d'exploitation des Monts Bamboutos qui soit profitable à tous et en tout temps ?

- respecter les cours d'eau en laissant au moins quatre mètres à chaque côté
- planter les arbres autour des champs pour protéger l'environnement.

8. Quels sont les rôles spécifiques que l'Etat pourrait jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

sensibilisation des populations.
faire des séminaires pour éducation des masses
Echanges.

9. Quels sont les rôles spécifiques que les communautés pourraient jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

Respecter la réglementation établie par l'Etat.
protéger l'environnement.

10. Si un système d'exploitation consensuel est mis sur pied par l'Etat et les populations, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que tous les exploitants s'y conforment ?

- Que les exploitants s'y conforment en respectant les règles établies par les populations et l'Etat.

11. Autres commentaires sur l'occupation et l'exploitation actuelles des massifs forestiers des Monts Bamboutos :

choisir au milieu de la population des superviseurs qui tiennent compte de la hiérarchie.

Merci de penser à ce que demain sera pour nous-mêmes et pour nos enfants !

2

Le Consultant : Robert NGOUFFO. Tél. 99 99 41 09 / 77 81 05 70. Bafoussam

Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »

FICHE INDIVIDUELLE DE COLLECTE DE DONNEES

Noms et prénoms de l'interlocuteur : *Pezente Apollinaire*
 Occupation/fonction : *Représentant SDF - BAMBOUTOS*
 Lieu de résidence : *BAMELO* Contact tél. : *77 94 8552* Date de réponse :

(Répondre à toutes les questions. Vous pouvez utiliser l'espace au verso du papier)

1. Avez-vous déjà participé à une réflexion sur la problématique de l'occupation des Monts Bamboutos ? OUI NON
 Si oui, laquelle ?

2. Selon vous, qu'est-ce qui justifie le rythme accéléré d'occupation des Monts Bamboutos au cours des 20 dernières années ?

- Accroissement de la population
- la famine,
- le chômage.

3. Quelles sont les formes de profit que les communautés tirent des Monts Bamboutos ?

- suite d'oisiveté
- ils ont un peu d'argent pour l'économie

4. L'occupation et l'exploitation progressives des Monts Bamboutos par les populations pourraient-elles présenter des dangers/risques futurs ? OUI NON
 Si oui, lesquels ?

- le manque d'eau potable.
- risque d'éruption volcanique.

5. Avez-vous identifié des mauvaises façons de faire de la part des exploitants ?

OUI NON
 Si oui, lesquelles

- destruction de tous les arbres,
- culture rapprochée de espèces.

6. Quelles sont les principales difficultés auxquelles les exploitants des Monts Bamboutos font face?

- Accès difficile
- Conflit agropastoral
- Conflit régional.

7. Quelles propositions faites-vous pour un bon système d'exploitation des Monts Bamboutos qui soit profitable à tous et en tout temps ?

- Il faut limiter la zone d'agriculture à la zone d'élevage. Faire des formations pour les exploitants de abats des cours d'eau protégés.

8. Quels sont les rôles spécifiques que l'Etat pourrait jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

- Le contrôle de cette zone doit être à la charge des exploitants
- Multiplier les rencontres de formations

9. Quels sont les rôles spécifiques que les communautés pourraient jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

- Il faut mettre sur pied un système d'exploitation consensuel.

10. Si un système d'exploitation consensuel est mis sur pied par l'Etat et les populations, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que tous les exploitants s'y conforment ?

- L'Etat doit demander le respect de l'ordre.

11. Autres commentaires sur l'occupation et l'exploitation actuelles des massifs forestiers des Monts Bamboutos :

- Spécifier les zones à planter les arbres

Merci de penser à ce que demain sera pour nous-mêmes et pour nos enfants !

2

Le Consultant : Robert NGOUFFO, Tél. 99 99 41 09 / 77 81 05 70. Bafoussam



Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »



FICHE INDIVIDUELLE DE COLLECTE DE DONNEES

Noms et prénoms de l'interlocuteur :

SE L A T S A

Occupation/fonction :

chef de quartier

Lieu de résidence :

Balepo

Contact tél. : 72247268

Date de réponse : 23-6-14

(Répondre à toutes les questions. Vous pouvez utiliser l'espace au verso du papier)

1. Avez-vous déjà participé à une réflexion sur la problématique de l'occupation des Monts Bamboutos ? OUI NON

Si oui, laquelle ?

grandissement de la population
le chômage - la faim

2. Selon vous, qu'est-ce qui justifie le rythme accéléré d'occupation des Monts Bamboutos au cours des 20 dernières années ?

grandissement de la population
le chômage - la faim

3. Quelles sont les formes de profit que les communautés tirent des Monts Bamboutos ?

avoir un peu d'argent pour s'offrir
faire le chômage.

4. L'occupation et l'exploitation progressives des Monts Bamboutos par les populations pourraient-elles présenter des dangers/risques futurs ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

Risque d'éruption volcanique
manque d'eau potable

5. Avez-vous identifié des mauvaises façons de faire de la part des exploitants ?

OUI NON

Si oui, lesquelles

Defrichage grandissant
des arbres - qui font finir
l'eau.

1

6. Quelles sont les principales difficultés auxquelles les exploitants des Monts Bamboutos font face?

conflit frontalière avec les autres
conflit - ^{par} régions
pastoral avec les cultivateurs

7. Quelles propositions faites-vous pour un bon système d'exploitation des Monts Bamboutos qui soit profitable à tous et en tout temps ?

planter les arbres au bord des cours d'eau
limiter la zone des cultures et celles des pâturages

8. Quels sont les rôles spécifiques que l'Etat pourrait jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès ?

laisser la surveillance des choses citées ci-haut
à la main l'observation des chefs traditionnels
environnant.

9. Quels sont les rôles spécifiques que les communautés pourraient jouer pour que ce nouveau système d'exploitation soit un succès?

Respecter les limites et les ordres donnés.

10. Si un système d'exploitation consensuel est mis sur pied par l'Etat et les populations, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que tous les exploitants s'y conforment ?

chercher que l'ordre soit respecté

11. Autres commentaires sur l'occupation et l'exploitation actuelles des massifs forestiers des Monts Bamboutos :




les occupations et les exploitation soient
respecter

Merci de penser à ce que demain sera pour nous-mêmes et pour nos enfants !

2

Le Consultant : Robert NGOUFFO, Tél. 99 99 41 09 / 77 81 05 70. Bafoussam







8. ANNEXES GENERALES AUX EXPERTS

REP. CAM/MINFOF
 Ministère des Forêts et de la Faune
 Organisation Internationale des Bois Tropicaux
 ITTO


ASSEMBLEE D'ECHANGES PARTICIPATIFS DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'AVANT-PROJET DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF, CONSERVATION ET RESTAURATION DES MASSIFS FORESTIERS DEGRADÉS DES MONTS BAMBOUTOS AU CAMEROUN

Babadjou, le 23 juin 2014
 Feuille de présence


N°	Noms et Prénoms	Quartiers	Statuts	N° Téléphone	Signatures
1	Tchoute Biaine Moiné	Babadjou	sous-préfet	99 94 7670	
2	Lindou Jean	Babadjou	Commandant brigade Camerounaise	75298455	
3	TCHOFFO LOUIS	Ntoungha	Rep. Maire BBjou	75.49.30.18	
4	Ke mlongy Felix	Bamebo	c PA Bamebo	75-77-50-28	
5	NIMPA Gabriel	Ngangou	Agriculteur	77 83 14 91	
6	Fououjo Benoit	Fido	c PA Fido	77 34 69 08	


7	MAFFO Rosalie	Toumaka	CPCFC de Babadjou	75 14 51 85	
8	TCHIBEP Jean-claude	Balépo	CPA de Balépo	9966875	
9	Kentsop Kengne Reline J.	Toumaka	CPA de Bouneto	77972171	
10	SELA TSA	Balépo	C.P.A. Netemfari	72247268	
11	Lomko Joseph	Babadjou	Président Club Amis du mont	77636339	
12	Lomko Joseph	Babadjou	Représent. Honorables.	77636339	
13	Lomko Joseph	Babadjou	Représent. Club Sup.	77636339	
14	Lomko Joseph	Kong-poa	Membre du club	77636339	
15	MBoudjiko Louise	Bawa Fido	Conseillère	77967386	
16	Amadou Ibrahim	Balépo	Éleveur	73177749	
17	Abdou Babadjou	Balépo	Éleveur	77751820	
18	Yanja Madaki	Balépo	Éleveur	7769359	
19	umaru Madaki	Balépo	Éleveur	77897855	
20	Tatxi Boko	Balépo	Éleveur	7769879	
21	Njougui Simon	Bawa Fido	Prés. Club Bloc	79301402	

22	Erasmus Tchinda Illiang	Abidjan					
23	PEMPAMBOU Martin	Koung-plato	pat s/s Touza		77555003		
24	PEZUTE Pluinaire	BAMELO	Agriculteur		77968552		
25	PEZUTE Polinaire	BAMELO	Receveur s.o.f		77968559		
26	Tchinda (ADJIKANG)	BAMELO	chef framele		76549234		
27	NGUETSA christophe	BABADJOU	DIRECTEUR de BAMBOUTOU		76457510		
28	KOFFO Michel	Bamboutou	Rep. chef Bamboutou		77772178		
29	FOLKON ERNEST	Ngayong	Agriculteur		79273349		
30	TASTO AMBROISE	Ngayong	Agriculteur Ngayong		75727296		
31	NSOUMBO Roland Camille	Ngayong	Journaliste CNUC		77156025 91461269		
32	MUGRU Germain	Coukoko	Coordo PNRA		77204081		
33	ZANGUE EMEST	Bamboutou	Agriculteur		75373934		
34	YANGONA Alexis	Bamboutou	Expert Communication (CNUC)		76402188		
35	TALLA André Maurice	Bamboutou	Consultant Avant-projet		71480185 96234155		
36	Michel Penchard	Bamboutou	Consultant en Com.		79504659		



REP. CAM/MIN/FOF












OIBT/ITTO

Ministère des Forêts et de la Faune
 Organisation Internationale
 Bois Tropicaux

ASSEMBLEE D'ECHANGES PARTICIPATIFS DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'AVANT- PROJET DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF, CONSERVATION ET RESTAURATION DES MASSIFS FORESTIERS DEGRADÉS DES MONTS BAMBOUTOS AU CAMEROUN

Mbouda, le 30 juin 2014
 Feuille de présence


N°	Noms et Prénoms	Quartiers	Statuts	N° Téléphone	Signatures
01	Foua ANJARA DARIAL	Représentant Préfet Bois		70891922	
02	ANDRE GAC-ALEMEN	SP Mbouda		9601585	
03	SAMOU BOUBA	SP. Bitchain		79609205	
04	Mbouda Breudonné	MA Mbouda		7741134	
05	NIAFI	AN Maire Mbouda		77720862	
06	AZEBOVE Nicaise Prance	Moutchab	Représentant de l'ATZ des Bois	78250861	
07	Tiolek Louis	Députés Mbouda		77620580	

* (07): reporté au n°51 ci-après


07	WANDO JONAS	BALATCHI	Agriculteurs	73574887	
08	Faoua Andjama Natchal	MBOUDA	Représentant du Préfet des Départements	77891022	
09	TCHAGA Justin	MBOUDA	DD/MINERDES/RSR	96252513	
10	Elviri Armand	MBOUDA	Rep. Comspinal B'tos	95.14.68.82	
11	NKONLACK Samuel	MBOUDA	Rep. Région Forêt et F	76293170	
12	Ngueliebour Afed Takou	BANGANG	Chef de poste Agricole	77.45.0091	
13	Mme Tondem Tchuekou Thérèse	DAPPA BALATCHI	DAPPA	77865515	
14	TSAFACK Jofane Francis	MBOUDA	Rep. D. D. EPIA B'ta	99697686	
15	Wiyering Doujo Bonamy	BANGANG	Chf CZU Bangang	75257685	
16	Tchouyon Boya Dindal	NZINDON	Chf de poste Agricole	77808463	
17	Mme TIWA NI ISOWAIE Tazengie	BALATCHI	Directrice CEAC Balatchi	77865858	
18	SONKENG FABIEN	MBOUDA	CDESA B'ta	77539167	
19	DOUTTISOP Ouedde Oue Natchal	DAPPA BALATCHI	Délégué d'Arrondissement Balatchi	99-84-40-08 76-88-22-03	
20	Tanfomps Etienne	BALATCHI	agriculteurs	94064518	
21	Choukou Andre Bernard	BALATCHI	agriculteurs	74574534	


22	PANGOP JEAN	BALATCHI	Chef de Poste Agricole	75583950 95922095	
23	NGALAMO NGUELIE AGRAPINE NOEL	BANGANG	CHEF DE POSTE AGRICOLE	77331568	
24	YOTIA Samuel	Mbouda	Assistante KFA	78276889	
25	MEDIESE Hélène	Balatchi	C-P-FC Balatchi	77331830	
26	NGUM Yvonne F.	Batcham	C.P.F.C Batcham	77358535	
27	KEUGNE Gabin Désiré	Mbouda	cadre MINERIE/BIOS	76043869	
28	TAFOMETOP Moïse	Mbouda	Chf Brigade Phyto BIOS	77740978	
29	Jean-François Bonaventure	Balatchi	pour site P Balatchi	79928140	
30	Rev. Nijerjou Jean Calvin	Balatchi	Pasteur-Balatchi	77841631	
31	JUSTIFOUET Jean Louis	Ba Biyong	A1 Chef Krangrang	77697666	
32	KENFACK TANGA FOOTSOP II	BALATCHI	Chf Sup Balatchi	75442822	
33	TOMD François	Nylin Mbouda	DD-MINAGER-BAT	76348127	
34	TIOSSOK André	Mbouda	DATER / Mbouda	76562523	
35	TESSOH Richel	BATCHAM	C.B BATCHAM	75298456	
36	TANGWA SARA ELVIS	MBOUDIA	SG/KFA	77602000	

	Producteur					
	Nom	Prénoms	Localité	Statut	Téléphone	Signature
37	Ngoula	Janyier	Balatchi	Membre	59 53 40 43	[Signature]
38	Madoula	Simon	Balatchi	Membre	54 38 89 97	[Signature]
39	Ngouya	Madeline	Batcham	Membre	74 55 34 39	[Signature]
40	Jiaba	J. Théodore	Mbouda	Responsable SDF	77 84 72 61	[Signature]
41	Fekene	Felix	Mekony	chef du village	77 83 55 11	[Signature]
42	Dr NEUMAGNAN	Jean	Hioundi	Banquetier Mekony	79 88 12 29	[Signature]
43	KOAGNE	Miroille	MBOU DO	Chf BAO NSFOF/BES	99 85 34 77	[Signature]
44	MOUSSA	Joseph	Bangou	Agriculteur	77 46 45 89	[Signature]
45	Enakon	Richard	Makou	Naive H ^o 4	99 98 91 57	[Signature]
46	Michel	Ferdinand	Bofoum	Consultant commun- carron AP	99 50 46 59	[Signature]
47	YANGOUA	Alexis	Bofoum	Consultant commun- carron	99 99 02 97	[Signature]
48	MOGOU	Bertin	Mbouda	Facultaire	77 20 40 82	[Signature]
49	TALLA	André M.	—	Consultant	71 48 11 85	[Signature]
50	Ngoufo	Robert	Faoum	Consultant SE	99 99 41 09	[Signature]
51	TIOUAK	Lucas	—	Député de Mbouda	77 62 25 80	(voir #47 "plus haut")



REP. CAM/MINFOF





OIBT/ITTO






Ministère des Forêts et de la Faune

ASSEMBLEE D'ECHANGES PARTICIPATIFS DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'AVANT - PROJET DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF, CONSERVATION ET RESTAURATION DES MASSIFS FORESTIERS DEGRADES DES MONTS BAMBOUTOS AU CAMEROUN




Organisation Internationale
Bois Tropicaux

Femock, le 04 juillet 2014

Feuille de présence

N°	Noms et Prénoms	Quartiers	Statuts	N° Téléphone	Signatures
1	William Ewane Guotave Rep Sawa-protet.		Rep Sawa-protet	75 48 99 74	
2	TADU EGO Lucas		Député représentant Sawa et Faune/Protet	77 75 40 98	
3	Yméli Colette		Député a/c Sawa	75 61 71 05	
4	TALLA André M.		Consultant	7148 0185	
5	FOKO. ELENÉ	NKONG-NI	CHÉF de POSTE FORÊTS TIER	74 67 20 96	

6	Nouboubo Gilbert				D D F O F M Nounou Représentant du Haut de Fongo-Tongo	96 08 8695	
7	MTEUFACK Paul Seraphin	Fongo-Tongo			de Fongo-Tongo	75559883	
8	KEMMO NANIYOU Leonard Bafou	Femock			Directeur école	75556075	
9	KAMGA FIOUKOU PIERRE EMMANUEL	Dschang			CPA MEZET	94405222	
10	KENTSOP KEN GNE P-Judith	Femock			Agricultrice	77972172	
11	MOUTON Bernin	Mbamira			Facilitation	78204022	
12	Mme NGOUANA Annette	Bafoussam			ANZ Sjusticia	99.71.92.63	
13	ASSONNA Jean Claude	Dschang			CPA de Djutissa	99673219	
14	MEZATIO Glenn	Lomg			Opérateur Comité Phytoprotection	99 614753	
15	Michel Ferdinand	Bafoussam			Coordinateur en Communauté	99 5046 59	
16	YANGONA Alexis	Bafoussam			Assistant Communautaire	99.990277	
17	TALLA André M.				Consultant	96231155	
18	Nyouffo Robert	Bafoussam			Consultant SE	99 99 99 09	

REP. CAM/MINFOR OIBT/ITTO
 MINISTRE DES FORÊTS ET DE LA FAUNE International Tropical Timber Organization
 MINISTRY OF FORESTRY AND WILDLIFE

PARTICIPATIVE EXCHANGE ASSEMBLY FOR THE IMPLEMENTATION OF THE DRAFT PROJECT OF PARTICIPATIVE DEVELOPMENT, CONSERVATION AND RESTORATION OF THE FORESTRY DEGRADED AREAS OF BAMBOUTS MOUNTAINS

Nkongle and Mbelenka, 06th July 2014
 Attendance form

N°	Names	Quarters	Statuts	Téléphone N°	Signatures
1.	Chief Fotsuelah	Atsualeh	Chief	79680861	<i>[Signature]</i>
2	Ketune Andrew Achantop	Atsualeh	Farmer	74606106	<i>[Signature]</i>
3	Namboakum Thomas Aké	Ahoualal	Teacher	75742407	<i>[Signature]</i>
4	Folema Therese Fielok Mbelenka	Mbelenka	Farmer	76822584	<i>[Signature]</i>
5	Fotons Patrick	Nkongle	Farmer	53 01 2525	<i>[Signature]</i>
6	NDEMANYE VICTOR LEKA	ATSUALAH	FARMER	75 66 42 11	<i>[Signature]</i>

07	Arnon J. Bissih	Nkemgen	Farmer	53009288	Emfiam
08	Eko King Jekou	Nkemgen	Chief of Hortic Post Nkemgen	7766739	[Signature]
09	Arnon Achia Rivas	Agang	Wabang Council	77405218	[Signature]
10	Valentine Ngwa Adam	Mbelouka	Chief of Agric Post Mbelouka (Mbelouka)	7477870	[Signature]
11	Bisib Joshua Mijini	Nkemgen	Chief of Agric Post Civil servant work	79672527	[Signature]
12	Take Pius	Nkemgen	Farmer	7934246	[Signature]
13	Alkengfack David Foty	Nkemgen	farmer	75529511	[Signature]
14	NGANNY FERDINAND. J.	NKEMGEN	FARMER	78169967	[Signature]
15	MARZOH ESTHER	NKEMGEN	FARMER	75940958	[Signature]
16	NDI NKEMTSON	AGHONG	FARMER	75822782	[Signature]
17	ESSONG ESSONG T-H	NKEMGEN	Joint on chief of Hortic Nkemgen	74667160	[Signature]
18	Michel Ferdinand	Agang	consultant on communication	99504659	[Signature]
19	Tabach Bernard	Nkemgen	FARMER	79799238	[Signature]
20	Chief Fonkengy Sylvanus	Mbelouka	FARMER	75037441	[Signature]

REP. CAM/MINIOF



Ministry of Forestry and Wildlife



OIBT/ITTO



International Tropical Timber Organization

PARTICIPATIVE EXCHANGE ASSEMBLY FOR THE IMPLEMENTATION OF THE DRAFT PROJECT OF PARTICIPATIVE DEVELOPMENT, CONSERVATION AND RESTORATION OF THE FORESTRY DEGRADED AREAS OF BAMBOUTOS MOUNTAINS

Pinyin, 10th July 2014

Attendance form

N°	Names	Quarters	Statuts	Téléphone N°	Signatures
1	Prince William Tanni	Tisaghi	Farming	77656980	
2	Mopeche Ignobis Fon	Ntoh	Farming	77388760	
3	Isaiah A. Tamngans	Ngali	FARMING	77696713	
4	Ngwangang Joseph N	Kongdum	Farmer	77358901	
5	Nkamitah Khambé Takam	Ngali	Farming	75104035	

6	Asobo Albert	Nteme	Farming	74022870	
7	ENOH JOHN T.	Ntoh	Pastor / Farmer	77672346	
8	TAKU ELIAS IENN	TISSAGA	FARMING	75616445	
9	NDIMIKONG NDE ELIAS	NTOH	Chief of post (AMIC) Menka	70014702	
10	Momasaw Khan Zachariah		Farming	74679768	
11	Achidi Akwen Nicoline	Santa	SDPPASD Santa	70389799	
12	NSAKANI Mbah	Pinyin Kwinjigeli	Producer Group Counselor ACEFA	56980289 74885093	
13	Achu Elvis Chick	Pisagali	C.A.P. - Pinyin	74819670	
14	Ngongfor Frida Sirti	Santa Council	Mayor's Representative	77727064	
15	Kendume Gabriel	Santa Comspesat	Comspesat Santa	77895977	
16	Anyam Luis Payne	Mambin Pinyin	Farmer	95616221	
17	Masse Tenemej	Komspesat	Farmer		
18	Ngahwa Fern Iga	Ntoh	Farmer	73194677	
19	Ngwi Catherine	Ntoh	Farmer	53270279	

20	NJANGA LUCEN	TIENICHELI MARC	SANTA	Chief of forestry and Wildlife Control post	74127868	
21	SHEKFI MIREH	Hanson	Santa	Support staff	79869214	
22	Shu Grace	Bi	Hawa	Teacher / farmer	75823690	
23	Chu William		Buchi	FARMER	74716271	
24	TITA RONEY	DOUGLASS	Ahuab	SP- ^{MINEPIA} Santa Representative Souradist	77405002	
25	IGNATIUS NOI		Kamenda	EDEN Newspaper	79686616	
26	Michal Ferdinand		Bafoussam	consultant in communication	70074516	
27	Bertin Mogou		Bafoussam	PNBK Coordo	79204082	
28	Kenye Kopkop pohme gudith		Bafoussam	Restoration	77572171	
29	YANGWA Alexis		Bafoussam	Consultant in Administration	76402188	
30	TALA Kudie Marie		Bafoussam	Consultant	71180185	
31	Tanni Godfred III (Fon)		Pinyin	The Fon of Pinyin	7780652	
32	LEH VICTOR A.		Ahuab	Secretary of the Pinyin Civil Status	75399995	
33	Chief Tawah Penn		Mamband	Farmer	73288184	
34	Teneng Sohor NKeng		Mamband	Farmer	70581308	

20	NJANGA LUCIEN	TENICHEU YVACE	SANTA	CHIEF of Forestry and Wildlife Control Post	7412765	
21	SHEKIU MREH Hanson		Santa	Support staff	79369214	
22	Shu Grace	BI	Hansa	Teacher / farmer	75823690	
23	Chs William		Buchi	FARMER	74776277	
24	TITA RONEY Douglas		Awaoh	SPD Santa Republic Sourradit	77403002	
25	IGNATIUS NISI		Kamenda	ESER Newspaper Consultant, ex-Comm. Officer	79686616 70076516	
26	Michel Ferdinand		Bafoussam			
27	BETH Mogou		Bafoussam	AVIA COORDO	77204081	
28	Kengne Kehao Pothme Judith		Bafoussam	Restoration	77572171	
29	YANGOUR Alexis		Bafoussam	Assistant in Administration	76402188	
30	TALLA Kodie Marie		Bafoussam	Consultant	7-118 81 85	
31	Tanni Godfred III (Fon)		Pinyin	The Fon of Pinyin	77880652	
32	REX Victor A.		Awaoh	Secretary of Tax Pinyin Euler Steer	75399995	
33	Chief Tawah Penn		Mamband	Farmer	73288184	
34	Teneng Soha NKeng		Mamband	Farmer	70581308	

Rapports des rencontres de concertation entre les Experts

PREMIER RAPPORT DE CONCERTATION DES EXPERTS IMPLIQUES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE L'AVANT PROJET DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF, CONSERVATION ET RESTAURATION DES MASSIFS FORESTIERS DEGRADÉS DES MONTS BAMBOUTOS

L'an deux mille quatorze et le premier du mois de mai, s'est tenue dans une salle de réunion de DK International, la première rencontre de trois des quatre experts impliqués dans la mise en œuvre de l'Avant-projet précité. L'ordre du jour des assises a porté sur :

- Un briefing sur l'Atelier de lancement des activités de l'Avant-projet
- Mise en place du schéma opérationnel
- Programmation d'une descente exploratoire sur les différents flancs des Monts Bamboutos ;
- Divers

Sur le briefing de l'Atelier du lancement des activités de l'Avant-projet

Le groupe de travail s'est félicité de son organisation, surtout qu'il a permis de mettre ensemble la plupart des différents (e)s acteurs et actrices dont les avis doivent être pris en compte dans ledit Avant-projet.

Globalement, les différents axes de l'Atelier ont été efficacement déroulés, afin de permettre aux un (e)s et aux autres d'avoir des informations sur le niveau d'avancement des activités de l'Avant-projet en question.

Sur la mise en place du schéma opérationnel de l'Avant-projet





Il convient de relever que les participants se sont accordés pour reconnaître que les populations/communautés constituent au moins à 80% les cibles de l'Avant-projet. D'où la nécessité de prendre en compte cet aspect dans l'élaboration des centres d'intérêt. Tout comme ils ont reconnu la prise en considération des langues localement parlées et des habitudes à divers niveaux.

Sur la programmation d'une descente exploratoire sur les différents flancs des Monts Bamboutos

A ce sujet, les trois experts en charge de la communication, de la réalisation d'une étude socio-économique et de la réalisation d'un audit environnemental ont pensé qu'il était important d'effectuer une descente préliminaire dans la zone des Monts Bamboutos. Pour ce faire, ils expriment le besoin d'avoir une lettre d'introduction signée de l'agence d'exécution de l'Avant-projet. La descente exploratoire est prévue le 07 ou le 08 mai 2014 pour découvrir l'espace et prendre les premiers contacts.

Reste qu'avant, le 05 mai 2014, le Club Média Ouest (CMO), Expert en communication, devra présenter un draft de plan de communication relatif à la mise en œuvre de l'Avant-projet.

Etaient présents :

N°	Noms et Prénoms	Qualité	Emails	Téléphones	Signatures
01	Ngouffo Robert	Consultant	rolee.search@yahoo.fr	99 99 41 09	
02	Michel Ferdinand	Consultant Communication	mfer92@yahoo.fr	99 50 46 59	
03	YANGOUA Alexis	Consultant	alex.yangoua@yahoo.fr	99 99 02 77	
04	TALLA André Marie	Consultant	tallachupuy@yahoo.fr	96 23 11 55	
05					

Fait à Bafoussam, le 1^{er} mai 2014

Le Rapporteur,


Michel Ferdinand

DEUXIEME RAPPORT DE CONCERTATION DES EXPERTS IMPLIQUES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE L'AVANT PROJET DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF, CONSERVATION ET RESTAURATION DES MASSIFS FORESTIERS DEGRADEES DES MONTS BAMBOUTOS

L'an deux mille quatorze et le cinq du mois de mai, trois des quatre consultants engagés dans la mise en œuvre de l'Avant-projet de développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers des massifs dégradés des monts Bamboutos, se sont une fois de plus retrouvés dans la salle de réunion de DK International. L'ordre du jour prévoit les points suivants :

- Partage du plan de communication élaboré ;
- Prise en compte des centres d'intérêts des autres Experts ;
- Planification d'une descente exploratoire sur le terrain ;
- Divers

Sur le partage du plan de communication élaboré

Le plan de communication élaboré par le Club Média Ouest a été passé en revue, de manière à permettre aux autres Consultants d'apporter des ajustements possibles, dans la confection des outils de communication, au regard des centres d'intérêts. L'essentiel étant de préparer les différentes cibles à favoriser l'obtention des informations lors de la collecte des données. C'est ainsi que le CMO promet de rendre ce plan de communication flexible. (Cf. plan de communication en annexe). Il faut ajouter que le CMO s'est engagé à s'offrir les services des traducteurs en fulfundé et pidjin, afin de favoriser la communication le moment venu. De même, les supports de communication doivent être produits dans les deux langues officielles pour prendre en compte toutes les cibles installées sur les flancs des massifs forestiers des Monts Bamboutos.

Sur la prise en compte des centres d'intérêts des autres experts

Ces centres d'intérêt portent par exemple sur :

- L'organisation et la facilitation des échanges pendant les Ateliers par village/groupement pour faire remplir les fiches de données par des personnes mandatées
- Préparation des fiches devant permettre au Consultant en communication de prendre en compte les préoccupations des deux autres Experts

Sur la Planification d'une descente exploratoire sur le terrain

Cette descente initialement prévue le 08 mai 2014 a été reportée au mercredi 14 mai 2014, pour des raisons de force majeure. Le CMO va se charger de la location d'un véhicule approprié pour conduire l'équipe d'experts aussi bien dans les zones anglophones (Nord-Ouest et Sud-Ouest), que dans la zone francophone (Bamboutos et Menoua).

Etaient présents :

N°	Noms et Prénoms	Qualité	Emails	Téléphones	Signatures
01	Ngouffo Robert	Consultant	robertresearch@yahoo.fr	99 99 41 09	
02	YANGOUA Alexis	Consultant Communication	alex.yangoua@yahoo.fr	99 99 02 77	
03	Michel Ferdinand	Consultant Communication	mifer92@yahoo.fr	99 50 46 59	
04	TALLA André Marie	Consultant	amitchupey@yahoo.fr	96 23 11 55	
05					

Fait à Bafoussam, le 05 mai 2014

Le Rapporteur,

Michel Ferdinand

**TROISIEME RAPPORT DE CONCERTATION DES EXPERTS IMPLIQUES DANS LA MISE EN
ŒUVRE DE L'AVANT PROJET DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF, CONSERVATION ET
RESTAURATION DES MASSIFS FORESTIERS DEGRADES DES MONTS BAMBOUTOS**

L'an deux mille quatorze et le quinze du mois de mai, trois des quatre consultants engagés dans la mise en œuvre de l'avant-projet de développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers des massifs dégradés des Monts Bamboutos, se sont retrouvés autour d'une réunion de concertation de l'avant-projet suscitée. L'ordre du jour prévoit les points suivants :

- Evaluation de la descente exploratoire ;
- Planification des activités à venir ;
- Divers

Sur l'évaluation de la descente exploratoire

La principale préoccupation a porté sur la plus-value issue de cette descente. On en retient alors que le repérage des chaînes de radio ou de télévision au niveau des différents flancs des Monts Bamboutos, permet d'ajuster le plan de communication élaboré. Il en est de même du bilinguisme vécu dans ces flancs [français et anglais] qui laisse présager d'une fluidité en matière de communication. Il s'agit pour la zone de Pinying de la Radio Metouali basée à Santa, pour la zone de Balatchi, Babadjou et Djutitsa de Radio Batcham FM située à Bafoussam et pour la zone d'Atsuala dans le Sud-Ouest de la Manyu Radio ou Crtv Poala FM.

Sur planification des activités à venir





Ces activités devront commencer, avec les visites de courtoisie auprès des cibles comme les autorités administratives, traditionnelles, religieuses, municipales etc. La date de début indiquée est fixée au 21 mai 2014 pour conquérir progressivement l'adhésion des populations à cet Avant-projet.

Ces visites, pensent les Consultants, visent à préparer le socle de l'action pour imprégner les cibles à la maîtrise de ce qui est recherché par l'Avant-projet. Le souci majeur étant de favoriser un développement durable de la zone des Monts Bamboutos.

Sur les divers

Ce point a tourné autour de la nécessité de limiter l'action abusive de l'homme, au regard des observations faites sur le terrain.

Etaient présents :

N°	Noms et Prénoms	Qualité	Emails	Téléphones	Signatures
01	YANGONA Alexis	Consultant Communication	alex.yangona@yahoo.fr	9999 02 72	
02	Ngouffo Robert	Consultant	robertresearch@yahoo.fr	9999 41 09	
03	TALLA André Marie	Consultant	tomichupey@yahoo.fr	9623 1155	
04	Michel Ferdinand	Consultant Communication	mifer92@yahoo.fr	9950 4659	
05					

Fait à Bafoussam, le 15 mai 2014

Le Rapporteur,


Michel Ferdinand

**QUATRIEME RAPPORT DE CONCERTATION DES EXPERTS IMPLIQUES DANS LA MISE EN
ŒUVRE DE L'AVANT PROJET DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF, CONSERVATION ET
RESTAURATION DES MASSIFS FORESTIERS DEGRADEES DES MONTS BAMBOUTOS**

L'an deux mille quatorze et le dix neuf du mois de mai, trois des quatre Consultants engagés dans la mise en œuvre de l'Avant-projet de développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers des massifs dégradés des Monts Bamboutos, se sont retrouvés autour d'une réunion de concertation relative à l'Avant-projet suscité. L'ordre du jour prévoit les points suivants :

- Appréciation des outils de communication ;
- Appréciation des images de la descente exploratoire ;
- Planification de la suite des rencontres avec les acteurs/actrices ;
- Evaluation du blocage en termes de fonds ;
- Divers

Sur l'appréciation des outils de communication

Tous les outils de communication liés à l'Avant-projet et confectionnés par le CMO ont été réexaminés : Communiqués de presse, Posters, affichettes et éléments pour banderoles. Il a été convenu que ces outils soient soumis à la validation de l'Agence d'exécution de l'Avant-projet. De même, les participants ont souhaité de disposer, comme autres outils de communication, d'une dizaine de jurisprudences relatives aux conflits terriens au Tribunal de Mbouda.

Sur l'appréciation des images de la descente exploratoire

A défaut de disposer des images vidéo, les participants ont parcouru une certaine d'images photographiques, prises lors de ladite descente, sur les différents flancs des Massifs des Monts Bamboutos : Pinying, Babadjou, Balatchi, Atsuala etc. Il a été demandé au cameraman d'apprêter les images vidéo pour la prochaine rencontre. Ces images, a-t-on espéré, devraient présenter des vues géographiques humaines et physiques. Précisons également que les participants se sont accordé pour dire que le langage utilisé soit accessible au plus bas niveau des cibles.

Sur la planification de la suite des rencontres avec les acteurs/actrices

Les rencontres avec les acteurs ou les actrices vont se poursuivre. A ce sujet, les Consultants chargés respectivement de la réalisation d'une étude socioéconomique et d'un audit environnemental, devront, entre autres, se servir de la fiche de présence de l'atelier de lancement pour identifier certain (e)s acteurs ou actrices à rencontrer.

Ces Consultants se proposent donc d'identifier et de sensibiliser les autorités administratives, municipales, politiques, les Services Déconcentrés de l'Etat (SDE), les responsables d'Organisations de la Société Civile (OSC), les groupes socioprofessionnels, les leaders d'opinion, les responsables religieux ou traditionnels etc, de susciter en eux l'adhésion sur le travail à faire et de toucher le maximum de personnes. Ce qui commande d'avoir une fiche de personnes rencontrées.

Quant au contenu des fiches de prise de contact, il se présente comme ci-dessous :

Date :		Zone :		
N°	Noms et prénoms	Statuts	Contacts téléphoniques	Signatures

NB : pendant la suite des rencontres, les Consultants doivent identifier certain(e)s acteurs/actrices stratégiques. Ces acteurs ou actrices seront capacité (e)s en prélude aux assemblées d'échanges participatifs.





Sur l'évaluation du blocage en termes de fonds

Les Consultants sont unanimes à dire qu'il faut avancer en attendant que les fonds soient disponibles.

Sur les divers

Ce point s'est limité à une observation faite par un participant sur la conception des fiches de collecte de données. Ce qui fera l'objet d'une prochaine rencontre entre les Consultants chargés de la réalisation d'une étude socioéconomique et d'un audit environnemental.

Etaient présents :

N°	Noms et Prénoms	Qualité	Emails	Téléphones	Signatures
01	Ngouffo Robert	Consultant SE	robesearch @yahoo.fr	99 99 41 09	
02	Michel Ferdinand	consultant com	mifer92@yahoo.fr	99 50 46 59	
03	JANGOMA Alexis	Consultant Communication	alex_jomoma@ yahoo.fr	99 99 02 77	
04	TALLA A.M	Consultant com	tomtchupoy @yahoo.fr	96 23 41 55	
05					

Fait à Bafoussam, le 19 mai 2014

Le Rapporteur,


Michel Ferdinand

**CINQUIEME RAPPORT DE CONCERTATION DES EXPERTS IMPLIQUES DANS LA MISE EN
ŒUVRE DE L'AVANT PROJET DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF, CONSERVATION ET
RESTAURATION DES MASSIFS FORESTIERS DEGRADEES DES MONTS BAMBOUTOS**

L'an deux mille quatorze et le trente du mois de mai, trois des quatre Consultants engagés dans la mise en œuvre de l'Avant-projet de développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés des Monts Bamboutos, se sont retrouvés autour d'une réunion de concertation relative à l'Avant-projet suscité au lieu habituel, siège de DK International. L'ordre du jour prévoit les points suivants :

- Compte-rendu de quatrième séance ;
- Appréciation des outils de communication ;
- Planning des rencontres avec les acteurs/actrices ;
- Divers

Sur le compte-rendu de la dernière séance

Le compte-rendu de la dernière séance a été lu, amendé et validé par les participants.

Sur l'appréciation des outils de communication

Quelques copies d'outils de communication apprêtés par le CMO, sont mises à la disposition des Experts chargés de l'étude socioéconomique et de l'audit environnemental. Ces outils sont constitués de :

- Tracts ou affichettes : 1500 copies en anglais et 2 500 autres en français ;
- Posters ou affiches : 800 exemplaires en français et 400 autres en anglais ;
- Banderoles : 4 en français et 3 en anglais

Il a été convenu de déposer le spécimen de ces supports de communication auprès de la Coordination de l'Avant-projet dans un bref délai.

Sur le planning des rencontres avec les acteurs/actrices

Les descentes prévues entrent dans le cadre des visites de courtoisie avec les acteurs/actrices sur le terrain. Ce qui permettra de compléter la liste des potentiels acteurs/actrices clés à partir de la fiche de présence de l'atelier de lancement de l'Avant-projet. Ces visites permettront également de mesurer les paramètres de rencontres avec les principaux acteurs. En termes de méthodologie, la première étape consistera à échanger avec ces acteurs, en leur remettant des fiches de collecte de données, dans les versions, anglaise et française. Au cours de la seconde, on apposera les outils de communication. La première descente est prévue le mardi, 03 juin 2014 sur le flanc francophone des Monts Bamboutos, notamment dans le département des Bamboutos. Les acteurs/actrices à rencontrer sont : préfet, sous-préfet, délégué départemental des Forêts et de la Faune, délégué départemental de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales, délégué départemental de l'Agriculture et du Développement rural, délégué d'arrondissement de l'Agriculture, chef de poste forestier, chef de poste agricole, délégué d'arrondissement de l'élevage, chef traditionnel, leader de groupe, autorité en charge de la sécurité etc.

Sur les divers

Ce point devait être consacré au visionnage de quelques images vidéo prises lors de la descente exploratoire. Les participants l'ont renvoyé à la prochaine séance.

Etaient présents :

N°	Noms et Prénoms	Qualité	Emails	Téléphones	Signatures
01	Michel Ferdinand	consultant Comm.	mike92@yahoo.fr	99504639	
02	TALLA André Marie	Consultant	tomtchupay@yahoo.fr	96231155	
03	Ngouffo Robert	Consultant SF	roleesearch@yahoo.fr	99994109	
04	TANGOMA Alexis	consultant Comm	alex_tangoma@yahoo.fr	99990277	
05	TANKA Thomas	consultant Comm	thekant_nationnel@yahoo.fr	99807164	

Le Rapporteur

Michel Ferdinand

SIXIEME RAPPORT DE CONCERTATION DES EXPERTS IMPLIQUES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE L'AVANT PROJET DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF, CONSERVATION ET RESTAURATION DES MASSIFS FORESTIERS DEGRADEES DES MONTS BAMBOUTOS

L'an deux mille quatorze et le douze du mois de juin, trois des quatre Consultants engagés dans la mise en œuvre de l'Avant-projet de développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés des Monts Bamboutos, se sont retrouvés autour d'une réunion de concertation relative à l'Avant-projet suscité au lieu habituel, siège de DK International. L'ordre du jour prévoit les points suivants :

- Compte-rendu de la quatrième séance ;
- Evaluation des visites d'échanges préliminaires ;
- Planning de la suite des descentes sur le terrain ;
- Divers

Sur le compte-rendu de la dernière séance

Le compte-rendu de la dernière séance a été lu, amendé et validé par tous les participants.

Sur l'évaluation des visites d'échanges préliminaires

Il s'est agi de recenser les difficultés rencontrées par les Experts, qui s'expriment en termes de méfiance de quelques riverains des Monts Bamboutos, notamment dans la zone de Nkongle au Sud-Ouest et de Nzindong dans le flanc Ouest, parce que cette localité fait partie des zones ayant formulé des pétitions à l'endroit des Pouvoirs publics. Si à Nkongle ce souci a été contourné grâce à l'accueil réservé au poste de gendarmerie de la localité, les Experts ont dû entreprendre d'intenses échanges pour convaincre les sceptiques de Nzindong. Dans le même ordre d'idée, cette descente a permis aux Experts de constater que deux arrondissements sont concernés par l'Avant-projet dans le Sud-Ouest, à savoir Wabané (Nkongle) et Alou (Mbarenka). Ces deux entités forment donc l'ossature de ce qu'on appelle sociologiquement Bamock.

Ceci dit, il n'y avait de valeur ajoutée en allant à la rencontre des Sous-préfets de Wabané et d'Alou, puisqu'il y a un représentant du Maire de Wabané à Nkongle, village concerné par la mise en œuvre de l'Avant-projet. Il faut aussi relever que la plus forte communauté d'Alou se trouve à Mbarenka, où les Experts se sont déployés. On ne peut donc pas regretter de n'avoir pas été à Alou ou à Wabané, deux chefs-lieux d'arrondissement qui n'ont qu'un caractère administratif. A ce sujet, le poste de gendarmerie de Nkongle transmet tous les dossiers qu'il enregistre à Wabané.

Globalement, tout le monde s'accorde à dire que la mission a été remplie.

Sur le planning de la suite des descentes sur le terrain

Le planning des descentes prendra en compte tous les flancs des Monts Bamboutos et sera exécuté après la remise des invitations aux personnes concernées. La proposition d'échéancier des assemblées d'échanges participatifs se présente ainsi qu'il suit :

- 23-25 juin 2014 : Pôle de Babadjou ;
- 26-28 juin 2014 : Pôle Balatchi et Nzindong à Mbouda ;
- 1-2 juillet 2014 : Pôle Nkong-Ni ;
- 3-5 juillet 2014 : Pôle de Bamock dans le Sud-Ouest ;
- 7-9 juillet 2014 : Pôle de Pinyin dans le Nord-Ouest





La liste des personnes à inviter pour le premier pôle à Babadjou se présente par catégorie socioprofessionnelle :

- Autorités administratives ;
- Autorités municipales ;
- Autorités traditionnelles et religieuses ;
- Responsables des services de sécurité ;
- Parlementaires (sénateurs/députés) ;
- Leaders d'opinion identifiés ;
- SDE (MINADER, MINEPIA, MINFOF, MINEE, MINCOMMERCE, MINSANTE, MINEPAT, MINPMEESA, MINTOUR etc.) ;
- Responsables des partis politiques ;
- OSC (Club des Amis des Monts Bamboutos, KFA) ;
- Tradi-praticiens ;
- Représentants des commerçants, transporteurs de vivres ;
- Chercheurs d'université

Sur les divers

Rien n'a été enregistré à ce niveau.

Etaient présents :

N°	Noms et Prénoms	Qualité	Emails	Téléphones	Signatures
01	Michel Ferdinand	Consultant Cam.	mifer90@yahoo.fr	99 50 46 59	
02	Ngouffo Robert	Consultant SE	robertseane@yahoo.fr	99 99 41 09	
03	TATHA André-Marie	Consultant	tathachap@yahoo.com	56 23 11 55	
04	YANGOUA Alexis	Consultant Cam	alex.yangoua@yahoo.com	99 99 02 77 76 40 21 88	
05					

Le Rapporteur,


Michel Ferdinand

**SEPTIEME RAPPORT DE CONCERTATION DES EXPERTS IMPLIQUES DANS LA MISE
EN ŒUVRE DE L'AVANT PROJET DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF,
CONSERVATION ET RESTAURATION DES MASSIFS FORESTIERS DEGRADES DES
MONTS BAMBOUTOS**

L'an deux mille quatorze et le vingt-et-un du mois de juin, trois des quatre Consultants engagés dans la mise en œuvre de l'Avant-projet de développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés des Monts Bamboutos, se sont retrouvés autour d'une réunion de concertation relative à l'Avant-projet (AP) suscité au lieu habituel, siège de DK International. L'ordre du jour prévoit les points suivants :

- Compte-rendu de la quatrième séance ;
- Situation de distribution des invitations aux assemblées d'échanges participatifs (AEP) ;
- Ajustement de la planification des AEP ;
- Organisation de l'AEP du pôle de Babadjou
- Divers

Sur le compte-rendu de la dernière séance

Le compte-rendu de la dernière séance a été lu, amendé et validé par tous les participants.

Sur la situation de distribution des invitations aux AEP

L'équipe du CMO chargée de la communication de l'AP a dressé l'état des invitations déjà remises dans les pôles I et II, à savoir Babadjou et Mbouda (Balatchi, Batcham et Nzindong). Si à Babadjou une quarantaine de responsables sont invités, le pôle de Mbouda enregistrera une cinquantaine. La typologie des invités, définie lors de la précédente rencontre, a été respectée. L'AEP de Babadjou est prévue le 23 juin 2014, tandis que celle de Mbouda aura lieu le 30 juin 2014.

Sur l'ajustement de la planification des AEP

En raison du décalage observé sur le chronogramme préalablement établi, les Experts ont souhaité que la planification des prochaines AEP tienne compte des nouvelles modifications.

Sur l'organisation de l'AEP du pôle de Babadjou

Le programme de cette AEP a été arrêté ainsi qu'il suit :

- Arrivée et installation des participant(e)s
- Arrivée de S.M le Chef supérieur Babadjou
- Arrivée et accueil de M. le Sous-préfet de l'Arrondissement de Babadjou
- Installation des autorités administrative et traditionnelle
- Exécution de l'Hymne national
- Mot de bienvenue de S.M le Chef supérieur Babadjou
- Mot de Mme le délégué du MINFOF Ouest
- Mot de M. le Sous-préfet de l'Arrondissement de Babadjou

- Projection commentée des images de terrain
- Début des échanges
 - Expert chargé de la réalisation d'une étude socioéconomique
 - Expert chargé de l'audit environnemental
- Débats
- Formulation des recommandations
- Clôture des travaux
 - Mot de S.M le Chef supérieur Babadjou
 - Mot de Mme le délégué du MINFOF Ouest
 - Mot de M. le Sous-préfet de l'Arrondissement de Babadjou

S'agissant de la logistique, les Experts se sont rassurés qu'aucun pan des activités n'a été oublié. Aussi, ont-ils revisité tous les aspects : salle, casse-croûte, carburant, frais de déplacement des invités, location matériels didactiques (vidéoprojecteur, papier conférence, tableau conférence, tableau zopp, cartes zopp...), décoration de la salle etc. La couverture médiatique de cette AEP doit être assurée par la CRTV radio à l'Ouest, DBS TV et le Quotidien Mutations.

Sur les divers

Rien n'a été enregistré à ce niveau.

Etaient présents :

N°	Noms et Prénoms	Qualité	Emails	Téléphones	Signatures
01	TALLA A-M	Consultant	tomtehupey@yahoo.fr	9623 1155	
02	Michel Ferdinand	Consultant Economie	mjfer22@yahoo.fr	99504659	
03	YAN GOUNA	Consultant Communication	alex.yangouna@ yahoo.fr	96402188 99990277	
04	Ngouffo R.	Consultant SE	rolesearcho y.fr	99994109	
05					

Le Rapporteur,

Michel Ferdinand

HUITIEME RAPPORT DE CONCERTATION DES EXPERTS IMPLIQUES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE L'AVANT PROJET DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF, CONSERVATION ET RESTAURATION DES MASSIFS FORESTIERS DEGRADEES DES MONTS BAMBOUTOS

L'an deux mille quatorze et le vingt-neuf du mois de juin s'est tenue dans l'une des salles de réunion de ZENU NETWORK la traditionnelle rencontre d'évaluation entre les Experts commis pour la mise en œuvre de l'Avant-projet de développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés des Monts Bamboutos. L'ordre du jour s'est articulé autour de deux points, à savoir :

- Compte-rendu de la dernière séance
- Organisation de l'assemblée d'échanges participatifs de Mbouda
- La suite de la mission de l'Expert en communication dans les pôles de Nkong-Ni, du Sud-Ouest et du Nord-Ouest.

Sur le compte-rendu de la dernière séance

Le compte-rendu de la dernière séance a été lu, amendé et approuvé par tous les participants.

Sur l'organisation de l'assemblée d'échanges participatifs de Mbouda




L'AEP de Mbouda aura lieu le du 30 juin 2014. Chaque Expert doit apprêter les matériels de travail. De même que l'organisation va être un peu plus élargie avec l'implication de nombreux acteurs. Le schéma demeure le même que celui de Babadjou : cocktail, carburant, frais de transport des invité(e)s, location de certains matériels didactiques. Les organes de presse invités devront être informés par le CMO.

Sur la suite de la mission de l'Expert en communication

Il est convenu que l'Expert en communication boucle le dispatching des courriers d'invitation au plus tard le 1^{er} juillet 2014 dans les pôles du Nord-Ouest (Pinyin) et du Sud-Ouest (Nkongle et Mbarenka).

La séance ouverte à 8h30mn s'est achevée à 12h10mn.

Etaient présents

N°	Noms et Prénoms	Qualité	Emails	Téléphones	Signatures
01	Ngouffo Robert	Expert Socio Eco	robertseancho y.fr	99 99 41 09	
02	Talla André Marie	Expert Audit Environnemental	tantchuyeg@yahoo.fr	96 23 11 55	
03	Yangoua Alexis	Expert Commun- ication	alex.yangoua@ yahoo.fr	99-99-02-77 76 40 21 88	

Le Rapporteur,



Yangoua Alexis

NEUVIEME RAPPORT DE CONCERTATION DES EXPERTS IMPLIQUES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE L'AVANT PROJET DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF, CONSERVATION ET RESTAURATION DES MASSIFS FORESTIERS DEGRADEES DES MONTS BAMBOUTOS

L'an deux mille quatorze et le quatorze du mois de juillet, trois des quatre consultants engagés dans la mise en œuvre de l'avant-projet de développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers des massifs dégradés des Monts Bamboutos, se sont retrouvés autour d'une réunion de concertation de l'avant-projet suscité. L'ordre du jour prévoit les points suivants :

- Compte-rendu de la dernière séance ;
- Evaluation des Assemblées d'échanges participatifs (AEP) ;
- Organisation en vue de la soumission du rapport provisoire ;
- Suite de la mission de quelques Experts
- Divers

Sur le compte-rendu de la dernière séance

Le rapport de la dernière séance a été lu, amendé et approuvé par les participants.

Sur l'évaluation des AEP

Après l'organisation des différentes AEP, les Experts en parlent pour faire les constats suivants :

- **Nombre et qualité des participant(e)s** : Dans les cinq pôles, tout a été bon, sauf à Femock (Nkong-Ni) où des aspects culturels (réalités cosmopolites) et problèmes socio-anthropologiques ont failli entacher l'AEP organisée le 04 juillet 2014.
- **L'intérêt des communautés** : la participation a été effective et riche de la part des exploitant(e)s des différents flancs des Monts Bamboutos.
- **Fertilité des propositions** : Des propositions concrètes et réalistes sont sorties des AEP. Ces propositions ont été enrichissantes et potentiellement applicables à l'endroit de l'Etat, des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) et des Communautés. Ces propositions seront croisées avec celles qui ressortiront des fiches de collecte de données.

Sur l'organisation en vue de la soumission du rapport provisoire

Il est convenu que chaque Expert remette son rapport provisoire à l'Agence d'exécution de l'AP d'ici au 10 août 2014, afin de ressortir ce qui a été fait jusqu'à présent.





Sur de la mission de quelques Experts

Les experts en charge de l'étude socioéconomique et de l'audit environnemental entendent approfondir la collecte des données auprès de certaines sectorielles. Ces données devront être confrontées à celles des AEP.

Sur les divers

Aucun point n'a été enregistré à ce niveau.

Etaient présents :

N°	Noms et Prénoms	Qualité	Emails	Téléphones	Signatures
01	Michel Ferdinand	Consultant Communication	mifor20@yahoo.fr	99504659	
02	YAN GOUA Alex	Consultant Communication	alex.yonga@gmail.com	99990277	
03	Ngouffo Robert	Expert Socio Eco	robertresearch@yahoo.fr	99994109	
04	TALLA André Marie	Expert Audit Environnemental	amitchup@yahoo.fr	96231155	

Le Rapporteur,


Michel Ferdinand

**DIXIEME RAPPORT DE CONCERTATION DES EXPERTS IMPLIQUES DANS LA MISE EN
ŒUVRE DE L'AVANT PROJET DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF, CONSERVATION ET
RESTAURATION DES MASSIFS FORESTIERS DEGRADEES DES MONTS BAMBOUTOS**

L'an deux mille quatorze et le vingt-neuf du mois de juillet, s'est tenue dans une salle de réunion de DK International, la première rencontre de trois des quatre experts impliqués dans la mise en œuvre de l'Avant-projet précité. L'ordre du jour des assises a porté sur :

- Compte-rendu de la dernière séance ;
- Niveau de préparation des rapports provisoires ;
- Le Partage des difficultés rencontrées ;
- Date d'examen des drafts de rapport ;
- Divers

Sur le compte-rendu de la dernière séance

Le rapport de la dernière séance a été lu, amendé et approuvé par les participants.

Sur le niveau de préparation des rapports provisoires

Les Experts s'accordent à dire que le niveau est assez avancé, et qu'il faudra donner jusqu'au 06 août aux uns et aux autres pour boucler ces rapports provisoires.

Sur le partage des difficultés rencontrées

Les Experts en charge respectivement de l'étude socioéconomique et de l'audit environnemental sont encore sur les terrains pour la suite de la collecte des données. Le travail se passe bien, malgré l'indisponibilité de quelques cibles.

Sur la date d'examen des drafts de rapport

La date du mercredi, 06 août 2014, est arrêtée d'accord partie pour apprécier les drafts de rapport qui seront proposés.

Sur les divers

Aucun point n'a été enregistré à ce niveau.

La réunion lancée à 8h45 s'est achevée à 11h58.

Etaient présents :

N°	Noms et Prénoms	Qualité	Emails	Téléphones	Signatures
01	Michel Ferdinand	Consultant, Communication	mifor92@yahoo.fr	99504659	
02	Thomas Tankou	Consultant Communication	lehaut.national e7elive.fr	99807164	
03	TALLA André Marie	Expert Audit environnemental	tomtchapey@yahoo.fr	96231155	
04	Ngouffo Robert	Expert Sciences Eco	robert.searcho y.fr	99994109	
05					

Le Rapporteur

Michel Ferdinand

**ONZIEME RAPPORT DE CONCERTATION DES EXPERTS IMPLIQUES DANS LA MISE EN
ŒUVRE DE L'AVANT PROJET DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF, CONSERVATION ET
RESTAURATION DES MASSIFS FORESTIERS DEGRADÉS DES MONTS BAMBOUTOS**

L'an deux mille quatorze et le six du mois d'août, trois des quatre Consultants engagés dans la mise en œuvre de l'Avant-projet de développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés des Monts Bamboutos, se sont retrouvés autour d'une réunion de concertation relative à l'Avant-projet suscité au lieu habituel, siège de DK International. L'ordre du jour prévoit les points suivants :

- Compte-rendu de la quatrième séance ;
- Etat d'avancement des rapports ;
- Harmonisation/agencement du rapport ;
- Préparation des accessoires/annexes ;
- Divers

Sur le compte-rendu de la dernière séance

Le compte-rendu de la dernière séance a été lu, amendé et approuvé par tous les participants.

Sur l'état d'avancement des rapports

Chaque Expert a pris une vingtaine de minutes pour partager le niveau d'avance de son rapport. Le constat fait état d'un niveau d'exécution de l'ordre de 95%. Il en faudra encore 5% pour avoir un document complet et de qualité.

Sur l'harmonisation/agencement du rapport

Tout le monde convient de ce que le rapport doit être compartimenté, afin de faire transparaître le rapport spécifique à chaque Expert. On retient également qu'au sujet des annexes on pourra en avoir qui soit transversales.

Sur la préparation des accessoires/annexes

Il est porté à la gouverne des Experts qu'ils devront réunir les éléments y relatifs pour les mettre à la disposition d'un secrétariat bureautique apte les scanner.

Sur les divers

Rien n'a été enregistré à ce niveau.

C'est à 11h30 qu'a été bouclée la rencontre entamée à 9h10.


Etaient présents :

N°	Noms et Prénoms	Qualité	Emails	Téléphones	Signatures
01	Michel Ferdinand	Consultant, Communication	mifer92@yahoo.fr	99 50 46 59	
02	TANGOUA Alexis	Consultant Communication	alex_tangoua@yahoo.fr	99 99 02 77	
03	Thomas Tankou	Consultant Communication	leheraut_national@yahoo.fr	99 80 71 61	
04	Ngoufo Robert	Expert Socio Eco	robertseadieh@yahoo.fr	99 99 41 09	
05	TALLA André Marie	Expert Acidité environnemental	tomtchuyey@yahoo.fr	96 23 11 55	

Le Rapporteur,

Michel Ferdinand

Lettres d'introduction signées de la Coordinatrice de l'AP

REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix- Travail- Patrie ----- MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE ----- DELEGATION REGIONALE DE L'OUEST ----- SERVICE REGIONAL DES FORETS -----	 BP:09 Bafoussam Tel: (237) 33 44 11 70	REPUBLIC OF CAMEROON Peace- Work- Fatherland ----- MINISTRY OF FORESTRY AND WILDLIFE ----- WEST REGIONAL DELEGATION ----- REGIONAL SERVICE OF FORESTRY -----
N° <u>258</u> /L/MINFOF/DRO/SRF Bafoussam, le <u>12 MAI 2014</u>		
LE DELEGUE REGIONAL DES FORETS ET DE LA FAUNE DE L'OUEST, COORDONNATEUR DU PROJET DEVELOPEMENT PARTICIPATIF, CONSERVATION ET RESTAURATION DES MASSIFS FORESTIERS DEGRADEES DE LA REGION DES MONTS BAMBOUTOS		
<u>BAFOUSSAM</u>		
AUX		
AUTORITES ADMINISTRATIVES, MUNICIPALES, POLITIQUES, RELIGIEUSES, TRADITIONNELLES ; SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT ; ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE; LEADERS D'OPINION ET POPULATIONS		
Objet : Mise en œuvre de l'Avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F)		
Mesdames, Messieurs,		
Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) intitulé « Développement Participatif, Conservation et Restauration des Massifs Forestiers Dégradés de la région des Monts Bamboutos (Ouest-Cameroun) », et conformément aux clauses de l'atelier de lancement dudit avant-projet dont les travaux se sont déroulés en date du 30/04/2014 sous le haut patronage de Monsieur le Gouverneur de la Région de l'Ouest,		
J'ai l'honneur de vous informer par la présente que 04 (quatre) experts vont être déployés dans les communautés riveraines des Monts Bamboutos à partir du jeudi, 08/05/2014 pour mener les études diagnostiques y afférentes. Il s'agit notamment de :		

Expert N°1 : Le Club Média Ouest (CMO), chargé de la communication ;
 Expert N°2 : M. NGOUFFO Robert, chargé des études socioéconomiques ;
 Expert N°3 : M. TALLA André-Marie, chargé de l'audit environnemental ;
 Expert N°4 : M. ONDOUA EKOTTO Schadrack chargé de la formulation de la proposition de projet thématique REDDES sur la base des travaux des 3 précédents.

Je vous prie de bien vouloir accepter de leur faciliter la tâche pour garantir les chances de succès de cette mission car la survie des peuples des grassfields en dépend.

Veillez agréer Mesdames, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

Copie :

- MINFOF (ATCR)
- GOUV Région Ouest (ATCR)



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix- Travail- Patrie

MINISTERE DES FORETS
ET DE LA FAUNE

DELEGATION REGIONALE DE L'OUEST

SERVICE REGIONAL DES FORETS



BP :09
Bafoussam
Tel : (237) 33 44 11 70

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace- Work- Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY
AND WILDLIFE

WEST REGIONAL DELEGATION

REGIONAL SERVICE OF FORESTRY

N° 271 /L/MINFOF/DRO/SRF Bafoussam, le 16 MAI 2014

THE REGIONAL DELEGATE OF
FORESTRY AND WILDLIFE FOR WEST;
COORDINATOR OF THE PROJECT FOR
PARTICIPATIVE DEVELOPMENT,
CONSERVATION AND RESTORATION OF
THE BAMBOUTOS DEGRADED FORESTRY
MASSES

BAFOUSSAM

TO

THE ADMINISTRATIVE AUTHORITIES,
MUNICIPAL, POLITICAL, RELIGIOUS,
TRADITIONAL, STATE SERVICES, CIVIL
SOCIETY ORGANIZATIONS, LOCAL
LEADERS AND POPULATIONS.

Subject : Implementation of the Draft-Project
RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F)

Mr /Mrs,

Following the implementation of the activities of the Draft Project RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F), entitled « Participative Development, Conservation and Restoration of the Bamboutos Degraded Forestry Masses » and; in conformity with the resolutions of the opening workshop that took place on the 30th of April 2014 under the leadership of the governor of the West Region,

I have the honor to inform you that four (04) experts will work in the bordering communities of the Mounts Bamboutos from the 8th of May 2014 and they will be carrying out related diagnostic studies. These experts include the following:

Expert N°1: Club Media Ouest (CMO), in charge of communication;

Expert N°2: M. NGOUFFO Robert, in charge of socio-economic studies;

Expert N°3 : M. TALLA André-Marie, in charge of environmental audition;

Expert N°4: M. ONDOUA, in charge of the formulation of proposed projects in line with REDDES's themes, using the works of the first 3 experts.

Please, kindly facilitate their tasks in order to guarantee the success of this mission on which the survival of the grass field people depends.



Best regards.

Copy :

- MINFOF (ATCR)
- GOUV Région Ouest (ATCR)













Listes des cibles rencontrées lors des visites d'information et de sensibilisation

Réalisation de l'avant-projet RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) portant « développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la région des Monts Bamboutos »

Implementation of the draft project RED-PPD 050/11. Rev. 1 (F) on « participative development, conservation and restoration of the degraded forestry area of Bamboutos Mountains »

LISTE DES INTERLOCUTEURS RENCONTRES
(List of the questioners met)

Date	N°	Noms et Prénoms (Names)	Fonction (Function)	Région (Region)	Contact Tél (Tel Contact)	Signature
03/06 2014	1	Préfecture Btos à Tibouda	Secrétaire Particulier	Ouest	33 485 136	
	2	Eduardo Michel	AAFO/Btos		7757916	
	3	Tchatcho ORSOLE	Représentante DD HINEPIA	OUEST	7655966	
	4	TIOMO François	DD MINADER Btos	OUEST	7634817	
	5	PIEYOU Jean	DD MINADER Btos	OUEST	98881639	
	6	Dontsa Marie	Rep. chef Sup. Btsou	Ouest	77649736	
	7	Dame Tchinda chef Bamelo	Rep. chef Bamelo	Ouest	76375971	
	8	Deforo Jean G.	Ex. Maire Babadjou	Ouest	75262460	
	9	Mboudjiko Louise	Conseiller Municipal	Ouest		
	10	Koko Michel	Catéchiste	Ouest	747721 78	
	11	Tchato FFO Arnaud	St. Commun Babadjou	Ouest	73 984506	
	12	Foudjo Benoit	CPA Fido	ouest	77344908	
	13	LEKO Bou Robert	Dp/BATUNG - Communication	Ouest	76396907	

1

	14	KEMLOANG FELIX	CPA BAMELO	OUEST	75-77-5028	
	15	Tchinda severin	A 2 AMIRA elite Bameto	Ouest	77530278 35080583	
	16	Nguenlewoou Joseph	chef qtiu Balepo	Ouest	77512881	
	17	Maffo Rosalie	Chief Poste forestier	Ouest	75145185	
	18	Bouba L.	Delegue Agr DINEPIA	Ouest	99345099	
	19	Mogou Judith	Chief Poste Agr. Bameto	Ouest	77772171	
	20	Tchibiep Bangap Jean-C	C.P.A Balepo	Ouest	99666575	
	21	Nguessa	DAADR Babadjoni	Ouest	964575101	
	22	Mogou Fernan	Coordo PNSA	Ouest	77204088	
04/06 2014	23	Mbonda Dieudme	MA Mbonda	-11-	7741134	
	24	KENFACK TANGA P	Chief BALATCHI	-11-	75442922	
	25	Sonkoué Jean	Pasteur Balatchi	-11-	7831477	
	26	Philip AKEFAC	SG/com mbanda-	Ouest	77530046	
	27	TIOSSOK André	DAADER Mbouida	Ouest	76562523	
	28	SARVON BOUNA	SRK batcham	Ouest	99609201	
	29	Fekeng felix	chef Mekoup	Ouest	778355	
	30	WHYgring moufo Rombour	chef C ZI de Bamfong	OUEST	79257885	
	31	Tchoupou Fopa	CPA de Nzindong	Ouest	77808463	
	32	Nguenlewoou Alfred	CPA Bangang	Ouest	77808463	

	33	Kadjio Victor	DAADER Babcha	Ouest		
	34	Saa Nougning Arlette	CPA Tchelekouev	-11-	751686 44	
05/06 2014	35	Sous-Préfecture de Nkong Ni	JCKENG Agent de	OUEST	94-02-74 59	
	36	PEKEKO FEKO ISAAC	SG Commune Nkong-zem	Ouest	77059151 96091600	
	37	SIKEM	CPA TCHALEKOUV	OUEST	773160	
	38	ASSONNA Jean Claude	CPA Djuttitsa SS/PNVRA	Ouest	9967 3219	
	39	DAADER DE NKONG-NI		Ouest	7738 8966	P.O. ASSONNA
	40	AVZ de Djuttitsa		Ouest	9971 9263	P.O. ASSONNA
	41	chef de poste Ag de Mezet		Ouest	9440 5222	P.O. ASSONNA
	42	Foko Helène	CPEEC de Nkong-NI	Ouest	9999 3925	
	43	KEM WAMBA	Communaute FEMOCK	Ouest	96919749	P.O.
	44	Chef de Meloung	Communaute Meloung	Ouest	7254645	
	45		Commune Fongo Togo	Ouest		
	46	NGOEFAM UURICH	chef SP sous-préfecture Fongo Togo	-15-	7A-85-35/19	
	47			-11-		
06/06 2014	48	ESSONG ESSONG THIERRY HERVE	Attint au chef de poste Gère Nkong Ni	S.O	7466710	
	49	ACHA Ringo	Wabane Council	SW	77405218	
	50	Fokang Pius Abofiott	Amboua de H.A.H	SW	7624488 77647740	
	51	Valentine Ngha K.	C.A.P. M'ockkoge (Mbebank)	SW	74717670	

	52	RISER Joshua Rafani	Chief Centre MINERIA Mkongke	SW	79672527	<i>[Signature]</i>
	53	Chief FORE Shu	Deputy Head Mbelenka	SW	77208030	<i>[Signature]</i>
	54	Souma-Jasael	Conseiller Municipal	Ouest	75260110	<i>[Signature]</i>
.11/06 2014	55	DYEN Jim Lawrence	Jour Pilot	S/P Santa Nord Oueat	75844691	<i>[Signature]</i>
	56	CHO SAMUEL	SDDL MINERIA	NW	75154903	<i>[Signature]</i>
	57	Daniel Kietawah	Sec. Gen. Santa Council	NW	77989270	<i>[Signature]</i>
	58	Actu Vincent Mokom	Delegate MINABER Santa	NW	75459766	<i>[Signature]</i>
	59	Chief of forestry post	Chief of post Santa	NW	94127868 77046415	
	60	FON Ayaba Godfred Ianni	Fon of Pinyi	NW	7758 0652	<i>[Signature]</i>
	61	ACTU Elvis	Chief of Agric post Pinyin	NW	74829670	
	62	Ndimikong Elias	Chief of Agric post Mankha	NW	70047712	
30/06 2014	63	NGANGOM Samuel	Greffer en Chef.	OUEST	77753075	<i>[Signature]</i>
	64	LIKING	DDCAF BO	OUEST	74196312	<i>[Signature]</i>
	65	TASSON Andre	Conservateur Bios	OUEST	77409788	<i>[Signature]</i>
	66					
	67					
	68					
	69					
	70					

Les communiqués de presse

REP. CAM/MINFOF



Ministère des Forêts et de la Faune



OIBT/ITTO



Organisation Internationale des Bois Tropicaux

COMMUNIQUE DE PRESSE

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Avant-projet de développement participatif, conservation et restauration des massifs dégradés de la zone des Monts Bamboutos par le Gouvernement camerounais, à travers le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) avec le soutien de l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT), les populations sont informées qu'une équipe d'experts vont se déployer sur le terrain pour collecter des données devant aboutir à la formulation d'une proposition de projet.

A cet effet, soucieux de la participation de tous et de toutes, vous êtes invité (e) à vous mobiliser autour des différentes activités qui seront menées au cours des mois de mai, juin et juillet 2014 par ces experts, et à formuler vos attentes et préoccupations.

Bafoussam, 23 MAI 2014

La Délégation Régionale
du MINFOF de l'Ouest




Joangue Gisèle
Ingénieur en Chef des Eaux, Forêts
et Chasses

REP. CAM/MINFOF



Ministry of Forestry and Wildlife



ITTO

International Tropical Timber
Organization

PRESS RELEASE

Within the framework of the implementation of the draft project for participatory development, conservation and restoration of the degraded forests of the Bamboutos Mountains, by the Cameroon government, through the Ministry of Forestry and Wildlife (MINFOF) with support from the International Tropical Timber Organization (ITTO), the public is informed that a team of experts will be deployed on the field to collect data to enable the formulation of a project proposal.

To this effect, and concerned about the participation of each and everyone, the inhabitants of the Bamboutos Mountains area are invited to get actively involved in the various activities that will be conducted during the months of May, June and July 2014 by these experts by expressing their expectations and preoccupations.

Bafoussam,

23 MAI 2014

The West Regional Delegation
Ministry of Forestry and Wildlife

Joangue Gisèle
 Le Délégué
 The Delegate
 Ingénieur en Chef des Eaux, Forêts
 et Chasses

Les invitations aux AEP

REP. CAM/MINFOF

MINISTRE DES FORETS ET DE LA FAUNE
MINISTRY OF FORESTRY AND WILDLIFE

Ministry of Forestry and Wildlife
99504659

ITTO

International Tropical Timber
Organization

Bafoussam, the 02 JUL 2014

**SANTA COUNCIL
MAIL ARRIVAL
RECEIVED ON 03/07/14
N° 1081
SIGNER**

The Mayor of SANTA

Subject: Invitation to a participative
exchange assembly

Mr Mayor,
The Government of Cameroon, through the Ministry of Forestry and Wildlife, and with the support of the International Tropical Timber Organization (ITTO) has put in place the implementation of a draft project on "*Participative Development, Conservation and Restoration of the Massive Degraded Forestry Areas of the Bamboutos Mountains*" which covers the Regions of West, Nord West and South West.

Also, we have the honour to invite you to an important relative meeting which will take place at The For's Conference hall of pinyin on the 10 JUL 2014 as from 9am precisely in the framework of participative exchange assemblies.


From these exchanges, it will be question to formulate a project proposition for a sustainable management of the massive forestries mentioned above.

In order to highlight the quality of theses exchanges on the topic which is calling all our attentions, your presence highly expected.

Accept, Mr Mayor, our true and sincere collaboration.

The West Regional Delegation
Ministry of Forestry and Wildlife

Joangue
Directeur en Chef des Eaux, Forêts
et Chasses



REP. CAM/MINFOF



Ministère des Forêts et de la Faune



OIBT/ITTO

Organisation Internationale
Bois Tropicaux

Bafoussam, le 17 JUN 2014

A
Monsieur le Maire
de la Commune de Babadjou

Objet : **Invitation à l'Assemblée d'échanges
Participatifs**

Monsieur le Maire,

Le Gouvernement Camerounais, à travers le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF), et avec le soutien de l'Organisation Internationale de Bois (OIBT), a entrepris la mise en œuvre d'un **Avant-projet sur le Développement Participatif, Conservation et Restauration des Massifs Forestiers Dégradés de la Région des Monts Bamboutos qui s'étendent sur les Régions de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.**

Aussi avons-nous l'honneur, de vous convier à une importante rencontre y relative, qui se tiendra à *La Place des fêtes de la Commune Babadjou* le 23 JUN 2014 à partir de 9 heures très précises, dans le cadre des Assemblées d'échanges participatifs. A l'issue de ces échanges, il est question de formuler une proposition de projet pour une gestion durables des Massifs Forestiers sus-évoqués.

Afin de rehausser la qualité de ces échanges sur ce sujet qui nous interpelle tous et toutes, votre présence est vivement souhaitée.

Veuillez recevoir, Monsieur le Maire, l'expression de notre franche et sincère collaboration.

La Délégation Régionale
du MINFOF de l'Ouest



Yotangué Gwete
Ingénieur en Chef des Eaux Forêts
et Chasses

Le programme des AEP

REP. CAM/MINFOF



Ministry of Forestry and Wildlife



OIBT/ITTO



International Tropical Timber
Organization

PARTICIPATIVE EXCHANGE ASSEMBLY FOR THE IMPLEMENTATION OF THE DRAFT PROJECT OF THE FORESTRY DEGRADED AREAS OF BAMBOUTOS MOUNTAINS

Pinyin, 10th July 2014

Workshop Programme

- Arrival and installation of participants
- Arrival of the Fon of Pinyin
- Arrival of the Divisional Officer of Santa
- Installation of the D.O of Santa
- Singning of the national anthem
- Speech of the Fon of Pinyin
- Speech of the D.O of Santa

- Watching and comments of some images from the field
- Beginning of exchanges
 - Expert in charge of socio-economic studies
 - Expert in charge of environmental audit

- Open Debate
- Recommendations

- Closing of the workshop
 - Closing speech of the Fon of Pinyin
 - Closing speech of The D.O of Santa

Note: Thanks for your active and kind participation

REP. CAM/MINFOF



Ministère des Forêts et de la Faune



OIBT/ITTO

Organisation Internationale
Bois Tropicaux

**ASSEMBLEE D'ECHANGES PARTICIPATIFS DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE
DE L'AVANT- PROJET DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF, CONSERVATION ET
RESTAURATION DES MASSIFS FORESTIERS DEGRADEES DES MONTS BAMBOUTOS
AU CAMEROUN**

Mbouda, le 30 juin 2014

Programme de la rencontre

- Arrivée et installation des participant(e)s
- Arrivée des Autorités traditionnelles et religieuses
- Arrivée de MM. les Sous-préfets de Mbouda et de Batcham
- Arrivée de M. le Préfet du Département des Bamboutos
- Installation des Autorités administratives, Traditionnelles et Religieuses
- Exécution de l'Hymne national
- Mot des Chefs supérieurs Balatchi et Bangang
- Mot de M. le Préfet du Département des Bamboutos

- Projection commentée des images de terrain
- Début des échanges
 - Expert chargé de la réalisation d'une étude socioéconomique
 - Expert chargé de l'audit environnemental

- Débats
- Formulation des recommandations

- Clôture des travaux
 - Mot des Chefs supérieurs Balatchi et Bangang
 - Mot de M. le Préfet du Département des Bamboutos

NB : Merci de votre participation active et enrichissante

Quelques productions médiatiques de la presse écrite

INSTITUTIONNEL

BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC

Plaidoyer pour un observatoire d'investissement public

Il va permettre de contrôler la gestion des dépenses publiques et l'exécution du Bip dans la région du Littoral.

L'idée a été émise par le chef du projet Synergie des organisations de la société civile pour le suivi de l'investissement public (Sosis), un projet mis sur pied par la Plateforme pour la gouvernance urbaine du Cameroun (Pgud). C'était au cours du lancement officiel du projet Sosis, hier, mercredi, 25 juin 2014. Le projet vise à améliorer les conditions de vie des populations à travers une meilleure gestion de la dépense publique ; à contrôler l'exécution du Budget d'investissement public (Bip) et la réalisation des projets à exécuter. « Il sera question pour nous de former les Organisations de la société civile (Osc) sur les techniques et les outils de contrôle ; produire un rapport alternatif pour montrer la situation de la dépense publique dans la

région du Littoral ; veiller à la bonne exécution du Bip », relève Malcom Tchumchoua Penda, chef du projet Sosis.

Afin de donner une visibilité à la gestion du Bip dans la Région du Littoral, « nous allons également mettre en place un observatoire régional de l'investissement public qui aura toutes les informations sur le Bip et créer un site internet sur lequel nous allons mettre des informations sur la réalisation de ces projets », poursuit Charles Bertin Ditimack, le coordinateur du Pgud. Afin de faire ce travail, le projet Sosis a bénéficié du financement de l'Union Européenne, de l'Etat du Cameroun et du Psc à hauteur de 15 161 100Fca. Plus de 700 projets du Bip de la Région du Littoral sont ainsi concernés. Il

est surtout question pour les responsables du Sosis d'attendre au moins 50% de la réalisation du Bip courant d'ici la fin de cette année 2014.

Ce projet qui a une durée de 10 mois va également mettre ensemble les Osc qui travaillent sur le Bip afin de leur donner les outils nécessaires devant leur permettre d'avoir de bons résultats. Ce d'autant plus que, « les Osc qui veulent travailler sur le Bip n'ont ni les moyens financiers, ni une formation adéquate », indique le coordinateur du Pgud. Trente Osc seront donc formées sur le suivi du Bip. A long terme, le projet veut faire passer le taux d'exécution du Bip actuellement estimé par les Osc à 4% à un taux de 100%.

BLAISE DJOUOKEP

FORMATION

50 volontaires au chevet des réfugiés centrafricains

Pendant une semaine, ces jeunes ont été formés sur quatre modules d'assistance aux personnes en détresse.

Les réfugiés centrafricains n'ont plus de quoi être inquiets. A partir du mois de juillet prochain, ces personnes en détresse recevront une assistance sociale. Cette nouveauté découle du constat fait par l'ambassadeur de Centrafrique au Cameroun. « Les centrafricains qui viennent se réfugier au Cameroun sont parfois désespérés », relève-t-il. Pour cela, ajoute-t-il, « nous avons recruté des volontaires afin de les former pour une mission d'aide et d'animation, en faveur des jeunes réfugiés centrafricains et des populations hôtes, dans la région de l'Est », indique l'ambassadeur tout calmement. La formation des volontaires a mis cinq jours sous la supervision du directeur de l'Institut de formation, de recherche et du développement (Iford).

L'apprentissage avait pour thème générale « la Francophonie... c'est vouloir susciter les jeunes vocations, relever les jeunes talents, pour mieux s'adjoindre leurs compétences ». Ce thème, qui constituait le point focal de la formation, a été subdivisé en quatre modules distincts. Notamment « l'action des volontaires et des droits des réfugiés », coordonné par le représentant du Comité National des Droits de l'Homme et des libertés (Cndhl). Ensuite, les volontaires ont axé leurs ressources, sur les techniques de collecte de données et le rôle de l'Iford dans l'action humanitaire. La Croix rouge elle aussi, s'est fait représenter dans la formation avec un module sur l'imprégnation des premiers secours. Une mobilisation qui assure une meilleure prise en charge des réfugiés sur le sol camerounais.

VIVIANE BAHOKEN

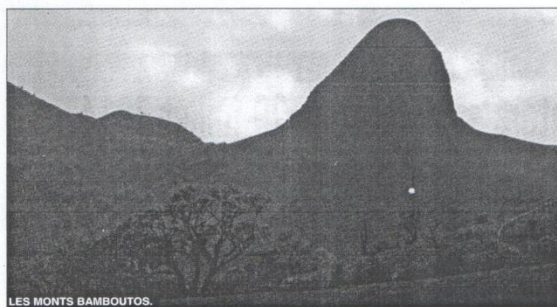
DÉGRADATION

La restauration des monts Bamboutos préoccupe

L'Etat camerounais et l'Organisation internationale des bois tropicaux y ont financé un avant-projet en vue d'une gestion durable.

Un parcours effectué sur les différents flancs des monts Bamboutos, laisse transparaître une dégradation avancée du couvert végétal et une déstabilisation des équilibres écologiques. Ces monts sont presque envahis par des pratiques culturelles inappropriées, quand ce ne sont pas des eucalyptus qui sortent de partout. Pour des besoins de survie, la pression humaine y est devenue de plus en plus forte depuis quelques années, qu'il y a lieu de redouter, entre autres, la destruction de la nappe phréatique. Ce qui justifie la mise en œuvre d'un avant-projet cofinancé par le gouvernement camerounais à travers le ministère des Forêts et de la Faune (Minfof) et l'Organisation internationale des bois tropicaux (Oib).

Une action qui vise à mettre ces monts à l'abri d'une exploitation anarchique. Les activités conduites sur le terrain par trois experts, pour l'instant, s'inscrivent dans la logique d'un développement participatif, de la conservation et de la restauration des massifs forestiers dégradés des monts Bamboutos. L'aspect communication assuré par le Club Média Ouest [association des journalistes locaux] permettra aux experts chargés respectivement d'une étude socioéconomique, d'un audit environnemental et de la formulation d'un projet proprement dit, de susciter les contributions des riverains de ces massifs. L'objectif étant de promouvoir une gestion durable de cet espace, en combinant les impératifs de survie des populations résidentes et ceux de conservation et de préservation de la biodiversité.



LES MONTS BAMBOUTOS.

C'est d'ailleurs l'objet d'une assemblée d'échanges participatifs, organisée le 23 juin dernier dans la salle de fête de la chefferie supérieure Babadjou, entre les acteurs concernés, pour recueillir les avis de la base. A l'occasion, le délégué régional des Forêts et de la Faune à l'Ouest, Gisèle Tsangue, a insisté sur la sauvegarde des monts Bamboutos par une action concertée des parties prenantes : « Nous sommes là pour partager avec les populations bénéficiaires. L'Etat et ses populations ont opté de s'asseoir pour échanger et trouver les solutions viables pour que nous soyons en vie, et que tout le monde profite des monts Bamboutos », a plaidé Mme Tsangue, coordinatrice de l'avant-projet. Quant au sous-préfet de Babadjou, Hilaire Marie Tchuentu, il a découragé l'exploitation désordonnée d'un massif connu comme étant le château

d'eau et le régulateur climatique de la région de l'Ouest.

Audit environnemental

Au cours des échanges animés par l'expert socioéconomique, Robert Nguouffo, et son homologue chargé de l'audit environnemental, André Marie Talla, les participants ont plaidé pour que l'Etat crée par exemple une zone tampon dans des endroits de conflit ou propose des espaces sylvo-cultivés appropriés. Tout en souhaitant que la Commune crée des forêts communales et aménage un site touristique sur ces massifs. Les communariats s'engagent à collaborer avec les pouvoirs publics et la collectivité territoriale décentralisée.

En rappel, les monts Bamboutos qui retiennent l'attention aujourd'hui, ont été classés par le Minfof, en 2009, au rang de réserve écologique intégrale. Traduction : la présence

humaine y était proscrite. L'acte du Minfof a provoqué des contestations de la part des populations. Dans la même lancée, des recours et autres pétitions ont été enregistrés. Dans le souci de calmer les ardeurs des uns et des autres, un groupe d'élites réunis au sein du Club des amis des monts Bamboutos a sollicité de l'Oib un appui financier pour la réalisation d'une étude diagnostique préliminaire, devant aboutir au processus de classification initié par le Minfof et à la formulation d'un projet visant la préservation et l'atténuation des dégradations naturelles et autres. D'où la présence des experts sur le terrain depuis plus d'un mois. Les massifs forestiers des monts Bamboutos s'étendent sur les régions de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Soit une superficie estimée à 218 km².

MICHEL FERDINAND

INSTITUTIONNEL

BAFOUSSAM

Le Mincommerce prô ne la stabilisation des prix

Luc Magloire Mbariga Atangana a fait le tour des marchés de cette ville pour décourager la spéculation.

Le vent de surenchère qui planait jusque-là sur les différents marchés de la ville de Bafoussam, suite à l'augmentation du prix à la pompe et autres, s'est quelque peu estompé. Alors que de nombreux commerçants redoutaient une éventuelle hausse de prix au niveau du transport des produits de première nécessité, le ministre du Commerce (Mincommerce), Luc Magloire Mbariga Atangana, les a rassurés au cours d'une tournée de sensibilisation organisée le vendredi 11 juillet dernier, dans le chef-lieu de la région de l'Ouest.

Un tour du propriétaire qui lui a permis de partager les démarches entreprises entre le gouvernement et les acteurs de cette filière, à savoir les importateurs et les grossistes. Surtout que la hausse du prix de carburant pouvait avoir une incidence sur le coût des produits en question. « Nous devons sceller ce pacte qui veut que le commerçant ne trompe pas le consommateur, quand il arrive au marché. Personne ne doit tromper l'autre. Cela passe par une politique de prix. Soyons responsables », enseigne le Mincommerce. De nombreux commerçants et consommateurs qui viennent à la rencontre de M. Mbariga Atangana sur le site des marchés A, B et Casablanca à Bafoussam, sont attentifs aux différents messages. Le

délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Bafoussam (Cub), Emmanuel Nouté, rassure son lot de ce que les marchés locaux sont régulièrement et correctement approvisionnés. Les responsables d'association de marché saisissent l'opportunité pour s'engager à veiller au grain. On apaise les inquiétudes des uns et des autres sur la spéculation envisagée par des acteurs véreux de la chaîne. « Le gouvernement a pris toutes les dispositions en amont, grâce à nos rencontres régulières et au dialogue que nous entretenons en permanence avec les opérateurs, importateurs et grossistes, pour que notre pays ne souffre d'aucune pénurie, au moins jusqu'aux fêtes de fin d'année et de nouvel an », renchérit le Mincommerce. Tout en indiquant que les marchés seront approvisionnés en produits de tout genre. « Toutes les conditions sont réunies, pourvu qu'il y ait un climat de paix, que les choses se passent convenablement, conformément à la politique de cohésion sociale et de justice que même le président de la République ». On invite chacun à jouer sa partition dans un secteur où les plus malins veulent se faire de gros profits sur la tête du client : « Le transport des produits de première nécessité au départ de Douala et à destination d'autres villes, ne bougera pas. C'est un engagement qui a été pris d'un commun accord. C'est un élément supplémentaire

pour dire aux commerçants que nous n'avons aucune raison de jouer avec le portefeuille des consommateurs, puisque le gouvernement a fait ce qui est de son devoir », avertit Luc Magloire Mbariga Atangana. Dans l'intervalle, le Mincommerce apprécie les mesures d'accompagnement prises par les pouvoirs publics. Il s'agit de la réduction de moitié de l'impôt libératoire et l'examen des tracasseries routières par le secrétaire d'Etat à la Défense chargé de la gendarmerie et le délégué général à la Sécurité nationale (Dgsn).

À chaque sortie, le Mincommerce demande à ses interlocuteurs de sanctuariser les prix des produits de première nécessité. Il conseille de ne pas jouer sur le pouvoir d'achat du consommateur, d'autant que les Camerounais doivent manger à leur faim. Sur les étals à Bafoussam, on se plait à reconnaître que les prix ne flambent pas encore depuis la hausse intervenue à la pompe, le 1er juillet 2014. Au contraire, le litre d'huile de palme est passé de 750 à 600 Fcfa. Quant aux autres produits, le prix d'un morceau de savon ou d'un kilogramme de riz n'a pas varié. On s'en procure respectivement à 300 et 350 Fcfa.

MICHEL FERDINAND

GOVERNANCE FORESTIÈRE

Le Foder sensibilise pour la transparence

Cette association a dévoilé ses principales missions mardi dernier à Yaoundé.



Selon les explications de Patrick Kamukumo du Centre pour l'environnement et le développement rural (Ced), une longue liste de maux affecte le secteur forestier au Cameroun : « exploitation illégale des forêts, commerce illégal de bois, opacité dans la gestion des redevances forestières, absence d'une loi spécifique sur la liberté d'information, la non diffusion des droits des communautés locales et autochtones ». Lors de la conférence de presse organisée mardi dernier par l'association Forêts et développement rural (Foder), sur le thème « transparence et bonne gouvernance : enjeux et défis », M. Kamukumo justifie que « la transparence est l'une des meilleures solutions pour combattre les différents maux ». Cet expert déclare que la « transparence peut améliorer la gouvernance dans le secteur forêt-environnement, renforcer l'image des produits forestiers camerounais sur le marché de l'Union européenne et améliorer le climat des affaires pour les entreprises exportatrices de bois ». Benjamin Tchoufo ajoute « l'implication de la société civile dans la gestion forestière, le renforcement juridique dans le secteur de l'exploitation forestière, l'accès à l'information aux différentes parties prenantes du secteur ».

Toutefois, on se réjouit que le Cameroun ait engagé des efforts dans le secteur forestier. L'Accord de partenariat volontaire (Apv) ratifié par le pays est entré en vigueur le 16 décembre 2011. Cet instrument juridique contient une annexe VII qui engage et oblige les parties à publier un ensemble spécifique de documents et de données sur le secteur forestier. Le projet de Renforcement de la gouvernance des forêts africaines participe également à l'amélioration de la responsabilité de la gouvernance et des politiques en faveur des pauvres.

Les différents orateurs qui se sont succédés à la conférence de presse ont rappelé que la forêt représente un potentiel non négligeable du point de vue écologique et économique. Selon les propos de Winnie Kito « association Foder a pour missions de garantir la justice, l'équité et la transparence dans la gestion forestière ». Cette association sensibilise, informe, forme et renforce les capacités des communautés et des acteurs forestiers. Elle mène en plus, des actions de plaidoyer et de lobbying.

NICOLAS VOUSINIA

ROBERT NGOUFFO

Il faut forcément rompre avec les pratiques culturelles actuelles

Expert socioéconomique dans l'avant-projet de développement participatif des monts Bamboutos, il encourage la préservation de l'équilibre écologique.

Après l'organisation de quatre assemblées d'échanges participatifs, quelle appréciation faites-vous de l'adhésion des différents acteurs dans le cadre de la mise en œuvre de l'Avant-projet de développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la zone des Monts Bamboutos ?

Dans le cadre de la réalisation de ces études diagnostiques, nous avons défini cinq pôles d'assemblées d'échanges participatifs sur l'ensemble des flancs francophones et anglophones. Nous venons de terminer avec le 4ème pôle, ce qui nous permet d'avoir une bonne perception du niveau d'adhésion des acteurs qui en fait dépend de plusieurs facteurs, notamment le dispositif de communication et de sensibilisation adopté par les organisateurs. N'oublions pas l'intérêt que les acteurs accordent à la problématique, le niveau d'acceptation du dialogue sur cette question sensible suscitant parfois beaucoup de méfiance. De ce point de vue, l'adhésion a jusqu'ici été très bonne en raison du bon niveau de participation des acteurs clés que nous avons progressivement invités dans les différents pôles.

Sur les Monts Bamboutos, les parcelles de terre réservées au pâturage sont aujourd'hui occupées par la pratique de l'agriculture, ce qui a poussé les éleveurs bororos à s'éloigner des monts Bamboutos. Quelle incidence cela peut avoir sur la vie quotidienne des populations riveraines ?

Au regard de la fréquence élevée des conflits agropastoraux, principalement entre les communautés bororos, essentiellement éleveurs et minoritaires, et les agriculteurs majoritaires, des initiatives avaient jadis été prises par les autorités administrative et traditionnelle locales pour matérialiser sur le terrain les aires réservées à l'élevage. Respectées au début, ces limites ont progressivement été violées par les agriculteurs qui se réclament autochtones face aux Bororos dont certains y résident pourtant depuis plus de 60 ans. Cette situation conflictuelle a amené certains Bororos à migrer avec leurs troupeaux des flancs de Babadjou, Balatchi et Nzindong en direction du Nord-Ouest ou du Sud-Ouest, où il y a moins d'adversité. L'une des conséquences directes en est la baisse de l'offre de la viande de bœuf sur les marchés locaux. Ce qui engendre automatiquement la hausse des prix. Et pour preuve, en quatre ans, le prix du



Kilogramme de viande de bœuf à presque doublé dans ces communautés.

Au cours des échanges, il revient de plus en plus que des riverains ont obtenu des titres fonciers sur certaines parcelles de ces monts par voie de concession définitive. Cet aspect sera-t-il pris en compte dans les études en cours de réalisation ?

La zone concernée par cette étude relève d'abord du domaine national. Si au fil des décennies, certains phénomènes socio-anthropologiques et économiques ont poussé les communautés à s'y établir en bâtissant leur habitat et en menant des activités génératrices de revenus pour la survie de leurs familles, il n'en demeure pas moins vrai que l'octroi de titres fonciers actuellement dominant sur les flancs de Nzindong et certains flancs de Babadjou, constitue un abus qu'il faudra examiner avec beaucoup de finesse dans la phase de mise en œuvre du projet. Dans notre mission de consultant, nous nous chargerons de faire un état des lieux avec une analyse de causes-effets-conséquences, et il reviendra aux pouvoirs publics de prendre une décision applicable.

Les pratiques culturelles observées sur les

monts Bamboutos relèvent d'une autre époque. Pourrait-on envisager de nouvelles pratiques plus adaptées ?

La logique d'une réserve écologique simple sur laquelle nous fondons notre approche tient du fait que la population est sans cesse croissante (environ 3% par an), alors que la production vivrière croît à un rythme relativement simple (près de 2%), en plus du taux de chômage qui ne cesse aussi de croître. Les exploitants de ces flancs de montagnes devront forcément rompre avec les pratiques actuelles pour épouser des nouvelles technologies plus adaptées, propres à donner des rendements plus élevés sur des espaces plus réduits, de manière à tirer les ressources nécessaires à leur survie tout en préservant l'équilibre écologique en raison des enjeux de ces massifs, château d'eau et régulateur climatique des régions de l'Ouest, Sud-Ouest et Nord-Ouest.

Les données collectées jusque-là sont-elles de nature à favoriser la mise en œuvre d'un projet proprement dit dans la zone des monts Bamboutos ?

La mise en œuvre d'un projet réaliste devra nécessiter beaucoup d'investigations pour reunir des données aussi bien quantitatives que qualitatives, en faire une analyse croisée afin d'avoir une bonne compréhension de la situation de référence. Or, nous en sommes encore à la tenue des assemblées d'échanges participatifs. Il faudra encore travailler avec certains secteurs pour compléter les données issues de ces assemblées, lesquelles ne représentent qu'environ 40% de l'ensemble. Quelle stratégie pourra-t-on développer pour faire en sorte que chaque acteur accepte de jouer son rôle ? Le point d'équilibre à rechercher vise à mettre sur pied un système de gestion qui exige de la part des exploitants des flancs des monts une adhésion et une conformité aux nouvelles méthodes d'exploitation. Les réalités de nos communautés montrent que les chances de succès passent par la mise sur pied des mécanismes de sanction, aussi bien endogènes locales qu'externes. Parmi les mécanismes internes de sanction, certaines communautés ont proposé le paiement des amendes ou la plantation d'un certain nombre de plants d'arbres. Quant aux mécanismes de sanction externes, ils s'imposent tout simplement la mise en application de la législation en vigueur.

PROPOS RECUEILLIS PAR

MICHEL FERDINAND

Increase In Transport Fare Affects "Buyam Sellams"

By Dorothy Agbor and Colette Yong (NPB Students On Internship)

The measure taken by the government to increase the salaries of civil servants has started manifesting negatively in the entire nation. Basic necessities like tomatoes, onion, pepper, amongst others, have increased in price, causing people to spend more on commodities and other services.

"Buyam Sellams" have greatly been affected by this increase as movement and transportation of people and goods have also been affected as a result of an increase in transport fare due to fuel price increase.

Talking to Eden, Kenki Bertrand, a Buyam Sellam, who sells pineapples, water melons, plums and cashew in the Bamenda food market, said he buys his goods from Melong in the Littoral Region and that the increase of transport fare has greatly affected his business. I said "I used to pay FCFA 20,000 from Melong to Bamenda along with my goods but now I pay up to FCFA 45,000 and at times am always delayed along the way because I sometimes bargain for a lesser price when my transport fare is not up to the required amount. The delay sometimes causes some of my goods to get bad which brings losses to my business".

Kenki added that he also faces a lot of challenges with customers and at times he auctions the goods when people are not able to buy at this required price. He continues that, he loves the business because he has been doing it for more than 10 years.

Yeremah Joan, a Buyam Sellam, who sells cabbage and sweet potatoes in Bamenda food market, on his part, said she buys her goods from other Buyam Sellams around town. She also added that the prices of the goods have changed and she does not buy as affordable as before. She also added that, as a result of this increase she suffers a lot of deficit as she sometimes sells the goods at a give-away price.

Turkish Company To Build Parliamentarians' Houses

Turkish company Öztürkier Holding has reached an agreement with the Cameroonian government to build over 10,000 lodging houses for public servants in a \$1.2-billion project, the company announced on July 14.

Öztürkier Holding, which undertook a number of key energy and infrastructure projects on the African continent, will now be building 660 luxury houses for Cameroon Parliament members and 10,000 residential units for government employees in the capital of Yaoundé.

The social housing project's budget, negotiations for which continued for over a year, is valued at \$1.183 billion, a statement released to announce the deal read.

The project that will comprise of schools, hospitals, shopping areas, security buildings and sports complexes have been designed for eight different regions and is scheduled to be completed in 60 months.

The houses planned for parliamentarians will be around 550-square meters, while government workers will be given 115-square meter houses.

"We have received all land and location deliveries for the housing project in Yaoundé, capital of the west-central Africa's pear Cameroon. These projects we do with Africa keeps our flag flying at international markets, as well as contribute to our economy and construction sectors," Öztürkier Holding chairman Yusuf Öztürk was quoted as saying.

Öztürk also noted all materials and equipment needed for construction will be brought by Turkey, as "there is no production in African countries." "This means we will make the Turkish producers of these materials enter into African market," he said.

Qualified white-collared employees will be also brought from Turkey, he said.

KCC Uncovers Massive Revenue Collection Loopholes

By Jude Njinjeh E.

The new Municipal Treasurer, MT, of the Kumba City Council, Fonde, Henry Adong and his Assistant, Elinge Ngomba, have said they have uncovered huge irregularities in revenue collection in the City Council within months of their appointment.

These irregularities, they have attested, have led to steady decline in the budget of the Kumba City Council to a sum below that of some Sub-Divisional Councils.

When confronted by a battery of pressmen on the financial situation of the Kumba City Council following their difficulties to pay staff salaries and sub-ventions to Sub-Divisional councils, the two Treasury officials, who responded to journalists in the same office, noted that the irregularities and racket that characterises the revenue collection sector of the Kumba City Council was a problem that will take them a full year to resolve before setting their strategies.

The Municipal Treasurer said clearly that at the level of Kumba main markets and the Fiango market it was difficult to know the revenue generated as there

was no clear statistics concerning the number of stalls and the amount paid per stall.

Apart from the stalls, the financial experts also disclosed that it was very difficult to know the various sources of revenue of the City Council because there were some that seem to be like no go areas.

They say those who collect revenue on daily bases were the worst since there was no way to follow them up. As a result of this poor management, they said, there was little or no revenue entering the City Council treasury as there were a lot of bottlenecks concerning payments.

This, according to the Treasurer, has created a lot of financial hardship for the City Council and this also affects the Sub-Divisional councils as they were unable to receive their due sub-ventions, and also with an accumulated debt owed the Taxation Department by the City Council.

It was also disclosed that contractors could not receive payment due to lack of funds.

According to them, there has been some great measures taken to help curb the situation such as the identification of all revenue sources, dismantling of bottlenecks in the payment of taxes, ensuring that taxes and other levies are paid directly into the treasury, the counting of the number of stalls in the two markets and the various rates charged clearly defined, the strict follow up of day-to-day revenue collectors and even fixing a monthly standards for the revenue collectors.

Though not very easy, the Treasurer is said to have also tried had to fight the illegal collection of revenue and the production of fake council receipts and tickets, in a bid to ensure that Kumba City Council regains its status as other City Councils in the country.

The Municipal Treasurer expressed confidence that come 2015, all the mal-practices noted in the Treasury would become a thing of the past, while the City Council budget will increase tremendously.

Govt Partners With ITTO To Rejuvenate Ailing Bamboutous Mountain

By Ignatius Nji

The government, through the Ministry of Forestry and Wildlife, has partnered with the International Tropical Timber Organisation ITTO, to reverse the ailing state of the Bamboutous Mountain as precipitated by human activities with its devastating effect on nature.

The duo have put in place the implementation of a draft project on Participatory Development, conservation and restoration of the massive degradation of the forest areas of Bamboutous mountain. This project is worth FCFA 46,856,500 with government putting in FCFA10,050,000 and ITTO making available FCFA 36,806,500.

To revamp the Bamboutous Mountain of its natural responsibility, the government has resolved to sort out a win/win approach with the inhabitants of the communities carrying out exploitation on this area that is by law a protected area. Government, by this approach, has retracted from its original standpoint to evict those occupying the Bamboutous Mountain but for a petition signed by 5000 persons living in this area. They pleaded, saying the Mountain is not only a home but their only source of survival.

Presently there is an ongoing consultative workshops taking place in all

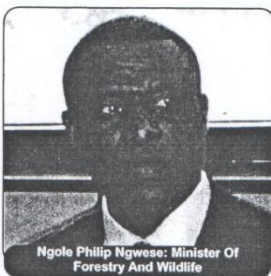
the communities in the Bamboutous Mountain, sourcing for proposals on how to reverse the state of the ailing Mountain.

Bamboutous Mountain is predominantly located in the West Region of Cameroon and stretches to parts of the

drop in the water table. Water friendly trees have been replaced with eucalyptus trees, which are ignorantly planted in water catchments. Eucalyptus, though used for construction and other income-generating activities, is noted for its very high appetite for water and consumes very large quantities, depriving other plants, animals and man of potable water.

Consultative workshops have taken place in Babadjou, Mbouda, Famock in the West Region and Nkongle in South West and Pinyin in the North West Region. The team of consultants is made up of sociologist, economist, Ngouffo Robert, an environmental auditor, Talla Andre-Marie, expert in charge of project formulation for sustainable development, Ondous Ekotto and Mbia, consultant of the draft project from West Media Club, Michel Ferdinand.

In all, the team, after elaborating on the importance of the said collective effort aimed at revamping the mountain, collected data of all the suggestions given by the inhabitants of Bamboutous Mountain.



Ngole Philip Ngwese: Minister Of Forestry And Wildlife

North West and South West Regions. It plays host to a watershed that supplies a larger part of Cameroon with potable water. Due to poor exploitation by inhabitants, there has been a drastic

Need For Govt To Revisit Knowledge Of Highway Code

By Colette Yong (NPB Student On Internship)

It is very unfortunate that a good number of drivers and bike riders do not respect the Highway Code and accidents have become the order of the day in Bamenda town. Due to none respect of Highway Code, the rate of accidents have reached staggering peaks and the Bamenda Regional Hospital and other private hospitals have created a special casualty ward for motorbike accident victims.

Highway codes are simply guidelines set aside by the government of every country to be followed by drivers and bike riders in order to avoid congestion and accidents that could lead to loss of lives and properties.

Recently, a Commercial motor-bike

rider was left with a broken-leg due to an accident that occurred around the public security office at old town Bamenda as a result of over-speeding. Ngong Rene, the bike rider collided with a taxi driver known as Papa Joe. Rene in pains was immediately rushed to the Army Hospital at old town. An eye witness, a lady by the road side roasting plum and plantains said the taxi driver was on phone while driving. Ibrahim, another eye witness accounts that; the taxi driver was on high speed and met with the speeding motorbike. To him "a driver should not negotiate a bend on speed or rather avoid high speed completely, because when an accident result from excess speed, the

consequences are enormous as it could lead to complications among the victims and at times loss of lives".

Some distractions like answering phone calls while driving or riding have been the root cause of so many unprecedented road accidents. Many still violate the law by government, not to answer phone calls while driving. There is need for Government to put certain measures in place to reinforce these rules in order to avoid incidences as such. The accidents are many because most of the bike riders and well as drivers are not professionally trained and possess very little knowledge of the Highway Code.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Ministère des Domaines et Affaires Foncières, Régime Foncier et Domanial au Cameroun : lois et ordonnances, décrets, circulaires et instructions, Yaoundé, 2005 ;
2. Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat, Guide de l'Usager, Première Partie : Comment obtenir un Titre Foncier ? Yaoundé, 2006;
3. Knowledge For All (KFA), Pour une réserve écologique simple sur les Monts Bamboutos dans le souci de combiner les impératifs de survie des populations résidentes et de leurs progénitures et les impératifs de conservation et de préservation de la biodiversité, Livre Blanc, Mbouda, 2009 ;
4. Ministère de la Santé Publique (MINSANTE) –CREDES, Stratégie Sectorielle de la Santé, Analyse Situationnelles de la Santé au Cameroun, 2002 ;
5. Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), Monographies des Communes d'Arrondissements de Alou, Babadjou, Batcham, Fongo Tongo, Nkong-Ni, Pinyin, Santa et Wabane, 2012 et 2013 ;
6. Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), Rapports d'Activités des Délégations d'Arrondissements de Alou, Babadjou, Batcham, Fongo Tongo, Nkong-Ni, Pinyin, Santa et Wabane, 2013 ;
7. Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD), Loi N° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes, Yaoundé, 2005 ;
8. Groupement Balatchi, Requête du du 28 avril 2009 sur la création d'une réserve écologique intégrale dans les Monts Bamboutos par les avis n°0605/L/MINFOF/SG/DFA et n°25/AP/MINFOF/SG/DFAP, 2009 ;
9. Comité de Développement de Nzindong (CODENZIN) du groupement Bangang, Recours portant sur l'avis au public n°25/AP/MINFOF/SG/DFAP portant déclaration d'une partie de leur terre « Réserve écologique intégrale », 2009 ;
10. Groupement Bangang, Pétition d'environ 5 000 signatures en appui à la requête portant état des lieux de la zone, problématique, convictions et propositions de ce groupement, 2009 ;
11. Cercle de Développement de Balépo, recours adressé au Ministère des Forêts et de la Faune concernant leur projet de foresterie communautaire et agroforesterie, 2009 ;
12. Marie Pauline Voufo, Spécialiste en Communication, accès à la propriété foncière : le titre foncier se décentralise, article, 2006.

Tous nos remerciements à l'endroit des personnes qui ont œuvré pour le succès de nos investigations dans les différentes communautés, en l'occurrence :

- ✓ Messieurs les Sous-Préfets de Santa, Babadjou, Batcham, Mbouda et Nkong-Ni ;
- ✓ Ses Majestés les Chefs Traditionnels de Balatchi, Bangang, Babadjou, Pinyin et Nkongle ;
- ✓ Monsieur Mogou Bertin, Ingénieur d'Agriculture pour son dévouement dans son rôle de guide et sa maîtrise de terrain ;
- ✓ Monsieur Ngah Kum Valentine pour sa participation remarquable ;
- ✓ La Coordination de l'Avant-projet à Bafoussam pour son accompagnement sur le terrain et ses conseils.

Nom et adresse de l'Expert Socio économiste : Robert NGOUFFO, Tél. (237) 99 99 41 09/77 81 05 70, Email : roleesearch@yahoo.fr

Production du rapport : Août 2014 à Bafoussam-Cameroun

Avertissement : Conformément aux dispositions de l'article 15 du contrat qui lie l'Expert Socio-économiste et la coordination de cet avant-projet, le présent rapport reste et demeure la propriété de l'Agence d'Exécution. Par conséquent, il ne peut faire l'objet d'un usage quelconque que moyennant son quitus